

La situation des pupilles de l'État

Enquête au
31 décembre 2023

août 2025

La situation des pupilles de l'État

Enquête au 31 décembre 2023

L'ONPE remercie les directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS) et les services des conseils départementaux. Leur disponibilité et leur participation ont permis d'obtenir 100 % de retour pour la publication de cette enquête annuelle.

Ce rapport résulte d'un travail réalisé par Milan Momić, démographe et chargé d'études, consistant en la collecte des données auprès des services déconcentrés de l'État et des conseils départementaux, leur analyse et la rédaction de l'ensemble du rapport.

Anne Oui et Magali Fougère-Ricaud, chargées de mission, ont participé au suivi du projet et à la finalisation du présent document.

Le rapport et ses annexes sont disponibles sur le site de l'ONPE.

onpe.france-enfance-protgee.fr

SOMMAIRE

INTRODUCTION	6
---------------------	----------

FICHE 1	Le nombre de pupilles de l'État	9
----------------	--	----------

Une augmentation en deux temps	9
Une forte hétérogénéité territoriale	10
Un nombre de pupilles confiés pour adoption qui augmente peu	12

FICHE 2	Les conditions d'admission des pupilles de l'État	15
----------------	--	-----------

L'importance majeure des admissions après décision judiciaire	15
De fortes disparités départementales	16

FICHE 3	Le profil des pupilles de l'État	23
----------------	---	-----------

Une augmentation de l'âge moyen et de l'âge à l'admission	23
Une hausse des pupilles de l'État ayant connu une prise en charge à l'ASE	26

FICHE 4	Les pupilles de l'État confiés en vue d'adoption	29
----------------	---	-----------

Un enfant pupille sur cinq est confié en vue d'adoption	29
Le profil des pupilles de l'État confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2023	30

FICHE 5	Les pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption	33
----------------	---	-----------

Les lieux d'accueil des pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption	33
Le profil des pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2023	34

FICHE 6	Les pupilles de l'État sortis du statut	39
	Des sorties principalement par l'adoption et l'accès à la majorité	39
	Des sorties différenciées selon les conditions d'admission	40
	L'âge moyen à l'admission selon le motif de sortie	42
FICHE 7	Les agréments d'adoption	43
	Évolution entre 2013 et 2023	43
	Durée de construction du projet d'adoption des candidats ayant accueilli un pupille en 2023	45
	Des adoptants aux profils hétérogènes...	46
	... liés aux profils des enfants	47
FICHE 8	Le fonctionnement et l'activité des conseils de famille	49
	Une augmentation notable de l'activité des conseils de famille	49
	La présidence des conseils de famille	52
	L'activité croissante des conseils de famille	52
	L'examen des situations par les conseils de famille	52
	L'accompagnement des familles après restitution d'un enfant	53
Annexes		55
	Annexe 1. Questionnaire d'enquête	57
	Annexe 2. Données statistiques sur les pupilles de l'État au 31 décembre 2023	67
	Annexe 3. Données statistiques sur les admissions, les sorties et les placements en vue d'adoption des pupilles de l'État en 2023	107
	Annexe 4. Données statistiques complémentaires : naissances sous le secret, enfants trouvées et enfants remis en 2023	127
	Annexe 5. Données statistiques sur l'activité des conseils de famille	131
	Annexe 6. Données statistiques sur les agréments d'adoption	145
Liste des figures et annexes		149

INTRODUCTION

L'enquête portant sur la situation des pupilles de l'État, mise en place en 1987 par la direction générale de la cohésion sociale (DGCS), a été confiée en 2006 à l'Observatoire national de la protection de l'enfance (ONPE). Initialement réalisée tous les deux ans, cette enquête est annuelle depuis 2006. Elle permet ainsi de disposer de données actualisées et d'un meilleur suivi du devenir immédiat des enfants admis au statut de pupille de l'État, notamment ceux admis en fin d'année et susceptibles d'être « restitués » au début de l'année suivante à leurs parents ou encore d'être rapidement adoptés. Cette connaissance était impossible lorsque l'enquête était bisannuelle. Le fait que l'enquête soit annuelle ne permet pas en revanche aux départements de chiffrer précisément le nombre d'enfants bénéficiant du statut de pupille au 31 décembre de l'année enquêtée. En effet, le recueil des données ayant lieu en fin d'année, les services départementaux n'ont pas toujours connaissance de l'ensemble des admissions provisoires effectives et une visibilité sur l'ensemble des jugements d'adoption prononcés. Il en est de même des décisions judiciaires, notamment celles concernant les déclarations judiciaires de délaissement parental, reçues parfois tardivement par les services départementaux. Pour l'ensemble de ces raisons, les chiffres doivent être consolidés d'une année sur l'autre.

La collecte se fait au moyen d'un questionnaire rempli conjointement par les directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS) et les services départementaux de l'aide sociale à l'enfance. L'ONPE fait dans ce cadre un travail important de lien avec les services déconcentrés de l'État et ceux des conseils départementaux pour assurer un retour exhaustif des données d'enquête.

Celle-ci est restituée dans un rapport annuel qui permet de faire le point sur la situation des pupilles de l'État, le fonctionnement et l'activité des conseils de famille ainsi que sur l'évolution des agréments d'adoption, permettant de disposer :

- d'un suivi des évolutions et des tendances à la fois nationales et territorialisées ;
- des données précises sur les projets de vie des pupilles de l'État, dont l'adoption ;
- du suivi des parcours des enfants, de leur admission à la sortie du statut de pupille de l'État ;
- d'une connaissance des parcours courts sur deux années consécutives (restitution en année $n+1$ d'enfants admis en fin d'année n).

L'enquête réalisée tout au long de l'année 2024 porte sur la situation des pupilles de l'État au cours de l'année 2023. Cette année, la présentation du rapport est renouvelée avec la volonté de le rendre encore plus lisible et appropriable par le lecteur.

Le rapport s'organise désormais en 8 fiches thématiques croisant les données au 31 décembre (de « stock ») et celles en cours d'année (de « flux »), permettant d'approcher les mouvements d'entrées et de sorties.

La fiche 1 donne à voir l'évolution du nombre de pupilles de l'État entre le 31 décembre 2022 et le 31 décembre 2023 et la répartition des pupilles sur le territoire national.

La fiche 2 aborde l'évolution de la population des pupilles de l'État sous l'angle des conditions d'admission au niveau national et territorial.

La fiche 3 présente le profil des pupilles de l'État et son évolution sur les dix dernières années.

La fiche 4 décrit les pupilles de l'État pour lesquels un projet d'adoption est en place au 31 décembre 2023, mais également ceux pour lesquels le projet d'adoption s'est mis en place au cours de l'année 2023.

La fiche 5 décrit les pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2023. Un focus est également fait sur les projets de vie envisagés au cours de 2023 pour ces enfants.

La fiche 6 aborde les sorties du statut en 2023 et leurs évolutions sur ces dix dernières années.

La fiche 7 porte sur les agréments d'adoption ainsi que sur le profil des pupilles confiés en vue d'adoption au regard de celui des adoptants.

La fiche 8 porte sur l'activité et le fonctionnement des 125 conseils de famille des pupilles de l'État en 2023.

LES CONDITIONS D'ADMISSIONS AU STATUT DE PUPILLE DE L'ÉTAT

Le recours au statut de pupille de l'État constitue un des moyens d'action de la protection de l'enfance. Il concerne des enfants qui, pour différentes raisons, n'ont pas de parents titulaires de l'autorité parentale en mesure de les prendre en charge ou d'assurer leur éducation, ni d'assurer leur bien-être. Les enfants pupilles de l'État vivent dans les mêmes familles d'accueil et les mêmes établissements que les enfants bénéficiant d'une mesure de placement en protection de l'enfance. Ils font l'objet d'un projet de vie adapté à leurs besoins, qui peut être une adoption.

Le statut des pupilles de l'État est défini dans le Code de l'action sociale et des familles (CASF) [livre II, titre II, chapitre IV]. Les enfants peuvent être admis comme pupilles de l'État selon 6 catégories mentionnées dans l'article L. 224-4 :

« 1° Les enfants dont la filiation n'est pas établie ou est inconnue [...];

2° Les enfants dont la filiation est établie et connue, qui ont expressément été remis au service de l'aide sociale à l'enfance en vue de leur admission comme pupilles de l'État par les personnes qui ont qualité pour consentir à leur adoption [...];

3° Les enfants dont la filiation est établie et connue, qui ont expressément été remis au service de l'aide sociale à l'enfance [...] par leur père ou leur mère en vue de leur admission comme pupilles de l'État et dont l'autre parent n'a pas fait connaître au service, [...], son intention d'en assumer la charge [...];

4° Les enfants orphelins de père et de mère pour lesquels la tutelle n'est pas organisée selon le chapitre II du titre X du livre I^{er} du code civil [...];

5° Les enfants dont les parents ont fait l'objet d'un retrait de l'autorité parentale en vertu des articles 378 et 378-1 du code civil [...];

6° Les enfants recueillis par le service de l'aide sociale à l'enfance en application des articles 381-1 et 381-2 du code civil. »

Si l'admission ne fait pas suite à une décision judiciaire (retrait total de l'autorité parentale ou déclaration judiciaire de délaissement parental), le statut de pupille de l'État devient définitif après un délai de rétractation de 2 ou 6 mois, selon les cas.

Selon l'article L. 224-1 du CASF, les organes chargés de la tutelle des pupilles de l'État sont : le représentant de l'État dans le département qui exerce la fonction de tuteur, et le conseil de famille des pupilles de l'État. La composition, le fonctionnement et le rôle des conseils de famille chargés de la tutelle des pupilles de l'État sont définis dans les articles R. 224-1 et suivants du CASF. Les enfants concernés sont par ailleurs pris en charge par les services départementaux de l'aide sociale à l'enfance.

Conformément à l'article L. 225-1 du CASF, les pupilles « doivent faire l'objet, dans les meilleurs délais, d'un projet de vie, défini par le tuteur avec l'accord du conseil de famille, qui peut être une adoption, si tel est l'intérêt de l'enfant ». Les pupilles de l'État, conformément à l'article L. 225-2 du CASF, « peuvent être adoptés soit par les personnes à qui le service de l'aide sociale à l'enfance les a confiés pour en assurer la garde lorsque les liens affectifs qui se sont établis entre eux justifient cette mesure, soit par des personnes agréées à cet effet, soit, si tel est l'intérêt desdits pupilles, par des personnes dont l'aptitude à les accueillir a été régulièrement constatée dans un État autre que la France, en cas d'accord international engageant à cette fin ledit État ».

FICHE 1

Le nombre de pupilles de l'État

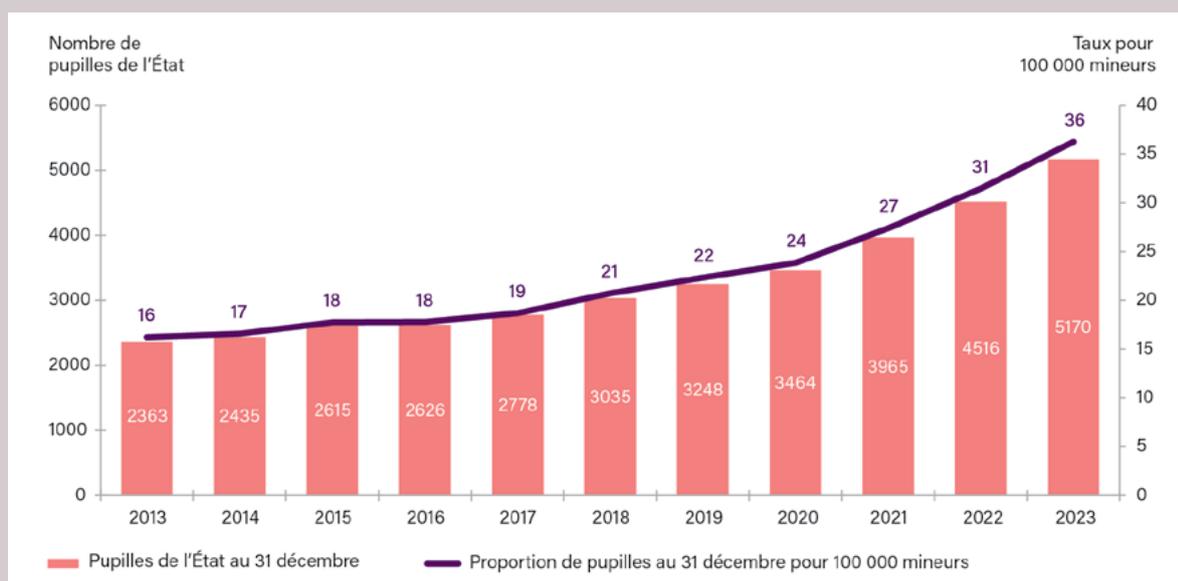
Au 31 décembre 2023, le nombre de pupilles de l'État continue d'augmenter, poursuivant la tendance amorcée en 2009 et qui s'est accélérée après la loi du 14 mars 2016. Parmi l'ensemble de ces enfants, la proportion de ceux confiés en adoption diminue depuis 2014.

Une augmentation en deux temps

Au 31 décembre 2023, 5 170 enfants ont le statut de pupille de l'État sur l'ensemble du territoire, soit une augmentation de 15 % par rapport à 2022 (+654 pupilles). Cette augmentation s'observe depuis 2009 (+132 % entre 2008 et 2023). Le nombre de pupilles de l'État avait atteint un niveau plancher au 31 décembre 2008 (soit 2 231 pupilles) après des années de baisse.

Entre 2009 et 2016, on observe un début de hausse (18 %) qui peut s'expliquer par les effets de la mise en place, à l'initiative de quelques départements, des premières commissions de révisions des statuts des enfants (notamment dans le Calvados, l'Orne, le Pas-de-Calais, le Val d'Oise). Entre 2016 et 2023, cette augmentation s'est accélérée (+97 % de pupilles de l'État entre ces deux dates), renforcée par la généralisation progressive sur le territoire national des CESSEC après la loi de 2016. **1.1**

1.1 Évolution du nombre de pupilles de l'État entre 2013 et 2023



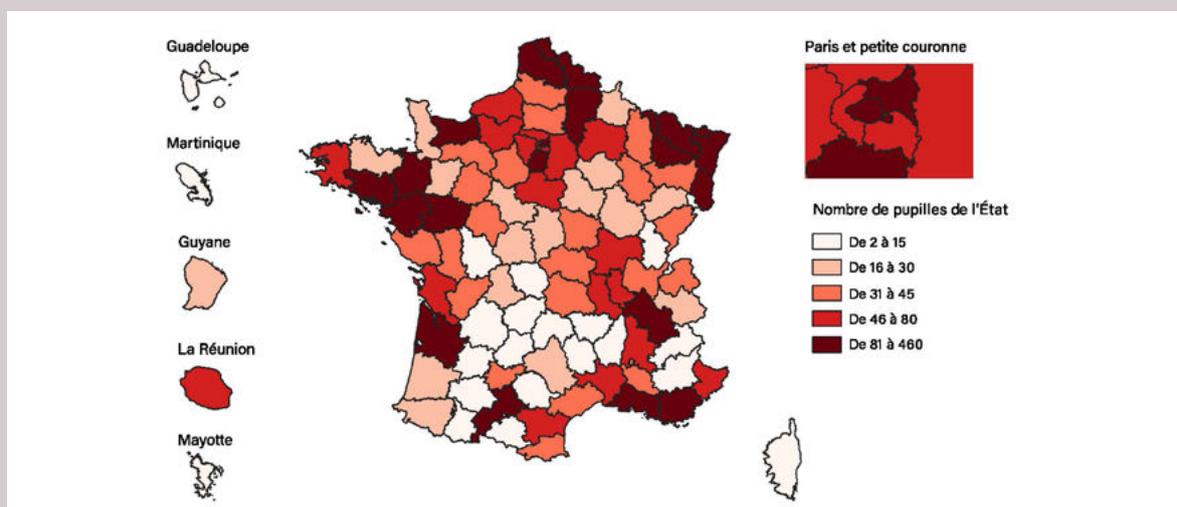
Champ - France entière. Enfants bénéficiant du statut de pupille de l'État au 31 décembre, entre 2013 et 2023.

Sources - ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2023, juin 2025 ; Insee, estimations de population (0-17 ans) au 1^{er} janvier 2024.

Une forte hétérogénéité territoriale

Le nombre de pupilles de l'État varie fortement selon les départements, de 2 en Corse à 460 dans le Nord. Les pupilles sont moins nombreux dans les départements peu peuplés comme ceux du centre-ouest, de la Corse ainsi que dans les DROM du continent américain. Les effectifs sont supérieurs à 80 dans 20 départements, qui se concentrent essentiellement dans les départements fortement peuplés (Nord, Pas-de-Calais, Bouches-du-Rhône, Rhône notamment) mais également des départements plus modestes démographiquement (Aisne, Calvados, Maine-et-Loire ou Meurthe-et-Moselle). **1.2**

1.2 Nombre de pupilles de l'État par département au 31 décembre 2023



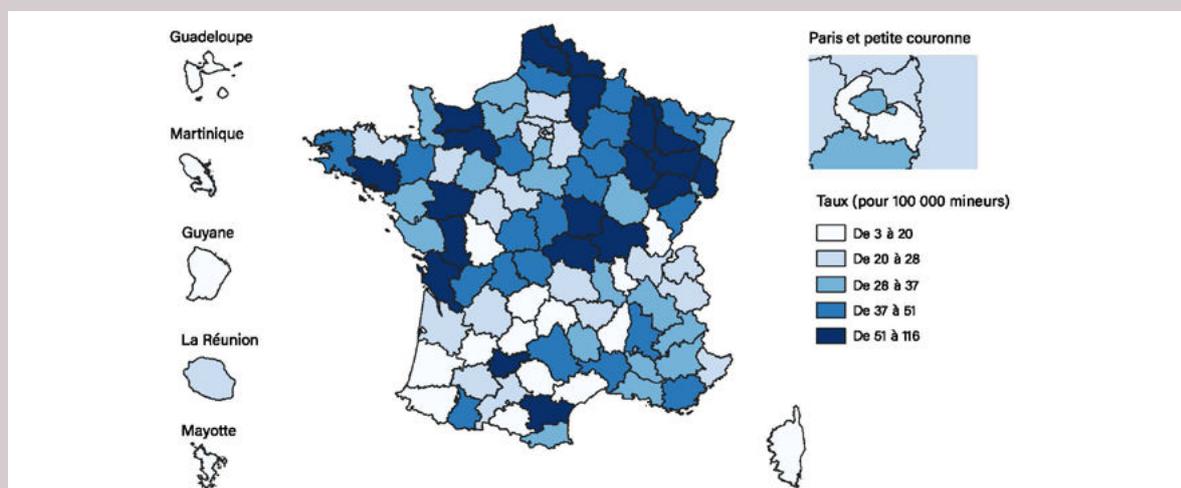
Note - Classes construites selon la méthode des quantiles (discrétisation en cinq classes d'effectifs égaux).

Champ - France entière. Enfants bénéficiant du statut de pupille de l'État au 31 décembre 2023.

Source - ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2023, juin 2025.

Afin de gommer les effets de structure démographique des départements, le nombre de pupilles de l'État est rapporté à celui de mineurs de chaque département en population générale. Ainsi, le taux de pupilles varie de 3 pupilles pour 100 000 enfants en Corse à 116 pupilles pour 100 000 enfants en Meurthe-et-Moselle. **1.3** La moyenne nationale est de 36 pupilles pour 100 000 enfants. Les taux les plus faibles sont essentiellement localisés dans le quart sud-ouest, les DROM et l'Île-de-France, tandis que les taux les plus élevés sont localisés dans le nord et l'est de la France.

1.3 Taux de pupilles de l'État parmi l'ensemble des mineurs



Note - Classes construites selon la méthode des quantiles (discrétisation en cinq classes d'effectifs égaux).

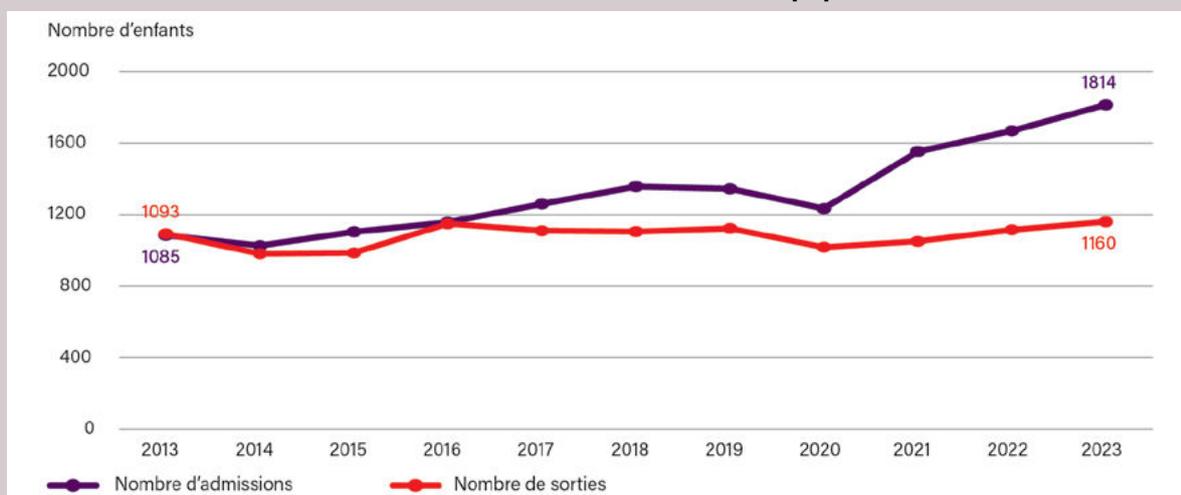
Champ - France entière. Enfants bénéficiant du statut de pupille de l'État au 31 décembre 2023.

Sources - ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2023, juin 2025 ; Insee, estimations de population (0-17 ans) au 1^{er} janvier 2024.

LES ADMISSIONS ET LES SORTIES AU COURS DE L'ANNÉE 2023

Au cours de l'année 2023, 6 330 enfants ont eu le statut de pupilles de l'État. En 2023, 1 814 enfants ont été admis au statut de pupille de l'État, soit à titre définitif, soit à titre provisoire. Ce nombre est en augmentation de près de 9 % par rapport à 2022, s'inscrivant dans une tendance croissante (+67 % par rapport à 2013). Dans le même temps, le nombre d'enfant ayant quitté le statut de pupilles est passé de 1 093 en 2013 à 1 160 en 2023, soit une augmentation de 6 % sur la période. **1.4** Cette évolution dissymétrique explique l'évolution croissante du nombre de pupilles. **1.1**

1.4 Évolution des admissions et sorties annuelles du statut de pupilles entre 2013 et 2023



Champ - France entière. Admissions et sorties du statut de pupille de l'État entre 2013 et 2023.

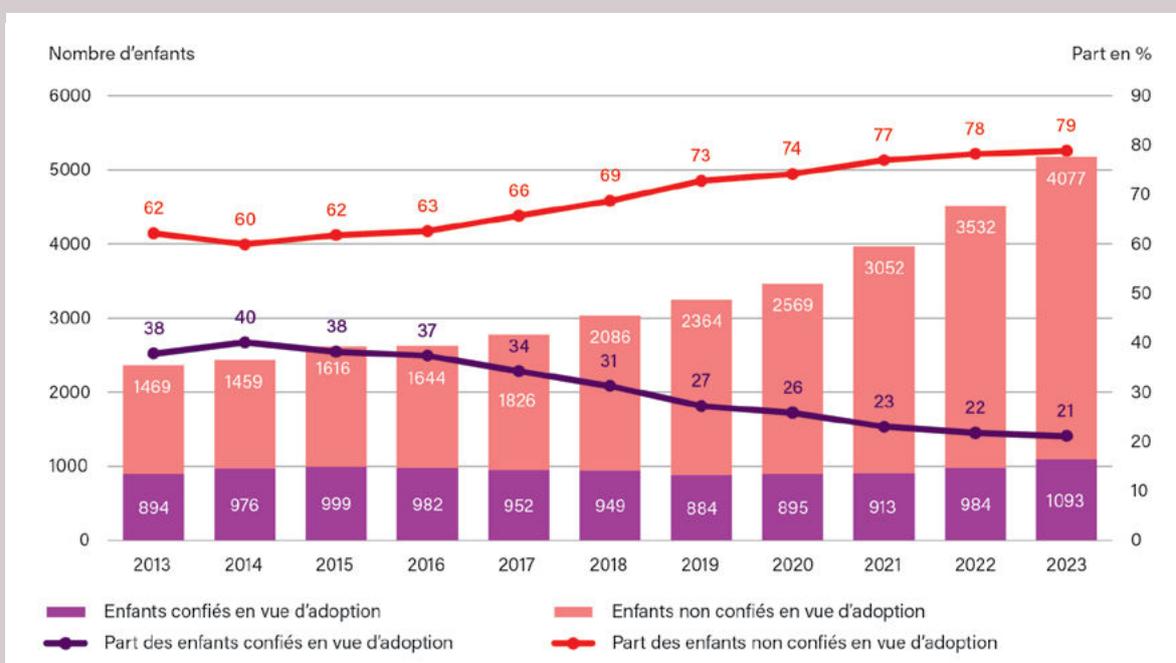
Source - ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2023, juin 2025.

Un nombre de pupilles confiés pour adoption qui augmente peu

Les enfants pupilles de l'État bénéficient d'un projet de vie défini par les instances de tutelles, ce projet pouvant « être une adoption, si tel est l'intérêt de l'enfant » (art. L. 225-1 du CASF).

Au 31 décembre 2023, près de 1100 enfants pupilles de l'État vivent dans une famille en vue de leur adoption et 4077 sont accueillis dans une structure de l'Aide sociale à l'enfance dans l'attente de la formalisation d'un projet de vie. La proportion de pupilles de l'État confiés en vue d'adoption diminue régulièrement depuis 2014, passant de 40 % à 21 % de l'ensemble des pupilles de l'État. En valeur absolue le nombre de pupilles confiés en vue d'adoption a peu augmenté en 10 ans (+199), contrairement au nombre de pupilles (+2 808). **1.5**

1.5 Évolution du nombre de pupilles de l'État confiés et non confiés en vue d'adoption au 31 décembre, entre 2013 et 2023

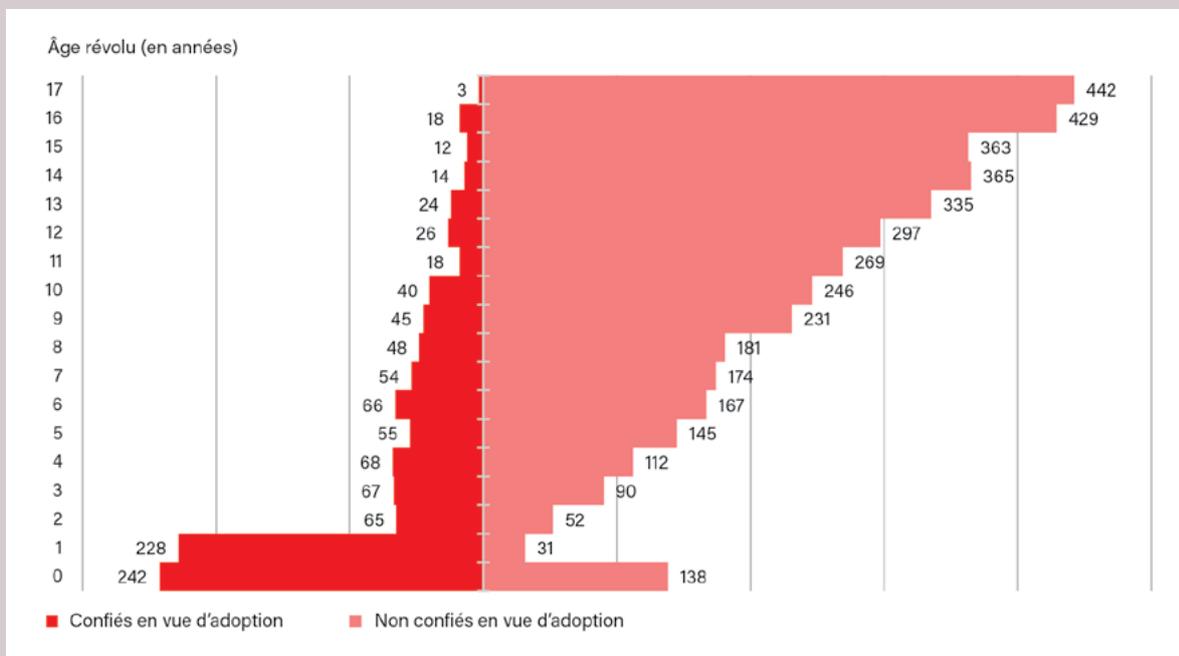


Champ - France entière. Enfants bénéficiant du statut de pupille de l'État au 31 décembre, entre 2013 et 2023.
Source - ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2023, juin 2025.

Le profil des pupilles de l'État est très hétérogène selon que les enfants soient ou non confiés en vue d'adoption. **1.6** Les enfants confiés en vue d'adoption sont âgés en moyenne de 4,7 ans contre 11,7 ans pour ceux qui ne le sont pas.

Les enfants âgés de moins de 3 ans représentent 49 % des enfants vivant dans leur famille adoptive et seulement 5 % des enfants qui ne sont pas confiés en vue d'adoption.

1.6 Structure par âges des pupilles de l'État confiés et non confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2023



Champ - France entière. Enfants bénéficiant du statut de pupille de l'État au 31 décembre 2023.

Source - ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2023, juin 2025.

Les conditions d'admission des pupilles de l'État

Au 31 décembre 2023, parmi la totalité des enfants pupilles de l'État, la majorité ont été admis après une déclaration judiciaire de délaissement parental.

L'importance majeure des admissions après décision judiciaire

Au 31 décembre 2023, la majorité des enfants pupilles de l'État le sont devenus à la suite d'une décision judiciaire, marquant une tendance de fond observée depuis plusieurs années. Plus des deux tiers (68 %) des admissions relèvent ainsi d'une décision du juge :

- 57 % après une déclaration judiciaire de délaissement parental (art. 381-1 et 381-2 du Code Civil);
- 11 % à la suite d'un retrait total de l'autorité parentale.

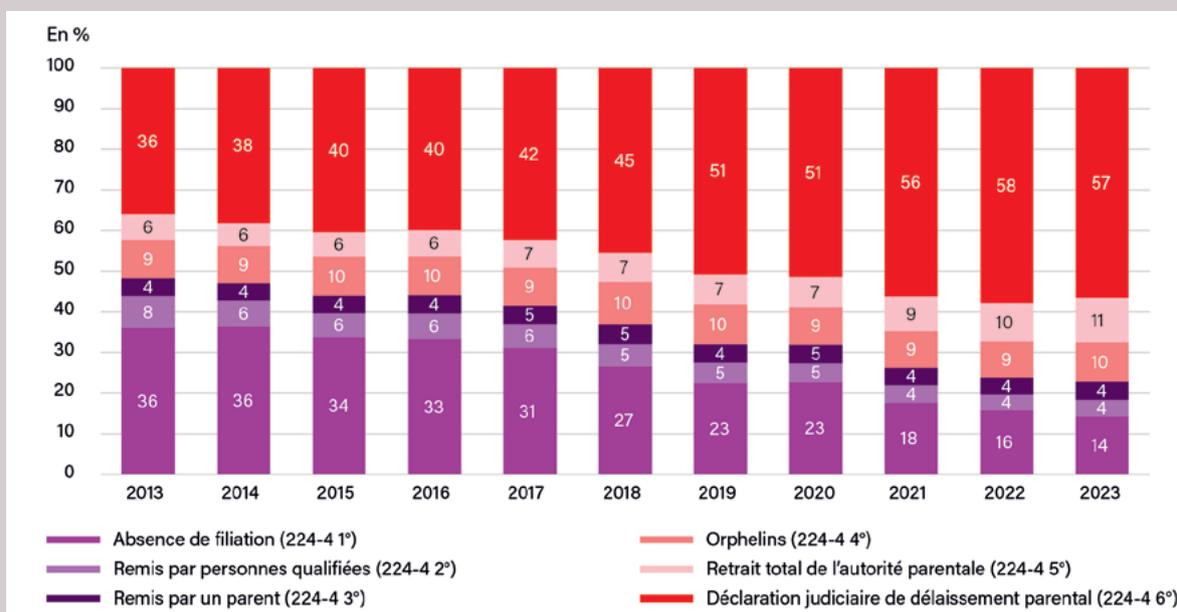
Les admissions faisant suite à une remise volontaire par un ou deux parents sont nettement moins fréquentes. Elles concernent un peu plus d'un cinquième des enfants pupilles :

- 14 % après un accouchement sous le secret ou en cas de filiation inconnue (art. L. 224-4 1° du CASF);
- 8 % dans le cadre d'une remise expresse à l'ASE par un ou deux parents (art. L.224-4 2° et 3° du CASF).

10 % des enfants pupilles de l'État sont orphelins, (art. L. 224-4 4° du CASF). Le nombre d'enfants ainsi admis, resté stable entre les 31 décembre 2015 et 31 décembre 2017, a fortement progressé depuis, passant de 259 enfants au 31 décembre 2017 à 496 au 31 décembre 2023 (soit +92 %).

Depuis 2013, la part des enfants admis comme pupilles de l'État à la suite d'une décision judiciaire est en augmentation constante, passant de 42 % au 31 décembre 2013 à 68 % au 31 décembre 2023. Inversement, la proportion d'admissions d'enfants sans filiation connue a diminué, passant de 36 % à 14 % sur la même période. **2.1**

2.1 Évolution des conditions d'admission des enfants bénéficiant du statut de pupille de l'État au 31 décembre, entre 2013 et 2023



Champ • France entière. Enfants bénéficiant du statut de pupilles de l'État au 31 décembre.

Source • ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2023, juin 2025.

De fortes disparités départementales

Les conditions d'admission des enfants pupilles de l'État varient fortement d'un département à l'autre, révélant une grande hétérogénéité territoriale. **2.2** Au 31 décembre 2023, concernant la proportion des pupilles admis à la suite d'une déclaration judiciaire de délaissement parental (DJDP) :

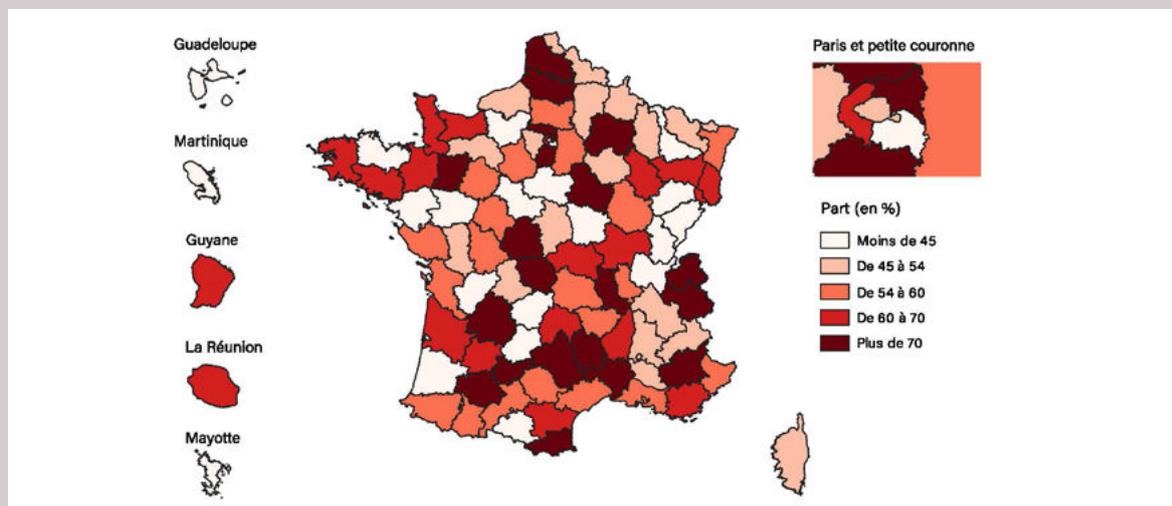
- Dans un département sur 5 cette proportion est inférieure à 44 % (parmi ces départements, 5 ne comptent aucun enfant admis selon cette modalité). Les trois quarts de ces départements comptent moins de 50 pupilles.
- À l'autre extrême, dans un cinquième des départements, la proportion d'enfants admis après une DJDP est supérieure à 71 % (les trois quarts de ces départements comptent également moins de 50 pupilles).

L'hétérogénéité territoriale est encore plus marquée lorsque l'on considère les enfants admis à la suite d'un retrait de l'autorité parentale. Au 31 décembre 2023, cette modalité d'admission présente des écarts très importants entre les départements **2.3** :

- Dans 34 départements, aucun enfant n'a été admis selon ce motif.
- À l'autre extrême, la Meurthe-et-Moselle recense 82 enfants admis à la suite d'un retrait de l'autorité parentale, soit près de la moitié (49 %) de l'ensemble de ses pupilles.

Les départements n'enregistrant aucun enfant admis sur cette base au 31 décembre 2023 sont principalement situés dans des territoires de montagne et/ou peu peuplés, à l'exception notable de 2 départements urbains : la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne. À l'inverse, les départements affichant les proportions les plus élevées d'admissions après retrait de l'autorité parentale sont géographiquement concentrés dans certaines régions : Lorraine, Normandie et Pays de la Loire. **2.3**

2.2 Part des pupilles admis à la suite d'une déclaration judiciaire de délaissement parental au 31 décembre 2023

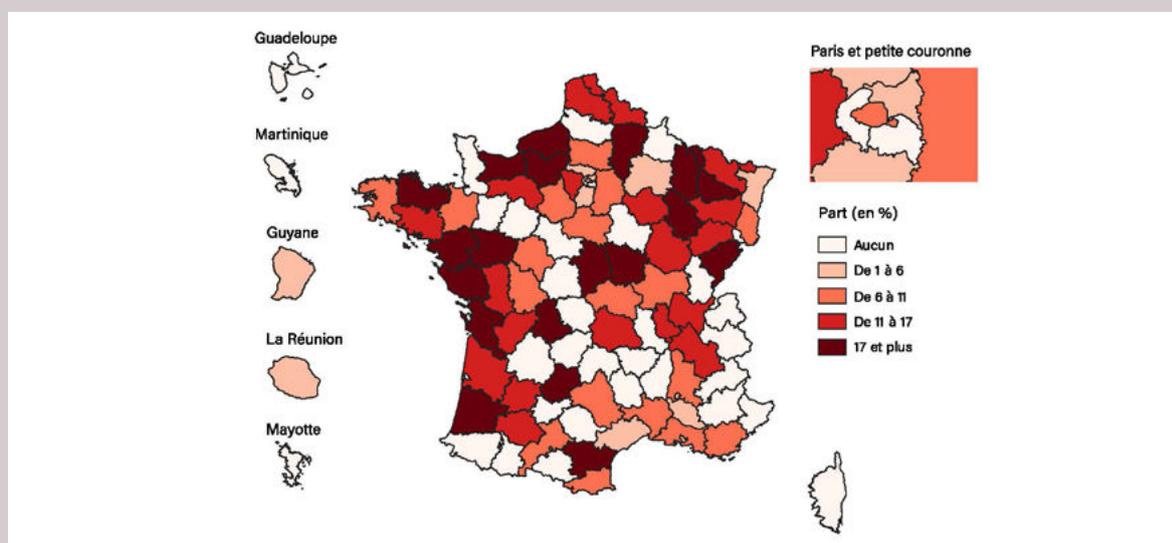


Note - Classes construites selon la méthode des quantiles (discrétisation en cinq classes d'effectifs égaux).

Champ - France entière. Enfants bénéficiant du statut de pupille de l'État au 31 décembre 2023.

Source - ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2023, juin 2025.

2.3 Part des pupilles admis à la suite d'un retrait de l'autorité parentale au 31 décembre 2023



Note - Classes construites selon la méthode des quantiles (discrétisation en cinq classes d'effectifs égaux).

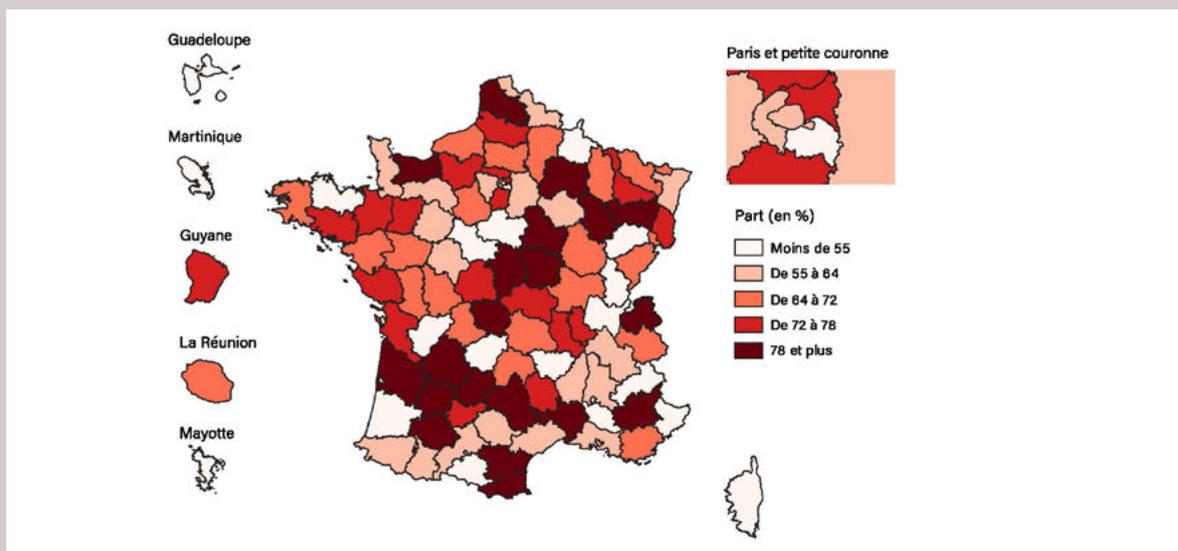
Champ - France entière. Enfants bénéficiant du statut de pupille de l'État au 31 décembre 2023.

Source - ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2023, juin 2025.

Au 31 décembre 2023, la proportion d'enfants admis comme pupilles de l'État à la suite d'une décision judiciaire (DJDP ou retrait total de l'autorité parentale) varie fortement selon les départements **2.4** :

- Dans un département sur 5 cette proportion est inférieure à 56 % ;
- À l'inverse, dans un autre cinquième des départements, elle est supérieure à 78 %.

2.4 Part des pupilles admis à la suite d'une décision judiciaire au 31 décembre 2023



Note - classes construites selon la méthode des quantiles (discrétisation en cinq classes d'effectifs égaux).

Champ - France entière. Enfants bénéficiant du statut de pupille de l'État au 31 décembre 2023.

Source - Enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2023, ONPE, juin 2025.

LES MOTIFS D'ADMISSION DES ENFANTS DEVENUS PUPILLES AU COURS DE L'ANNÉE 2023

En 2023, 1814 enfants ont été admis au statut de pupille de l'État, un nombre en augmentation de 9 % par rapport à 2022. Celle-ci s'explique principalement par la hausse marquée des admissions à la suite d'un retrait de l'autorité parentale (+71 %) mais également par celle des orphelins (+36 %).

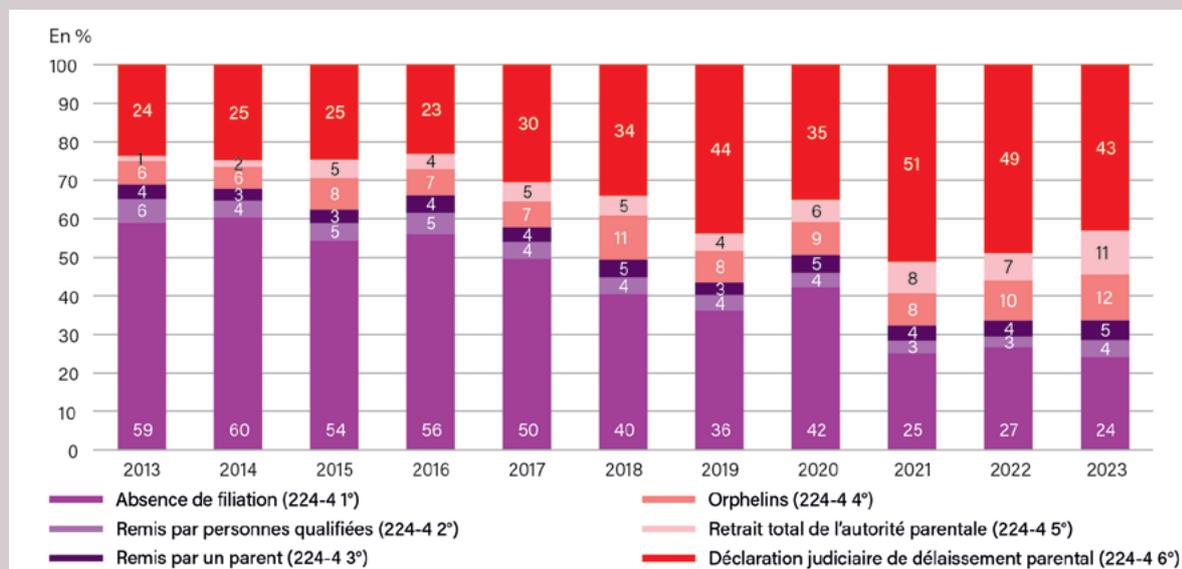
Les admissions à la suite d'une décision judiciaire de délaissement parental ou d'absence de filiation sont en léger recul (respectivement -4 % et -1 %). **2.5**

Au-delà de cette dynamique récente, les données de 2023 s'inscrivent dans des tendances de fond amorcées avant la crise sanitaire :

- diminution de la part d'enfants admis sans filiation (accouchement sous le secret ou filiation inconnue) passant de 59 % à 24 % entre 2013 et 2023 ;
- augmentation de la part des enfants admis à la suite d'une déclaration judiciaire de délaissement parental passant de 24 % à 43 % sur la période ;
- augmentation de la part des enfants admis à la suite d'un retrait de l'autorité parentale passant de 1 % à 11 % sur la même période.

Cette dernière évolution est vraisemblablement en lien avec le développement de l'activité des services de protection de l'enfance en matière d'adaptation juridique du statut des enfants confiés, et avec une évolution progressive des pratiques judiciaires conduisant à prononcer plus régulièrement un retrait de l'autorité parentale.

2.5 Évolution des conditions d'admission des enfants admis au statut de pupille de l'État entre 2013 et 2023



Champ - France entière. Pupilles de l'État au 31 décembre 2023.

Source - ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2023, juin 2025.

Ces évolutions sur la période longue permettent de comprendre le changement du profil des pupilles constaté entre 2013 et 2023. **2.1**

NAISSANCES SOUS LE SECRET, ENFANTS TROUVÉS ET « ÉCHECS » D'ADOPTION AU COURS DE L'ANNÉE 2023

En 2023, 441 enfants sont nés sous le secret (art. L. 224-4 1° du CASF), un chiffre stable par rapport à 2022 (2.6) mais qui s'inscrit dans une tendance à la baisse, amorcée en 2017 (-32 % depuis cette année). Au 31 décembre 2023, parmi les 441 enfants nés sous le secret, 70 ont été restitués à leurs parents de naissance (soit 16 %).

2.6 Évolution des admissions selon l'article L.224-4 1°, 2° et 3° du CASF



Champ • France entière. Pupilles de l'État admis entre 2013 et 2023.

Source • ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2023, juin 2025.

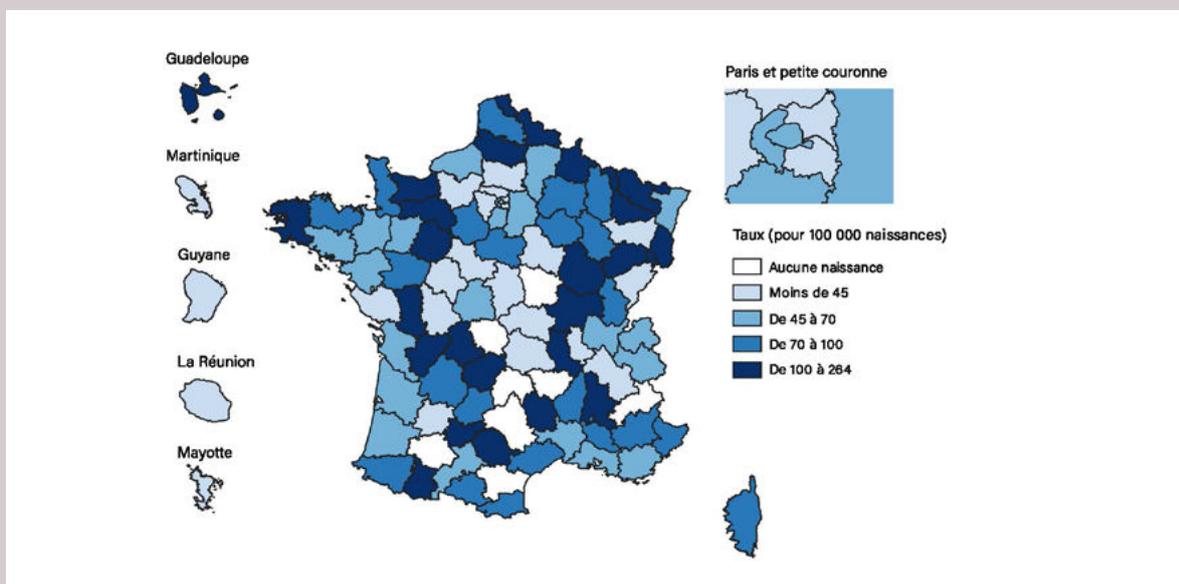
Ces 441 naissances représentent un taux de 65 naissances sous le secret pour 100 000 naissances, contre 61 en 2022. Si l'on exclut les 8 départements qui n'ont enregistré aucune naissance sous le secret en 2023, les taux varient de 10 pour 100 000 naissances à Mayotte à 264 pour 100 000 naissances dans l'Orne. (2.7)

En 2023, 5 enfants abandonnés dans l'espace public ont été admis comme pupille de l'État.

En 2023, 24 nouveau-nés avec filiation établie ont été remis aux services de l'aide sociale à l'enfance en vue de leur admission comme pupille de l'État (art. L. 224-4 2° et 3° du CASF).

Enfin, 7 enfants ont été admis comme pupilles de l'État en 2023 à la suite d'un échec d'adoption.

2.7 Taux de naissances avec demande de secret de l'identité de la mère en 2023



Champ - France entière. Pupilles de l'État au 31 décembre 2023.

Sources - ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2023, juin 2025 ;
Insee, état civil, naissances domiciliées 2023

Le profil des pupilles de l'État

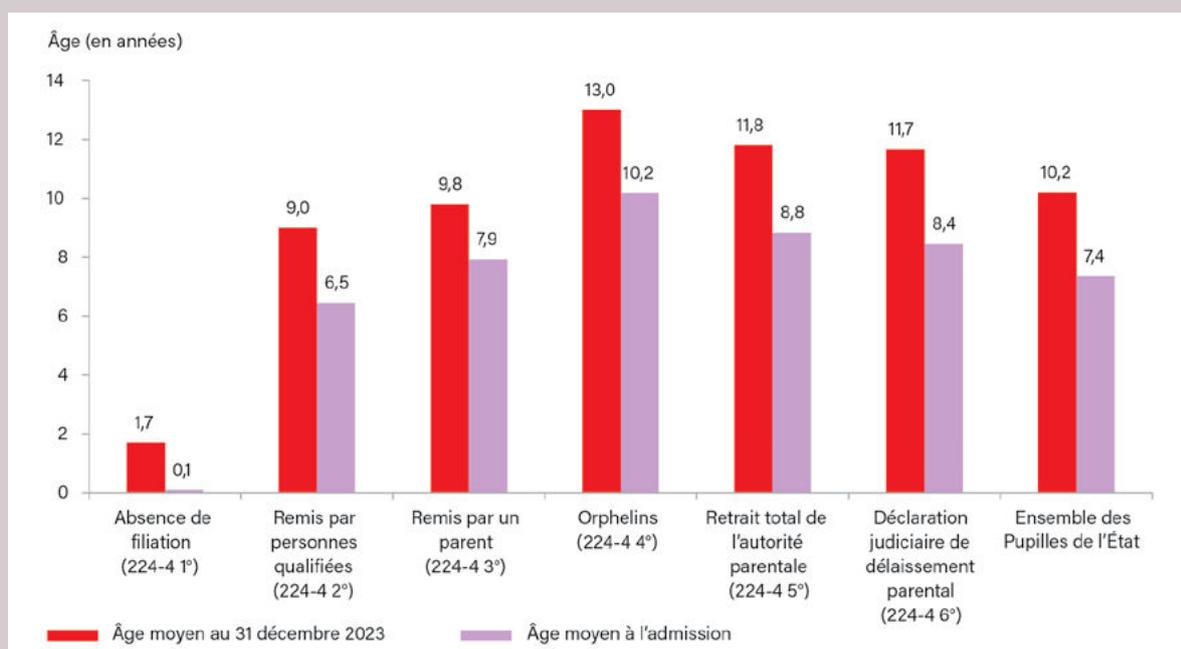
Avec la croissance du nombre de pupilles de l'État et l'évolution des motifs d'admission (fiches 1 et 2), on observe un changement du profil des enfants admis au statut. Les enfants sont admis plus tardivement, avec une proportion croissante d'enfants ayant un parcours antérieur à l'ASE.

Une augmentation de l'âge moyen et de l'âge à l'admission

Au 31 décembre 2023, les pupilles de l'État sont âgés en moyenne de 10,2 ans et ont été admis, en moyenne, à l'âge de 7,4 ans.

L'âge moyen des enfants pupilles de l'État diffère selon leurs conditions d'admission : les enfants sans filiation sont beaucoup plus jeunes, la quasi-totalité d'entre eux étant admis dès leur naissance. À l'opposé, les orphelins et les enfants admis à la suite d'une décision judiciaire (retrait de l'autorité parentale ou déclaration de délaissement parental) sont plus âgés au moment de leur admission, ce qui reflète souvent un parcours de protection au sein du dispositif de l'aide sociale à l'enfance antérieur à leur admission comme pupille. **3.1**

3.1 Âge des pupilles de l'État : moyenne au 31 décembre 2023 et à l'admission, selon le mode d'admission

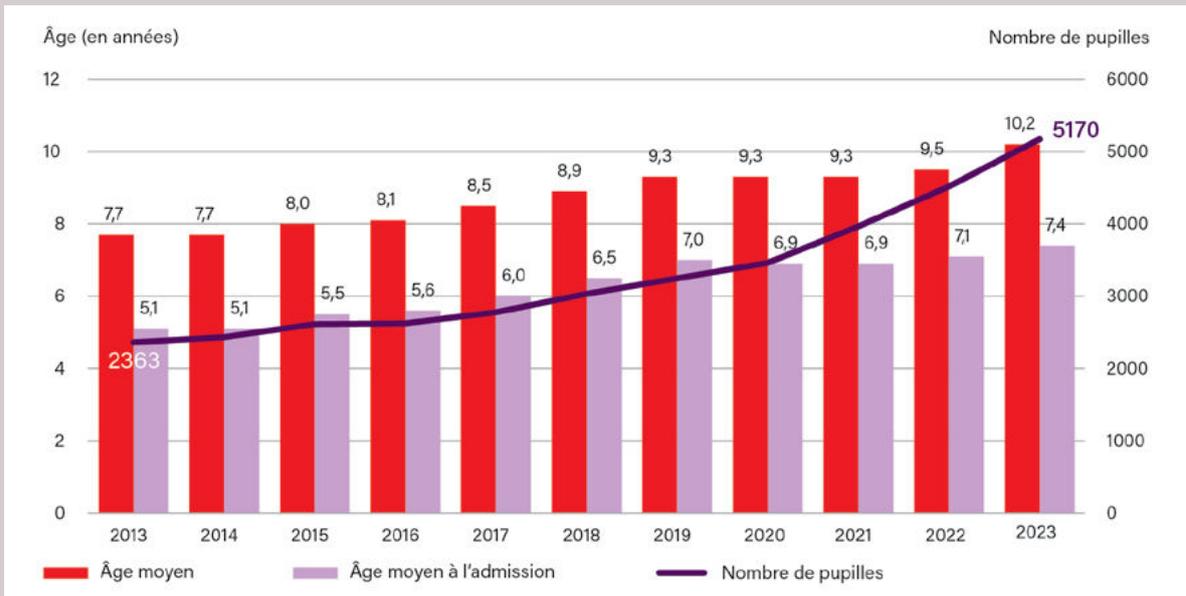


Champ - France entière. Enfants bénéficiant du statut de pupille de l'État au 31 décembre 2023.

Source - ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2023, juin 2025.

Entre 2013 et 2023, l'âge moyen des pupilles de l'État est passé de 7,7 ans à 10,2 ans, tandis que leur âge moyen à l'admission est passé de 5,1 ans à 7,4 ans. **3.2** Cette hausse des moyennes d'âge est à mettre en parallèle avec l'augmentation importante sur cette période du nombre d'enfants admis à la suite d'une décision judiciaire (+282 % pour le retrait de l'autorité parentale et +244 % pour une déclaration judiciaire de délaissement parental) et du nombre d'enfants admis en raison de leur situation d'orphelinage (+121 %).

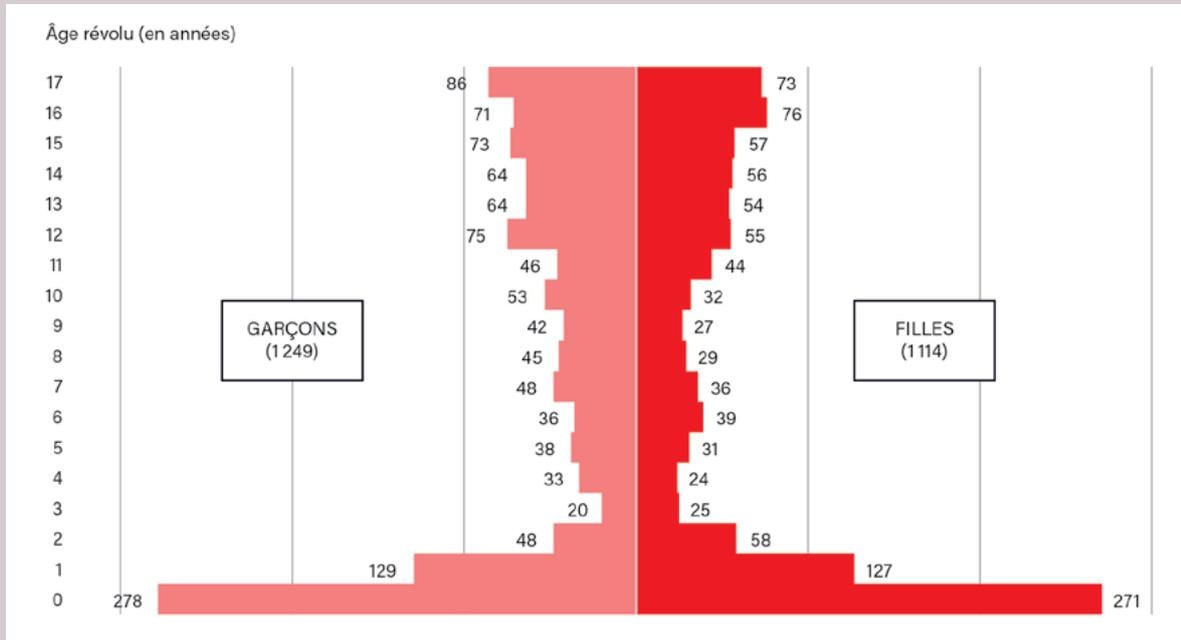
3.2 Évolution des âges moyens des pupilles de l'État et leur âge moyen à leur admission



Champ - France entière. Enfants bénéficiant du statut de pupille de l'État au 31 décembre, entre 2013 et 2023.
Source - ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2023, juin 2025.

Ces évolutions contribuent à expliquer la transformation progressive de la pyramide des âges des pupilles de l'État entre 2013 et 2023. **3.3** La hausse de l'âge moyen à l'admission, corrélée à l'augmentation des admissions d'enfants plus âgés (notamment via des décisions judiciaires ou en cas d'orphelinage), entraîne un vieillissement global de la population des pupilles. La répartition par sexe, en revanche, reste stable dans le temps, avec une part de garçons représentant 54 % des pupilles au 31 décembre 2023.

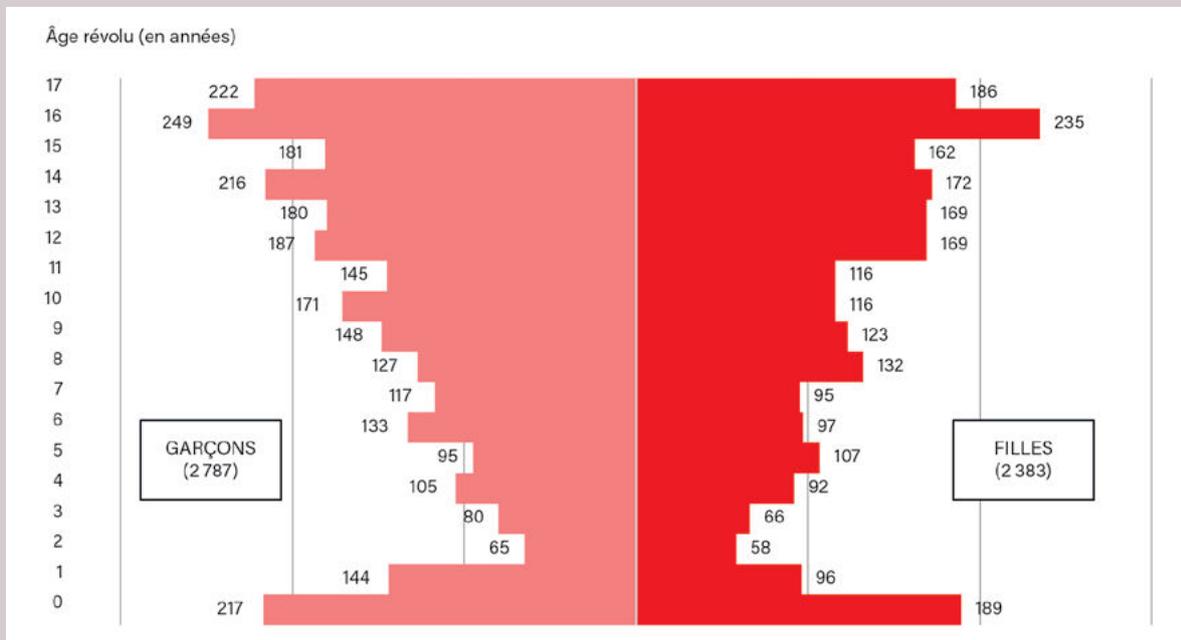
3.3 Pyramide des âges des pupilles de l'État au 31 décembre 2013



Champ - France entière. Enfants bénéficiant du statut de pupille de l'État au 31 décembre 2013.

Source - ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2013, 2015.

Pyramide des âges des pupilles de l'État au 31 décembre 2023



Champ - France entière. Enfants bénéficiant du statut de pupille de l'État au 31 décembre 2023.

Source - ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2013, juin 2025.

Une hausse des pupilles de l'État ayant connu une prise en charge à l'ASE

Au 31 décembre 2023, avant leur admission comme pupilles de l'État, 84 % des enfants ont connu une prise en charge par les services de l'aide sociale à l'enfance.

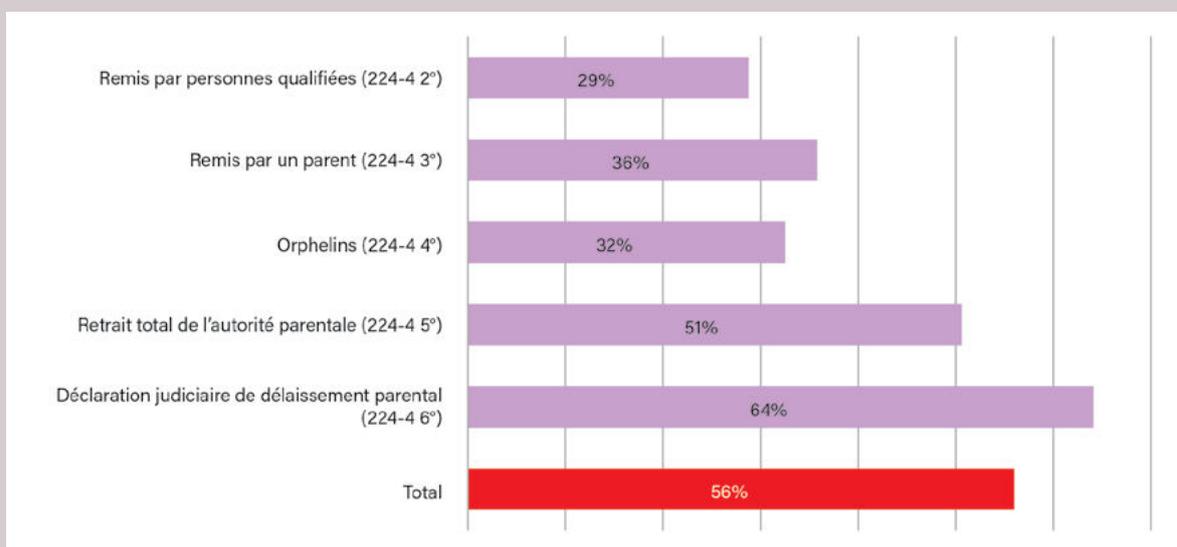
Parmi eux, un enfant sur 2 a bénéficié d'une prise en charge d'au moins 5 ans. **ANNEXE 2.4** La durée moyenne de prise en charge avant admission est de 5,6 ans pour l'ensemble des pupilles de l'État ayant une prise en charge antérieure. Cette durée moyenne varie de 3,3 ans pour les enfants remis par leurs deux parents à 6,3 ans pour les enfants admis à la suite d'une déclaration judiciaire de délaissement parental. **ANNEXE 2.8**

Entre le 31 décembre 2013 et le 31 décembre 2023, la proportion d'enfants ayant connu une prise en charge ASE avant leur admission au statut de pupille de l'État est passée de 59 % à 84 % ans, tandis que la durée moyenne de celle-ci est passée de 5,3 ans à 5,6 ans.

La proportion de pupilles ayant eu un parcours ASE de 5 ans et plus se situe entre 29 % lorsque les enfants ont été admis après une remise par personnes qualifiées et 64 % lorsqu'ils ont été admis à la suite d'une déclaration judiciaire de délaissement parental. **3.4**

Concernant les enfants remis par leurs deux parents (224-4 2° du CASF) ou par un seul des deux parents (224-4 3° du CASF), 9 sur 10 ont été préalablement confiés à l'aide sociale à l'enfance, les parents pouvant solliciter une admission comme pupille de l'État de leur enfant après plusieurs années de placement en protection de l'enfance.

3.4 Part des pupilles de l'État ayant connu une durée de prise en charge à l'aide sociale à l'enfance de 5 ans et plus, selon les conditions d'admission.



Champ • France entière. Enfants bénéficiant du statut de pupille de l'État au 31 décembre 2023.

Source • ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2013, juin 2025.

Les enfants orphelins sont les plus âgés. **ANNEXE 2.6** Ils ont en moyenne 13 ans au 31 décembre 2023 et ont été admis tardivement dans ce statut, à 10,2 ans en moyenne. **ANNEXE 2.7** Par ailleurs, la quasi-totalité (99 %) des enfants admis comme pupilles à la suite d'un orphelinage, d'un retrait de l'autorité parentale ou d'une déclaration judiciaire de délaissement parental ont connu un parcours antérieur en protection de l'enfance.

Les durées moyennes de placement sont de 3,5 ans pour les orphelins, 5,2 ans pour les enfants admis après un retrait d'autorité parentale et de 6,3 ans pour ceux admis après une déclaration judiciaire de délaissement parental.

Fiche 4

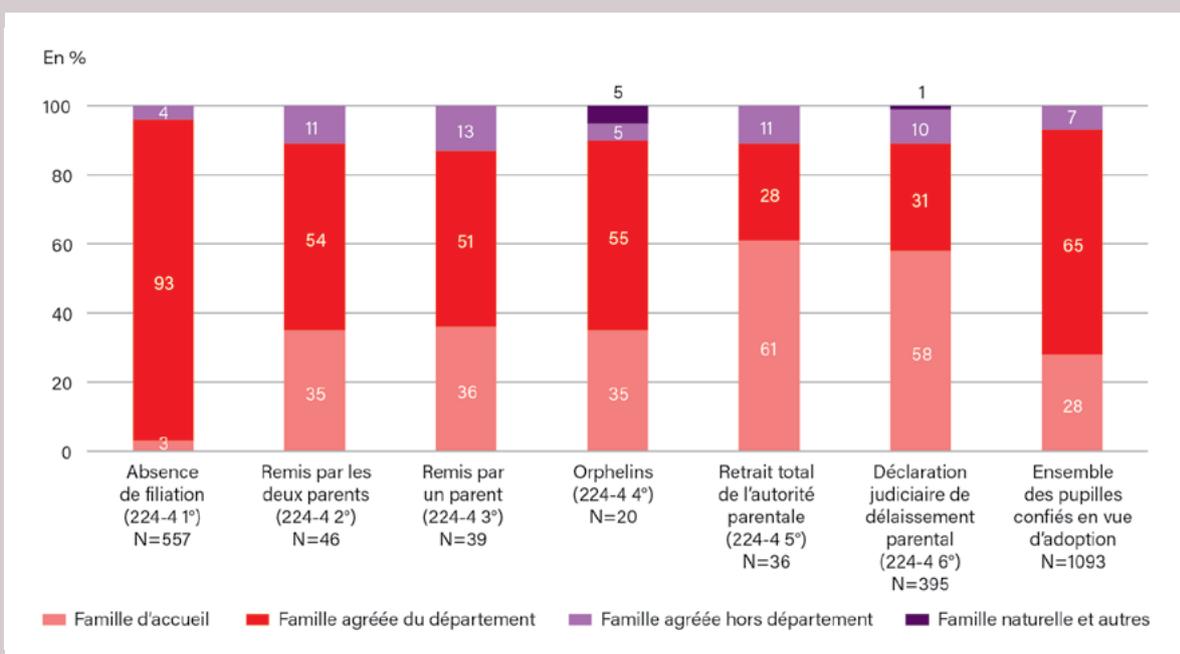
Les pupilles de l'État confiés en vue d'adoption

Les enfants pupilles de l'État bénéficient d'un projet de vie défini par les instances de tutelles, ce projet pouvant « être une adoption, si tel est l'intérêt de l'enfant » (art. L. 225-1 du CASF).

Un enfant pupille sur cinq est confié en vue d'adoption

Au 31 décembre 2023, 21 % des pupilles de l'État (soit 1093 enfants) sont confiés en vue d'adoption. Dans près de deux cas sur trois, ils sont confiés à une famille agréée du département (64 %). Les lieux de placement en vue d'adoption des enfants sont en lien avec leurs conditions d'admission comme pupilles de l'État. **4.1** Les enfants sans filiation (art. L. 224-4 1° du CASF) sont, pour 93 % d'entre eux, confiés en vue d'adoption à une famille agréée du département de résidence. Les enfants admis après une déclaration judiciaire de délaissement parental bénéficient le plus souvent d'un projet d'adoption par leur famille d'accueil (58 %) ou par une famille agréée du département (31 %), 10 % étant par ailleurs confiés à une famille agréée dans un autre département.

4.1 Modalités de placement en vue d'adoption des pupilles de l'État au 31 décembre 2023

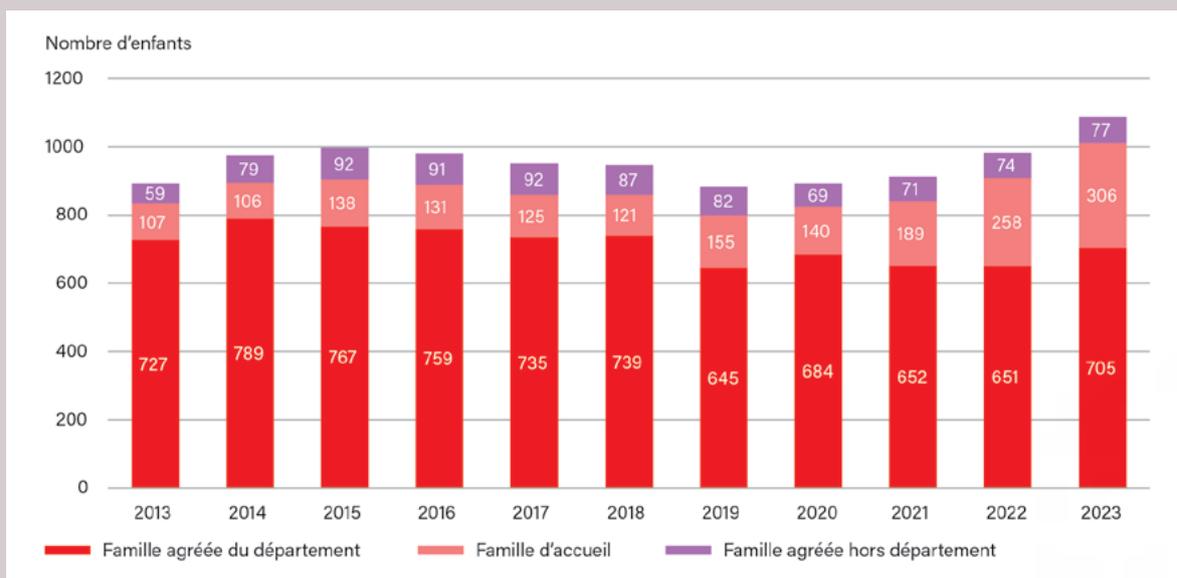


Champ • France entière. Enfants confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2023.

Source • ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2023, juin 2025.

En termes d'évolution, le nombre d'enfants confiés en vue d'adoption passe de 984 à 1093 entre 2022 et 2023 (+11 %). Cette augmentation concerne les pupilles de l'État confiés en vue d'adoption à une famille agréée du département (+8 %) et les projets d'adoption par des familles d'accueil (+19 %). **4.2**

4.2 Évolution des modalités d'accueil des pupilles de l'État confiés en vue d'adoption au 31 décembre, entre 2013 et 2023



Note - Le nombre d'enfants confiés en vue d'adoption vivant dans leur famille naturelle est trop faible pour apparaître graphiquement, leur nombre s'élevant au maximum à 3 entre 2013 et 2023.

Champ - France entière. Enfants confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2023.

Source - ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2023, juin 2025.

Le profil des pupilles de l'État confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2023

Les enfants confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2023 sont relativement jeunes : ils ont 4,7 ans en moyenne.

Près de 6 sur 10 ont été admis avant l'âge d'un an et très rapidement confiés à une famille en vue de leur adoption. **ANNEXE 2.11** La proportion des pupilles de l'État confiés en vue d'adoption et admis avant un an est passée de 76 % fin 2013 à 55 % fin 2023. Cette évolution est à mettre en lien d'une part avec une diminution des admissions d'enfants sans filiation et d'autre part avec l'augmentation du nombre de placements en vue d'adoption d'enfants admis à la suite d'une déclaration judiciaire de délaissement parental, qui sont souvent plus âgés. Ces derniers représentent 36 % des enfants confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2023 (contre 17 % au 31 décembre 2013).

Par ailleurs, la proportion d'enfants confiés en vue d'adoption ayant eu une prise en charge par l'aide sociale à l'enfance avant leur admission comme pupille de l'État est en augmentation, passant de 27 % en 2013 à 44 % en 2023. Cette évolution peut être mise en relation avec la hausse du nombre d'enfants admis à la suite d'une décision judiciaire (déclaration judiciaire de délaissement parental et retrait de l'autorité parentale) et confiés en vue d'adoption, leur nombre passant de 167 au 31 décembre 2013 à 431 au 31 décembre 2023. **ANNEXE 2.13**

La durée moyenne de prise en charge antérieure au titre de l'aide sociale à l'enfance des pupilles de l'État confiés en vue d'adoption est de 4,3 ans¹ en 2023. Cette durée varie selon les modalités d'accueil de l'enfant en vue d'adoption. Elle est en moyenne de 2,7 ans pour les enfants confiés à une famille agréée dans le département, et passe à 5,5 ans lorsque les enfants vivent dans une famille d'accueil candidate à leur adoption.

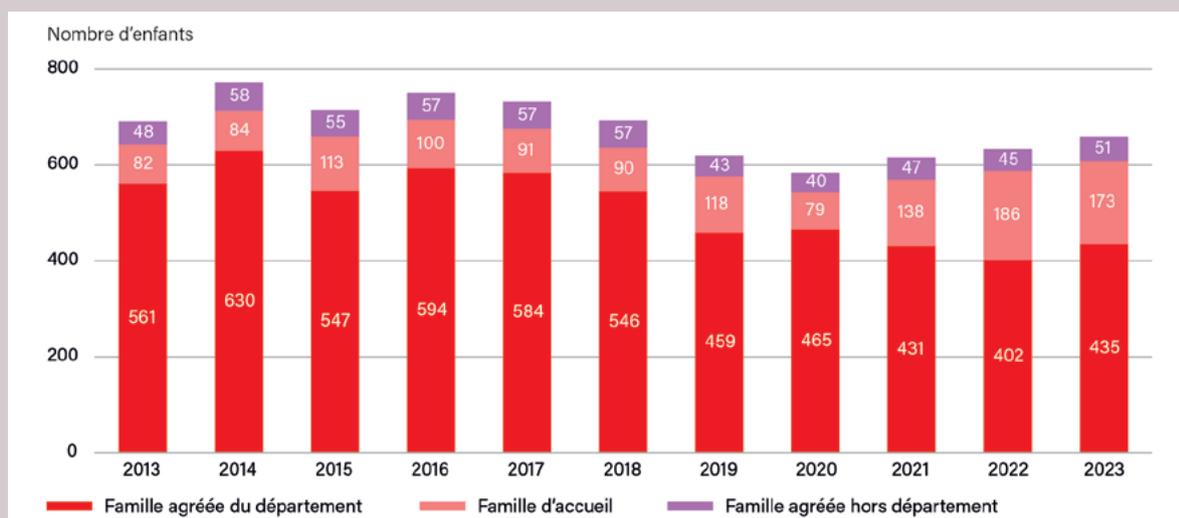
LES PLACEMENTS EN VUE D'ADOPTION AU COURS DE L'ANNÉE 2023

Au cours de l'année 2023, 663 enfants ont été confiés à une famille en vue d'adoption, soit 11 % des enfants ayant eu le statut de pupille de l'État au cours de l'année. **ANNEXE 3.9** Parmi eux, 51 % sont des garçons **ANNEXE 3.10** et 54 % sont âgés de moins d'un an. La quasi-totalité de ces enfants de moins de 1 an ont été admis selon l'article L. 224-4 1° du CASF (enfants sans filiation) à l'âge de quelques jours; la mise en œuvre de leur projet d'adoption est plus rapide que pour des enfants admis à un âge plus élevé.

À l'inverse, peu d'enfants âgés de 10 ans et plus ont été confiés en vue d'adoption au cours de l'année 2023. Ils représentent proportionnellement près de 8 % de l'ensemble des enfants confiés en vue d'adoption, contre 12 % en 2022. Parmi eux 4 enfants sur 5 ont été admis à la suite d'une déclaration judiciaire de délaissement parental.

En termes d'évolution, le nombre d'enfants confiés en vue adoption en cours d'année connaît une progression modérée (+5 % par rapport à 2022) s'inscrivant dans une tendance à la hausse depuis 2020. **4.3** Cette hausse est à mettre en lien avec l'augmentation des enfants admis sans filiation observée en 2022 et dont le niveau s'est maintenu en 2023. Ce sont ainsi 361 enfants sans filiation qui ont été confiés en vue d'adoption au cours de l'année, contre 323 en 2022 (+13 %).

4.3 Évolution des modalités de placements en vue d'adoption des pupilles de l'État par millésime, entre 2013 et 2023



Note - Le nombre d'enfants confiés en vue d'adoption à un ou des membres de leur famille naturelle est trop faible pour apparaître graphiquement, leur nombre s'élevant au maximum à 3 entre 2013 et 2023.

Champ - France entière. Placements en vue d'adoption entre 2013 et 2023.

Source - ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2023, juin 2025.

1. La durée moyenne est calculée uniquement pour les enfants ayant connu une prise en charge ASE, en excluant les admissions directes.

Concernant le temps de construction des projets d'adoption, il s'est écoulé en moyenne 11 mois entre l'admission comme pupille de l'État et le placement en vue d'adoption pour les enfants qui ont été confiés en vue d'adoption en 2023. Cette durée varie de moins de 5 mois en moyenne pour les enfants admis sans filiation, à 25 mois pour les enfants admis à la suite d'un retrait de l'autorité parentale (18 mois pour ceux admis à la suite d'une déclaration judiciaire de délaissement parental).

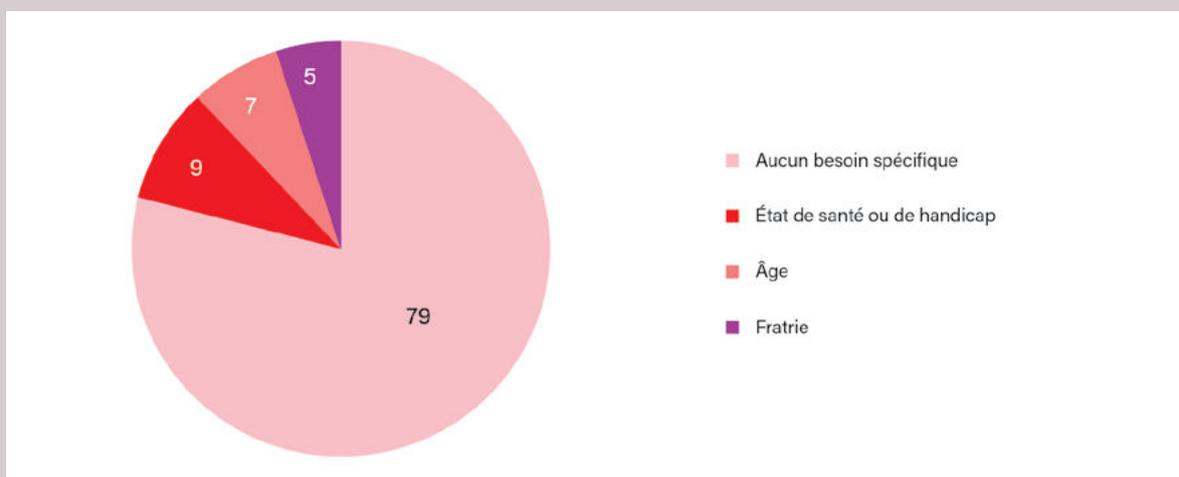
Par ailleurs, pour les enfants confiés en vue d'adoption au cours de l'année 2023, l'existence de besoins spécifiques allonge la construction de projet d'adoption ; celle-ci varie de 9 mois pour les enfants sans besoins spécifiques à 17 mois pour les enfants en fratrie.

En 2023, 66 % des enfants confiés en adoption l'ont été auprès d'une famille agréée du département, contre 81 % en 2013. Cette proportion varie de 25 % pour les enfants admis à la suite d'un retrait de l'autorité parentale (31 % pour ceux admis à la suite d'une déclaration judiciaire de délaissement parental) à 93 % pour les enfants admis sans filiation.

186 enfants (29 %) vivent dans une famille d'accueil candidate à leur adoption, ces enfants ayant été admis pour 85 % d'entre eux à la suite d'une décision judiciaire. [ANNEXE 3.11](#)

Enfin, 21 % des enfants confiés en vue d'adoption au cours de l'année 2023 ont des besoins spécifiques. [4.4](#)

4.4 Existence de besoins spécifique pour les enfants confiés en vue d'adoption en 2023



Champ • France entière. Placements en vue d'adoption entre 2013 et 2023.

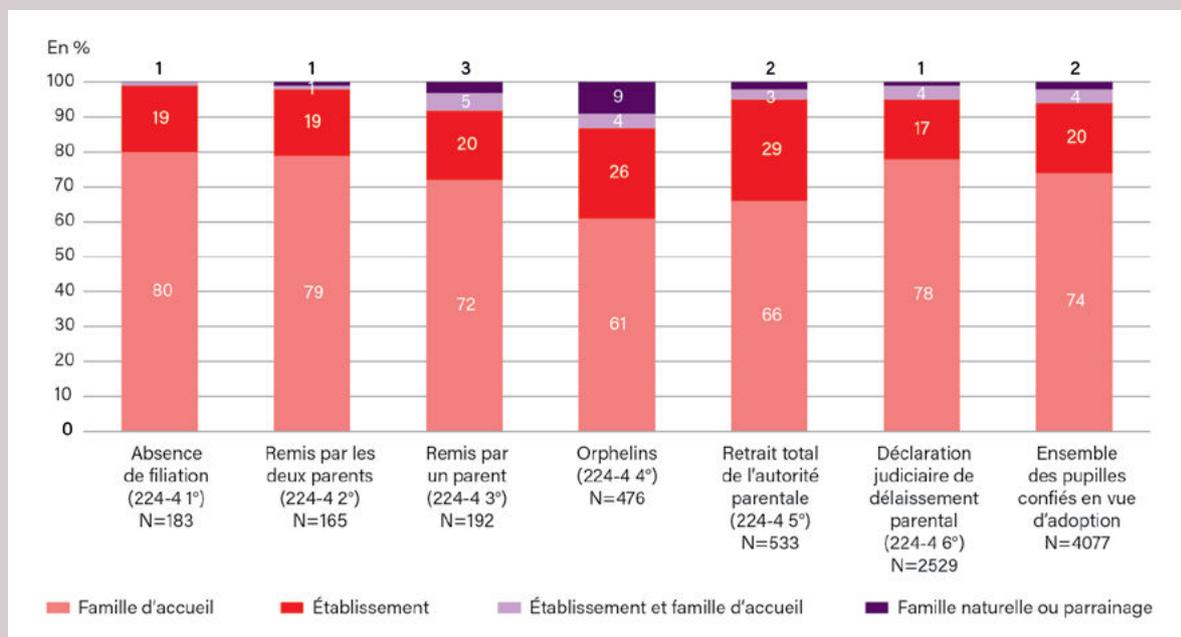
Source • ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2023, juin 2025.

Les pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption

Les lieux d'accueil des pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption

Au 31 décembre 2023, près de 4 pupilles de l'État sur 5 (79 %, soit 4 077 enfants) ne sont pas confiés en vue d'adoption. Parmi eux, près de 4 enfants sur 5 vivent en famille d'accueil soit à plein temps (74 %), soit en alternance avec un établissement (4 %). Un enfant sur 5 (20 %) est accueilli en établissement tandis qu'une minorité (2 %, soit 57 enfants) vit chez un membre de sa famille ou une autre personne de son entourage. Enfin, 2 % (57 enfants) vivent chez des membres de leur famille (ou autres). **5.1**

5.1 Modalités d'accueil des pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2023 (en %)



Note - Le nombre de pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption vivant dans un logement autonome est trop faible pour apparaître graphiquement, leur nombre s'élevant au maximum à 13 en 2023.

Champ - France entière. Enfants non confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2023.

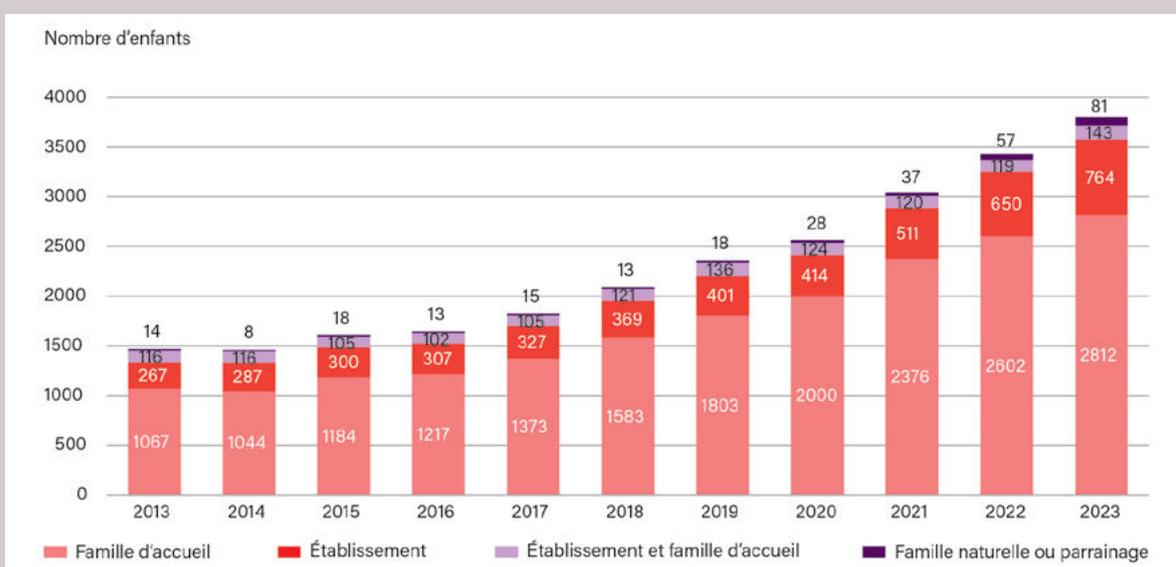
Source - ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2023, juin 2025.

En termes d'évolution, le nombre de pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption passe de 3 532 à 4 077 entre 2022 et 2023 (+15 %).

Parmi eux, on observe :

- Une augmentation importante du nombre de pupilles vivant en famille d'accueil, qui est passé de 1 067 à 2 812 (+163 %) entre 2013 et 2023 **5.2** ;
- depuis 2016 une augmentation significative des enfants admis après une déclaration judiciaire de délaissement parental (+131 %).

5.2 Évolution des modalités d'accueil des pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption au 31 décembre, entre 2013 et 2023



Note - L'information du lieu de vie n'est pas renseignée pour 263 enfants. Par ailleurs, le nombre de pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption vivant dans un logement autonome est trop faible pour apparaître graphiquement, leur nombre s'élevant à 18 en 2022. En 2023, 2 enfants sont renseignés comme vivant chez un accueillant durable et bénévole.

Champ - France entière. Enfants non confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2023.

Source - ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2023, juin 2025.

Le profil des pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2023

Les pupilles de l'État qui ne sont pas confiés en vue d'adoption sont, en moyenne, âgés de 11,7 ans. **ANNEXE 2.10** Leur âge moyen d'admission s'élève à 8,7 ans, en légère augmentation par rapport à 2022 (8,4 ans) après plusieurs années de baisse (de 8,8 ans en 2019 à 8,3 ans en 2021)¹. Cette évolution est en lien avec l'augmentation du nombre d'enfants admis à la suite d'une décision judiciaire souvent plus tardive dans le parcours de l'enfant.

Parmi les enfants non confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2023, 95 % ont eu une prise en charge par les services de protection de l'enfance avant leur admission et 74 % d'entre eux étaient déjà accueillis en famille d'accueil, lieu de vie qui reste généralement inchangé après l'admission.

1. Cet âge était en augmentation chaque année entre 2009 et 2019 (pour rappel cet âge moyen était de 6,5 ans en 2009).

Il est à noter que parmi les enfants non confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2023 **ANNEXE 2.15**, 3 % ont moins d'un an. Ce sont en majorité des enfants admis à titre provisoire² (27 %) ou admis dans les deux derniers mois de l'année 2023 et pour lesquels un projet d'adoption est en cours d'élaboration (61 %).

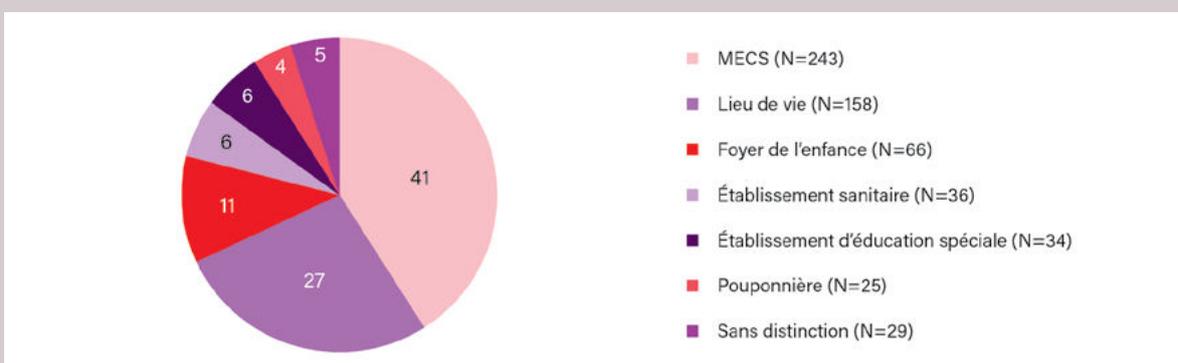
S'agissant des pupilles de l'État admis sans filiation non confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2023, 50 % ont un projet d'adoption en cours de préparation, 26 % ont été admis dans les deux derniers mois de l'année 2023 et n'ont encore qu'un statut de pupille provisoire ; enfin, 18 % n'ont pas de projet d'adoption formalisé en raison de besoins spécifiques liés à leur état de santé. **ANNEXE 2.14**

2. La période d'admission provisoire, prévue pour les pupilles de l'État admis hors décision judiciaire préalable, a pour objectif de permettre la reprise de l'enfant par ses parents (CASF, art. L224-6).

TYPES D'ÉTABLISSEMENTS D'ACCUEIL DES PUPILLES DE L'ÉTAT NON CONFIÉS EN VUE D'ADOPTION

L'enquête permet de préciser le type d'établissement accueillant les pupilles de l'État. Ainsi, parmi les enfants vivant en établissement (qui représentent 20 % des enfants pupilles non confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2023), 41 % vivent en maison d'enfants à caractère social (MECS), 27 % en lieu de vie, 11 % en foyer de l'enfance, 6 % en établissement d'éducation spéciale et 6 % en pouponnière. **5.3**

5.3 Types d'établissements accueillant les pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2023 (en %)



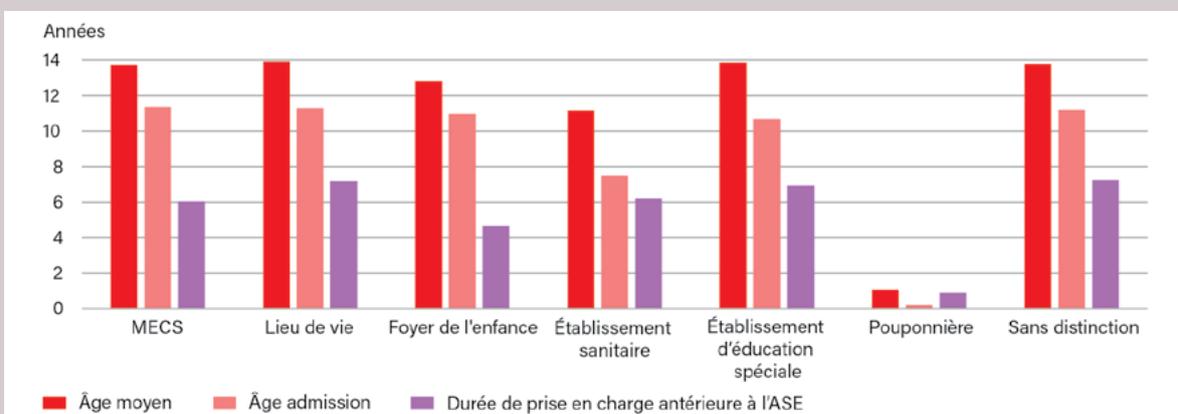
Champ • France entière. Enfants non confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2023.

Source • ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2023, juin 2025.

Les pupilles vivant en MECS sont âgés en moyenne de 13,7 ans (13,3 ans en 2022); ils ont été admis à 11,4 ans en moyenne après une prise en charge à l'ASE d'une durée moyenne de 6 années. **5.4**

Les pupilles vivant dans les lieux de vie ont un profil sensiblement identique : Ils sont âgés en moyenne de 13,9 ans et ont été admis comme pupilles à 11,3 ans en moyenne. Ils se distinguent néanmoins par une durée de prise en charge antérieure à l'ASE plus longue (7,2 ans) et ils sont plus souvent admis après une décision judiciaire (9 fois sur 10 contre 7 fois sur 10 pour les pupilles vivant en MECS).

5.4 Caractéristiques des enfants accueillis selon le type d'établissement au 31 décembre 2023



Champ • France entière. Pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2023.

Source • ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2023, juin 2025.

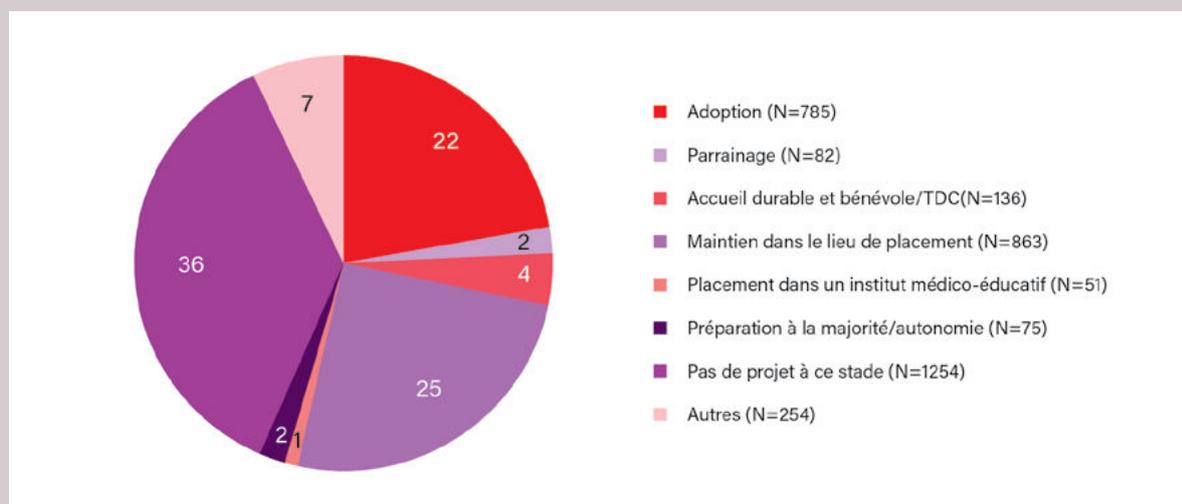
LES PROJETS DE VIE DES ENFANTS NON CONFIÉS EN VUE D'ADOPTION

Selon l'article L 225-1 du CASF, les enfants pupilles de l'État doivent faire l'objet, dans les meilleurs délais, d'un projet de vie qui peut être une adoption si cela répond à l'intérêt de l'enfant. Depuis 2022, l'enquête ONPE sur la situation des pupilles de l'État interroge l'existence d'un projet de vie pour les enfants non confiés en vue d'adoption. Pour l'année 2023 la donnée a été transmise pour 3 500 enfants, soit 86 % de l'effectif des pupilles non confiés en vue d'adoption.

Pour 22 % de ces 3 500 enfants, l'élaboration d'un projet d'adoption est en cours (mais ils ne sont pas confiés au moment de l'enquête à une famille adoptante); 2 % bénéficient d'un parrainage, 4 % d'un accueil durable et bénévole, 25 % d'un maintien dans leur lieu de placement. 36 % n'ont pas de projet de vie défini à ce stade. **5.5**

Par ailleurs, pour 7 % (soit 254 enfants) un « autre type de projet » est envisagé : pour certains, le projet de vie n'est pas véritablement défini ou abouti, pour d'autres un projet est en cours d'élaboration. Enfin pour certains, sont mis en avant un refus de l'enfant d'être adopté, le maintien des liens avec la famille biologique, etc. Il est à noter que pour cet ensemble « autres », 70 % sont des enfants à besoins spécifiques.

5.5 Répartition des projets de vie des pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2023 (en %)



Champ - France entière. Pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2023.

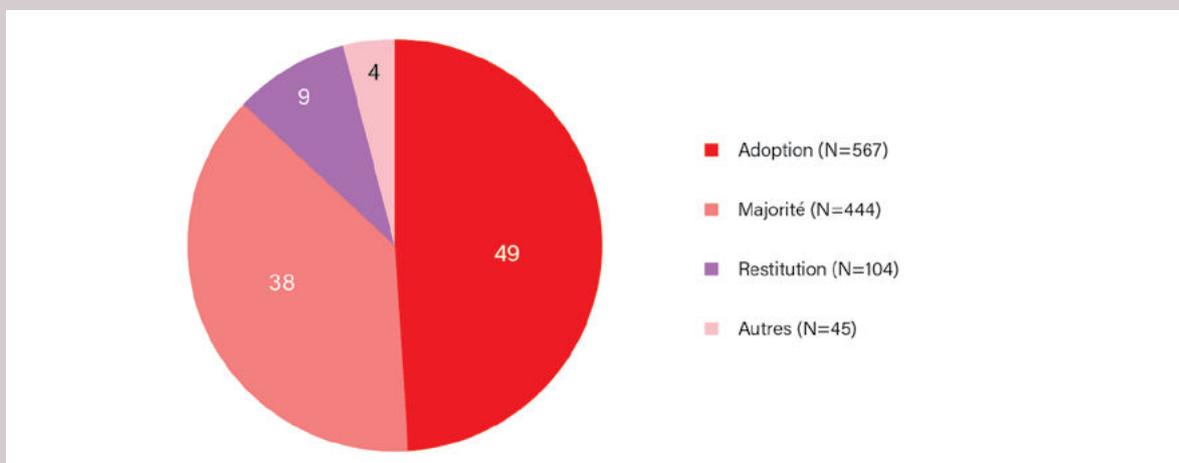
Source - ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2023, juin 2025.

Les pupilles de l'État sortis du statut

Des sorties principalement par l'adoption et l'accès à la majorité

Au cours de l'année 2023, 1160 enfants ont quitté le statut de pupille de l'État, un nombre en hausse de 4 % par rapport à 2022 (1115 enfants) : 49 % ont fait l'objet d'un jugement d'adoption, 38 % sont devenus majeurs et 9 % ont été restitués à leurs parents, la plupart dans le délai légal de 2 ou 6 mois (94 sur 104 restitutions au total). **6.1** Les autres motifs de sortie concernent 4 % des 1160 enfants ayant quitté le statut de pupille de l'État, soit 45 enfants se répartissant comme suit : 36 changements de statut (dont 25 tutelles familiales), 3 transferts de pupille dans un autre département et 6 décès. **ANNEXE 3.7**

6.1 Motifs de sortie du statut de pupille de l'État en 2023



Champ - France entière. Pupilles de l'État ayant quitté le statut en 2023.

Source - ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2023, juin 2025.

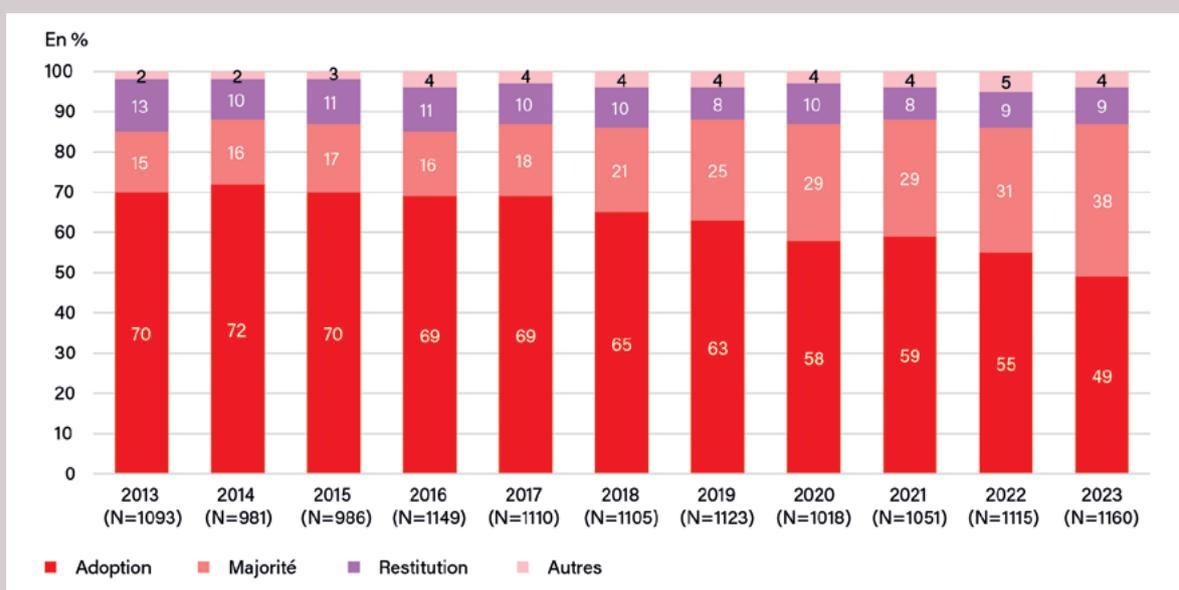
Le nombre de pupilles de l'État ayant quitté le statut au cours de l'année 2023 à la suite d'un jugement d'adoption diminue de 7 % par rapport à 2022 (567 contre 609). Cette évolution prolonge une tendance à la baisse observée depuis 2016. Celle-ci s'explique par l'évolution importante du profil des enfants admis au statut de pupille de l'État depuis plusieurs années, avec une diminution des admissions d'enfants sans filiation et une augmentation des admissions d'enfants à la suite de décisions judiciaires. À noter que le nombre d'adoptions simples représente près de 4 % des adoptions, une proportion stable depuis 2021.

Concernant les pupilles de l'État quittant le statut à la majorité, leur nombre a augmenté de 26 % (passant de 351 en 2022 à 444 en 2023). Cette situation confirme une tendance à l'augmentation

observée sur la décennie, puisque la proportion des pupilles quittant le statut par la majorité est passée de 15 % de l'ensemble des sorties au cours de l'année 2013 à 38 % en 2023. **6.2** Une telle évolution est à mettre en lien d'une part avec l'évolution du profil des pupilles de l'État et d'autre part avec la tendance à la diminution des sorties par adoption depuis 2016.

En outre, on observe une légère augmentation de la proportion d'enfants restitués qui passe de 8 % en 2021 à plus de 9 % en 2022.

6.2 Évolution des motifs de sortie du statut entre 2013 et 2023



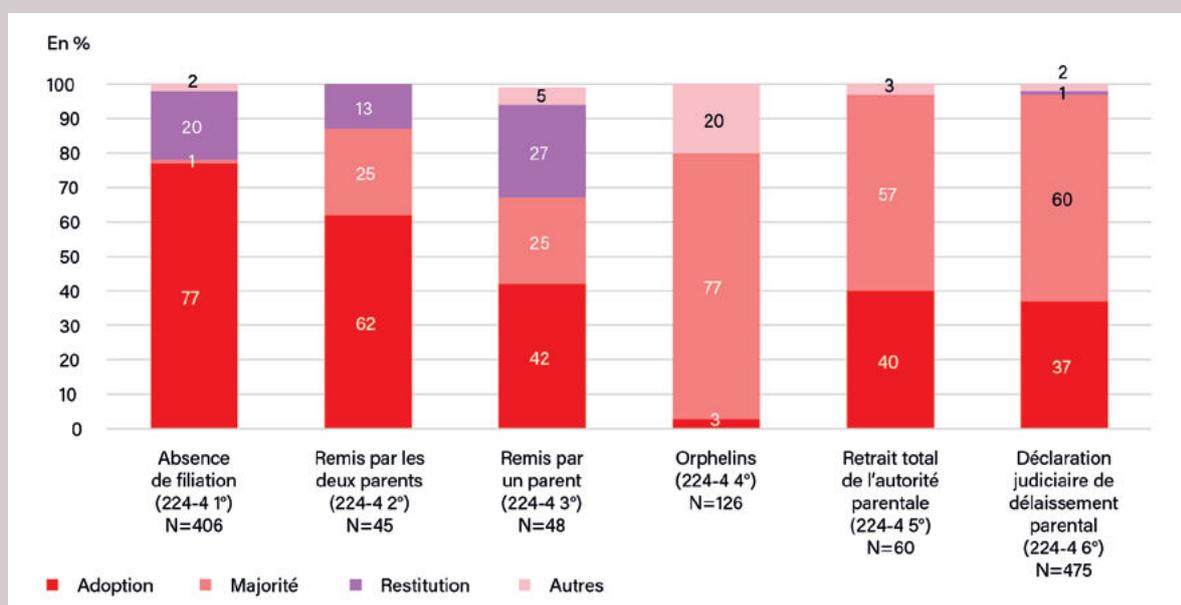
Champ - France entière. Pupilles de l'État ayant quitté le statut entre 2013 et 2023.

Source - ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2023, juin 2025.

Des sorties différenciées selon les conditions d'admission

Les motifs de sortie du statut de pupille de l'État sont fortement liés à la condition d'admission. **6.3** Ainsi le jugement d'adoption est le principal motif de sortie pour les enfants sans filiation (77 %), et pour les enfants remis par leurs deux parents (62 %) ou remis par un parent (42 %). À l'opposé, seuls 3 % des enfants orphelins quittent le statut par jugement d'adoption. Quant aux enfants dont l'admission fait suite à un retrait de l'autorité parentale ou une déclaration judiciaire de délaissement parental, ils sortent par l'adoption respectivement pour 40 % et 37 %.

6.3 Motifs de sortie du statut de pupille de l'État en 2023 selon les conditions d'admission



Champ - France entière. Pupilles de l'État ayant quitté le statut en 2023.

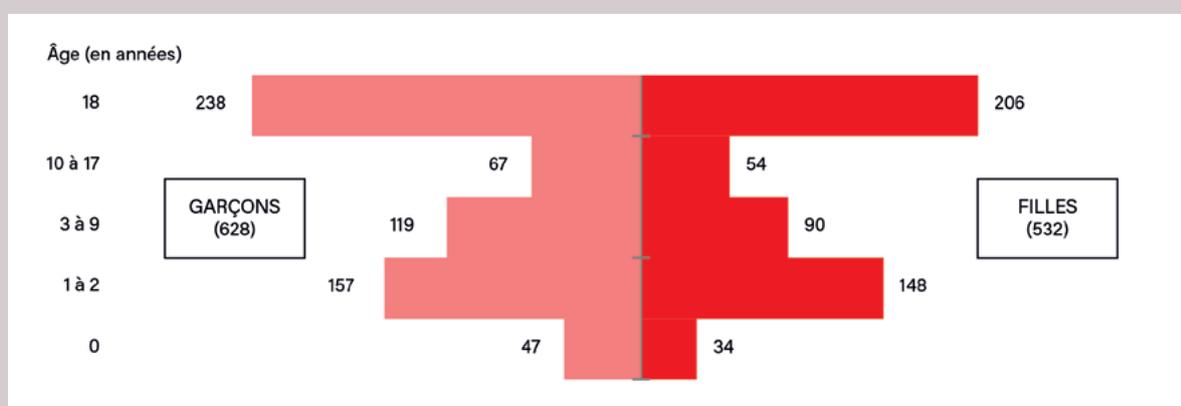
Source - ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2023, juin 2025.

Ainsi, les enfants admis au statut de pupilles de l'État quittent principalement le statut de pupille à deux moments essentiels, soit avant l'âge de 3 ans (33 % des sorties), soit au moment de leur majorité (pour plus de 38 % d'entre eux). **6.4**

Pour les pupilles de l'État âgés de moins de 3 ans, la sortie du statut a deux causes principales : un jugement d'adoption a été prononcé dans 74 % des situations, tandis que près de 25 % des enfants ont réintégré leur famille avant le délai légal de rétractation de 2 mois ou 6 mois, selon le cas. **ANNEXE 3.7**

Par ailleurs, les garçons représentent 54 % des pupilles ayant quitté le statut de pupille en 2023.

6.4 Structure par âge des sortants du statut en 2023 (en %)



Champ - France entière. Pupilles de l'État ayant quitté le statut en 2023.

Source - ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2023, juin 2025.

Au cours de l'année 2023, 148 sorties concernent des enfants admis durant cette même année, ce qui représente près de 13 % de l'ensemble des sorties observées. **ANNEXE 3.8** Ces sorties concernent en premier lieu des enfants qui ont été restitués à leurs familles (59 %).

L'âge moyen à l'admission selon le motif de sortie

Les enfants qui ont quitté le statut de pupille de l'État en 2023 ont été admis à 6,7 ans en moyenne, contre 5,9 ans en 2023. Les enfants restitués dans les conditions prévues par la loi étaient en moyenne âgés de moins d'un an au moment de leur admission, ayant presque tous été admis en 2023 ou en fin d'année 2022. À l'inverse, les enfants quittant le statut de pupille de l'État en raison de leur majorité étaient déjà âgés lors de leur admission puisqu'ils avaient plus de 13,5 ans en moyenne. Ceux-ci sont donc restés pupilles de l'État durant près de cinq années en moyenne, après une prise en charge à l'ASE d'environ 7,4 ans. 35 jeunes ont été admis quelques mois avant leur majorité tandis que 6 sont restés dans le statut de pupille de leur naissance jusqu'à leur majorité (tous présentant des besoins spécifiques de santé ou liés à un handicap).

Concernant les pupilles de l'État quittant le statut par la majorité, 75 % d'entre eux se sont vu accorder une aide jeune majeur (art. L. 222-2 et L. 222-5 du CASF) par les conseils départementaux.

Les enfants pour lesquels un jugement d'adoption a été prononcé en 2023 ont été admis en moyenne à l'âge de 2,3 ans (contre 2,1 ans en 2022) lorsqu'il s'agit d'adoption plénière et 6 ans lorsqu'il s'agit d'adoption simple. Pour ces enfants, le délai moyen était de 9,9 mois avant que le conseil de famille ne décide de les confier en vue d'adoption, contre 10,3 mois pour les enfants adoptés en 2022. Cependant, 47 % des décisions de placement ont eu lieu entre le deuxième et le cinquième mois après l'admission au statut.

Les enfants ayant quitté le statut par l'adoption ont bénéficié du statut de pupille de l'État pendant une durée moyenne de 25 mois. Cette durée, qui correspond au temps entre le procès-verbal d'admission et le jugement d'adoption, varie de 10 mois à 44 mois selon les départements.

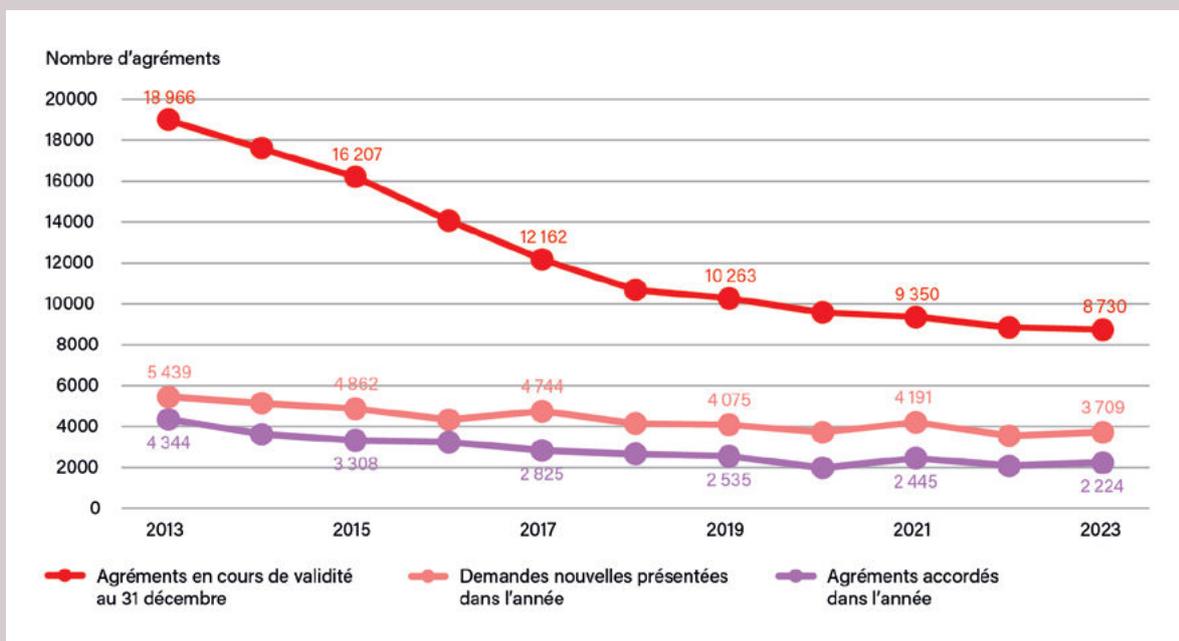
Les agréments d'adoption

Évolution entre 2013 et 2023

Au 31 décembre 2023, 8 730 agréments d'adoption sont en cours de validité, contre 8 835 un an auparavant, soit une baisse de 1 % par rapport à 2022 poursuivant ainsi une tendance observée depuis 2007 **7.1** (rappelons qu'au 31 décembre 2006, 28 528 agréments étaient en cours de validité).

Au cours de l'année, les services des conseils départementaux ont reçu 3 709 nouvelles demandes d'agrément de la part de couples ou de personnes seules, soit une augmentation de 6 % par rapport à 2022. Dans le même temps, 2 200 agréments ont été accordés, soit une hausse de 6 % par rapport à 2022.

7.1 Agréments, évolution des demandes et des accords entre 2013 et 2023



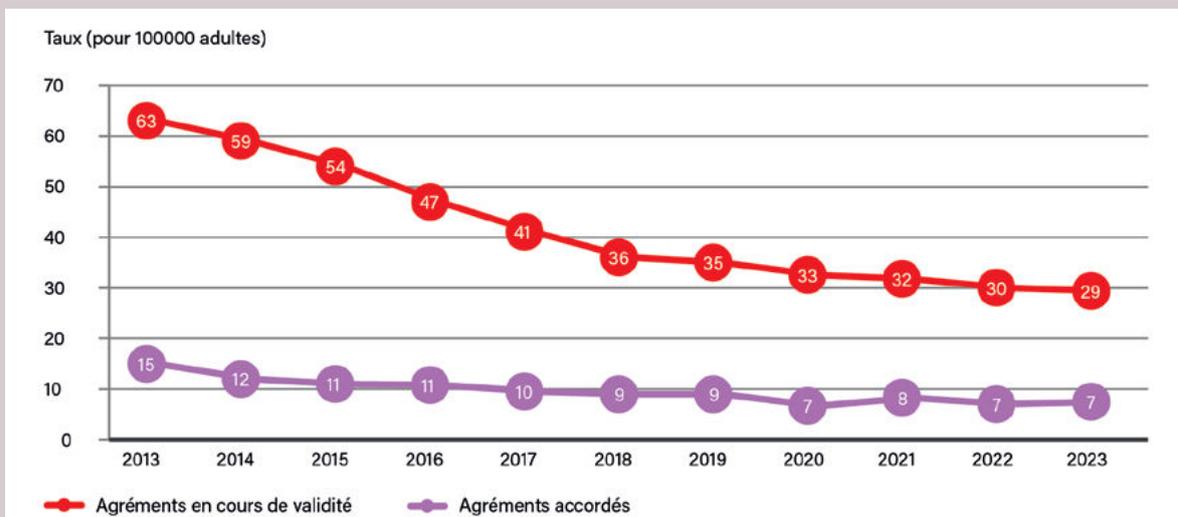
Champ - France entière. Agréments d'adoption entre 2013 et 2023.

Source - ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2023, juin 2025.

Enfin, en 2023, plus de 7 400 couples ou personnes seules ont assisté à une réunion d'information sur l'adoption dans les départements, un nombre stable par rapport à 2022.

Concernant les agréments délivrés au cours de l'année 2023, la proportion d'agréments délivrés au regard de la structure de la population s'établit à 7 agréments accordés pour 100 000 adultes de 25-59 ans en France, un indicateur stable depuis 2020. **7.2**

7.2 Évolution des taux d'agréments accordés et en cours de validité entre 2013 et 2023

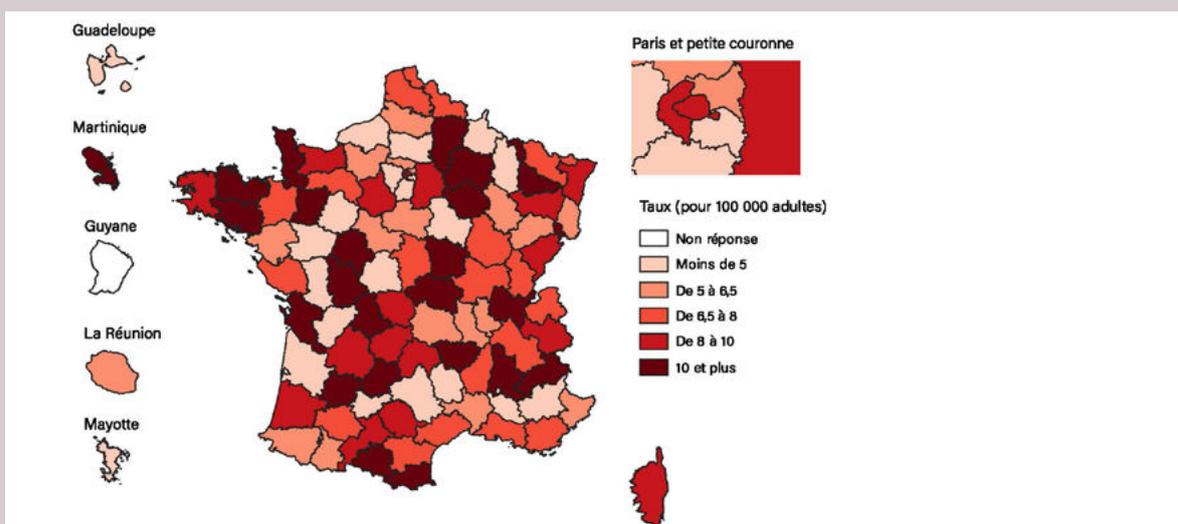


Champ - France entière. Agréments d'adoption entre 2013 et 2023.

Source - ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2023, juin 2025.

Ce taux d'agréments délivrés est variable selon les territoires, variant de 1 pour 100 000 adultes en Guadeloupe à 24 pour 100 000 dans la Marne. **7.3**

7.3 Taux d'agréments en vue d'adoption accordés pour 100 000 adultes, en 2023



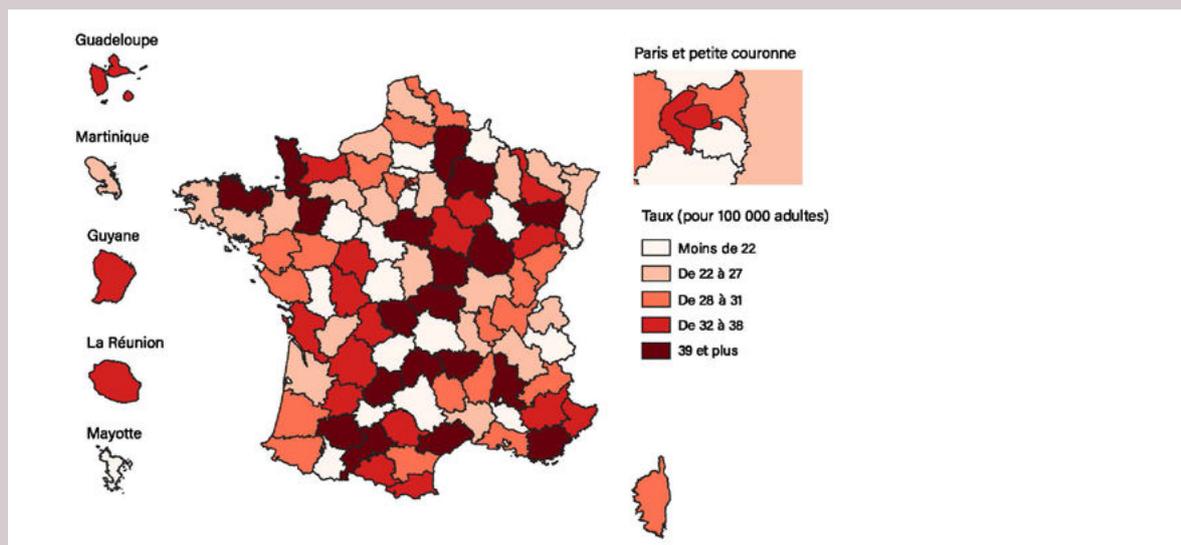
Note - Classes construites selon la méthode des quantiles (discrétisation en cinq classes d'effectifs égaux).

Champ - France entière. Agréments accordés en 2023.

Sources - ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2023, juin 2025; Insee, estimations de population au 1^{er} janvier 2024.

S'agissant des agréments en cours de validité au 31 décembre 2023, la proportion d'agréments au regard de la structure de la population s'établit à 29 agréments pour 100 000 adultes, un taux qui a fortement diminué ces dix dernières années puisqu'il s'établissait à 63 pour 100 000 au 31 décembre 2013. **7.2** Ce taux varie de 5 pour 100 000 adultes pour Mayotte à 66 pour 100 000 dans la Marne. **7.4**

7.4 Taux d'agréments en vue d'adoption en cours de validité au 31 décembre 2023



Note - Classes construites selon la méthode des quantiles (discrétisation en cinq classes d'effectifs égaux).

Champ - France entière. Agréments en cours de validité au 31 décembre 2023.

Sources - ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2023, juin 2025 ; Insee, estimations de population au 1^{er} janvier 2024.

Entre 2022 et 2023, le nombre de retraits d'agréments diminue de 11 %, passant de 462 à 412. Ces retraits d'agréments sont liés à une absence de confirmation annuelle des candidats pour près de la moitié d'entre eux.

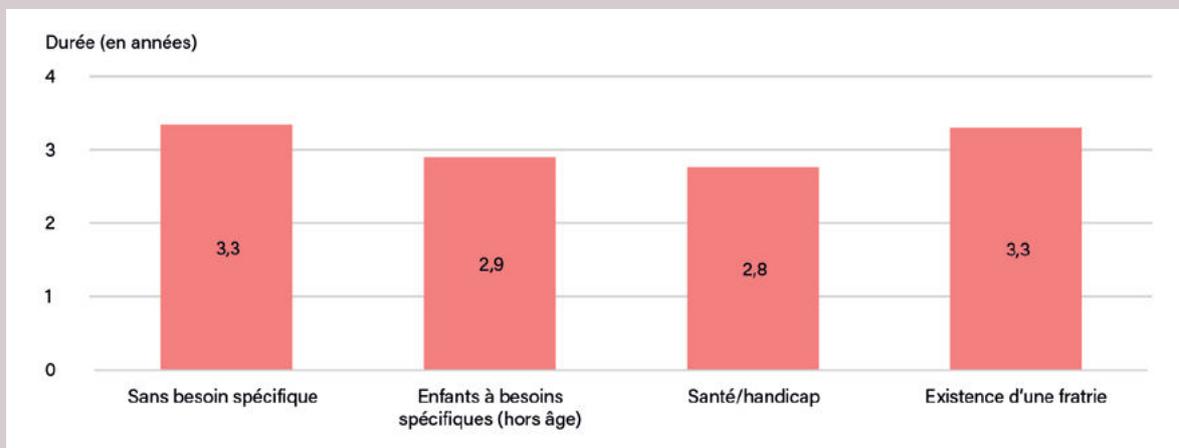
Le nombre de refus d'agrément est en augmentation de 6 %, passant de 404 en 2022 à 429 en 2023.

En 2023, 15 recours contentieux ont fait suite à un refus d'agrément contre 10 en 2022, et 3 décisions des tribunaux administratifs ont annulé ces refus.

Durée de construction du projet d'adoption des candidats ayant accueilli un pupille en 2023

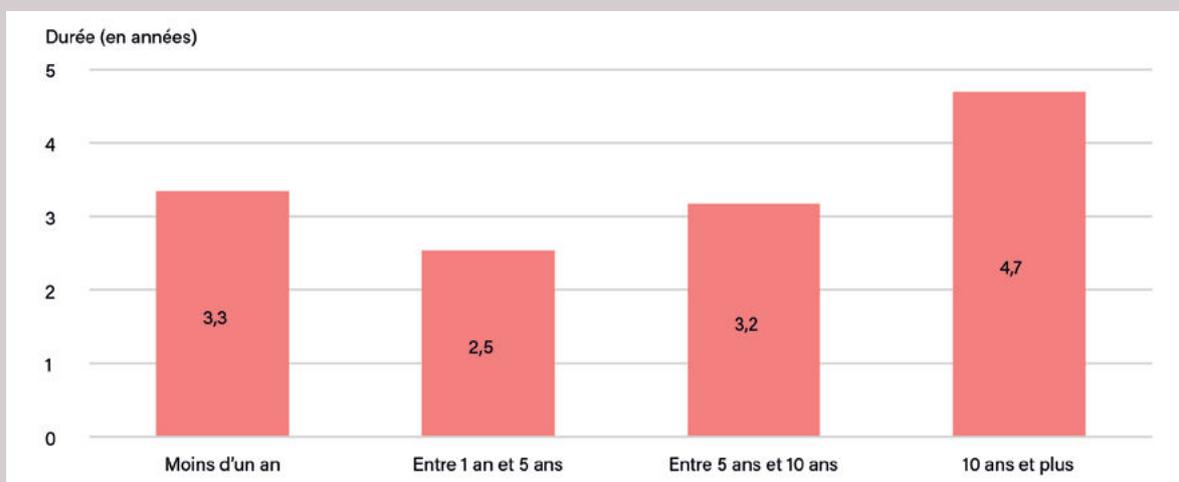
En 2023, la durée moyenne entre l'octroi d'un agrément d'adoption et le placement en vue d'adoption d'un enfant est de 3,3 ans. Cette durée varie de 2 mois en moyenne dans le Puy-de-Dôme à 6,5 ans pour le département de la Corrèze. Ces écarts peuvent s'expliquer, pour les départements pour lesquels le délai est court, par le faible nombre d'agréments d'adoption en cours de validité corrélé à un nombre de pupilles de l'État ayant besoin d'une adoption conjoncturellement important. Dans les autres départements, peu d'enfants ont eu besoin d'un projet d'adoption au regard des agréments en cours de validité. Cette durée est également variable selon le profil des enfants confiés. **7.5** **7.6**

7.5 Durée moyenne entre l'octroi de l'agrément d'adoption et le placement en vue d'adoption, selon l'existence ou non de besoin spécifique des enfants



Champ • France entière. Enfants confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2023.
Source • ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2023, juin 2025.

7.6 Durée moyenne entre l'octroi de l'agrément d'adoption et le placement en vue d'adoption, selon l'âge des enfants

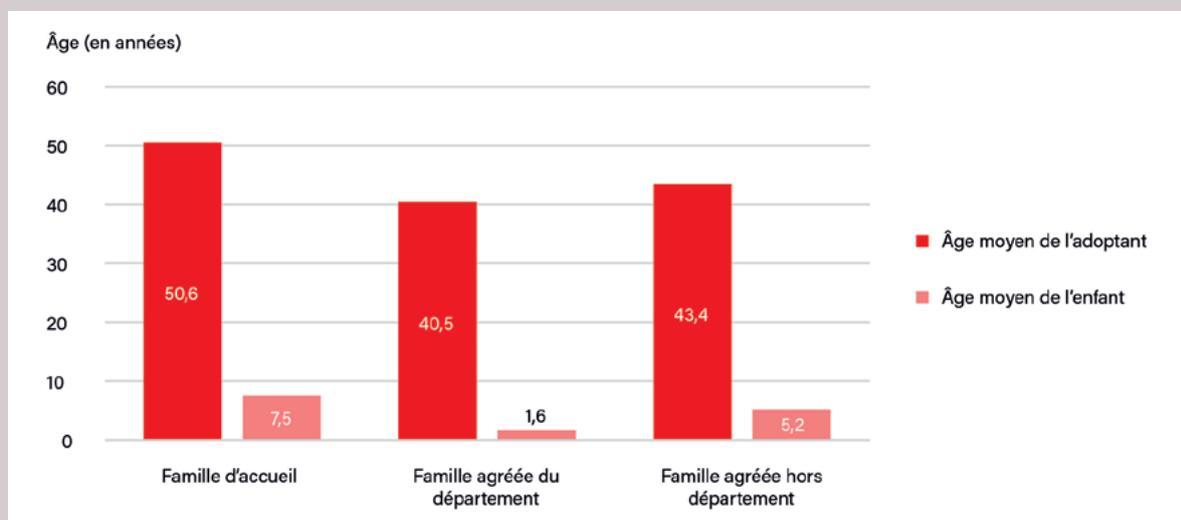


Champ • France entière. Enfants confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2023.
Source • ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2023, juin 2025.

Des adoptants aux profils hétérogènes...

Au 31 décembre 2023, l'âge moyen des adoptants est de 43,1 ans contre 42,5 ans en 2022. Cet âge varie selon la situation de la future famille adoptive, passant de 40,5 ans pour les familles agréées du département de résidence à 50,6 ans pour les familles d'accueil. **7.7**

7.7 Âge moyen des futures familles adoptives et des enfants au moment du placement en vue d'adoption, selon le type de famille adoptive



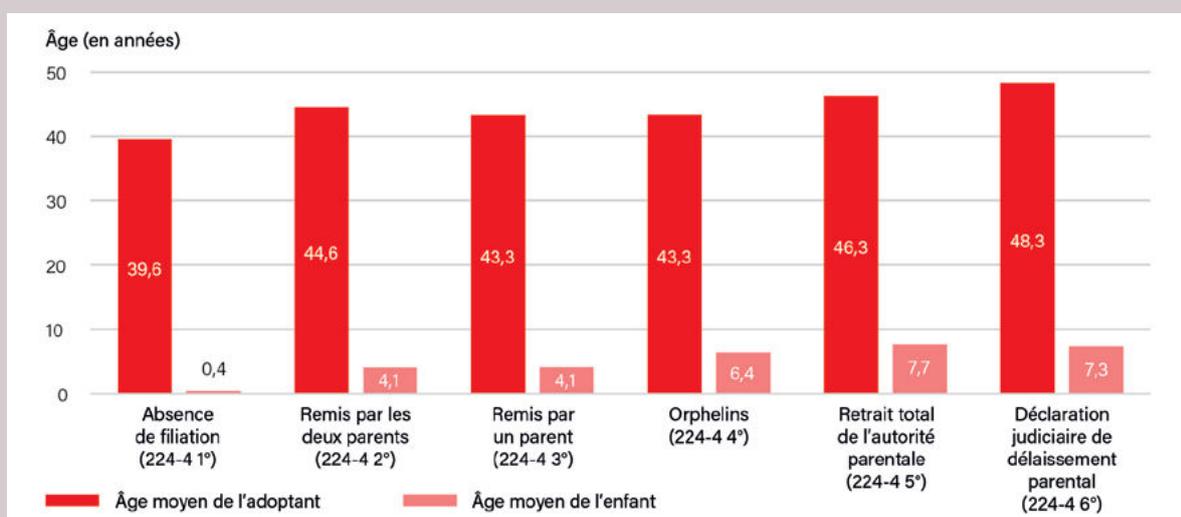
Champ - France entière. Enfants confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2023.

Source - ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2023, juin 2025.

... liés aux profils des enfants

L'âge moyen des adoptants varie également fortement en fonction des conditions d'admission des pupilles accueillis : de 39,6 ans pour les familles à qui un enfant sans filiation a été confié (enfant âgé de moins de 0,4 an, soit 5 mois) à 48,3 ans pour celles qui se sont vu confier un enfant admis à la suite d'une déclaration judiciaire de délaissement parental. **7.8**

7.8 Âge moyen des futures familles adoptives et des enfants au moment du placement en vue d'adoption, selon le mode d'admission

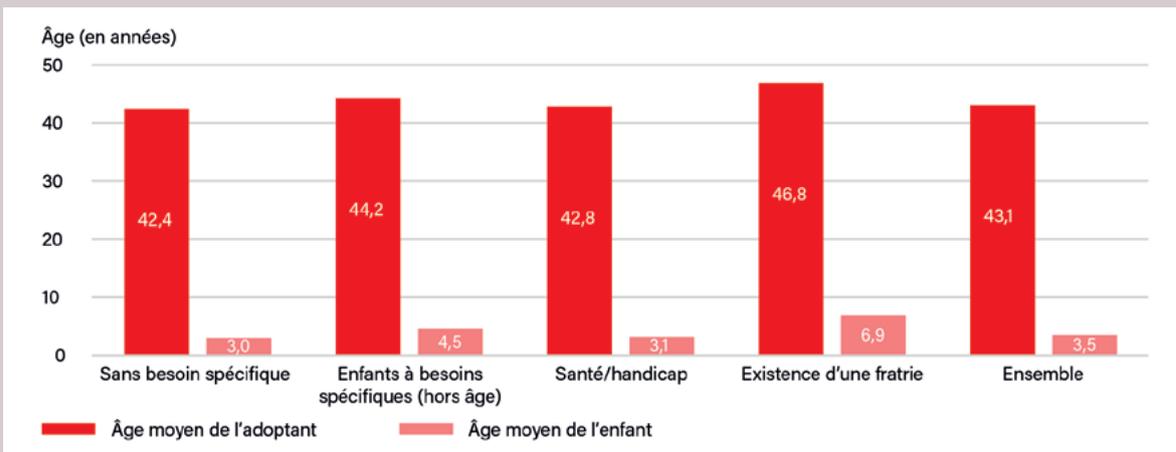


Champ - France entière. Enfants confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2023.

Source - ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2023, juin 2025.

L'âge moyen des adoptants varie en fonction de l'existence ou non de besoins spécifiques pour l'enfant : de 42,4 ans pour les adoptants d'enfants sans besoin spécifique à près de 44,2 ans pour les adoptants d'enfants ayant des besoins spécifiques. Cet âge moyen est variable en fonction des besoins spécifiques des enfants : de près de 43 ans lorsque les enfants connaissent des problèmes de santé ou de handicap à près de 47 ans lorsque les enfants ont une fratrie. **7.9**

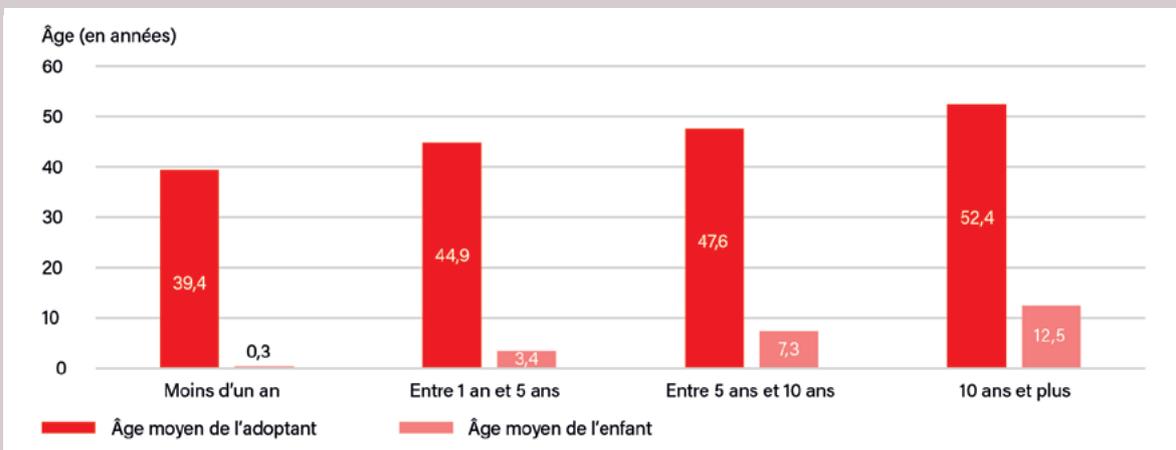
7.9 Âge moyen des futures familles adoptives et des enfants au moment du placement en vue d'adoption, selon l'existence de besoins spécifiques



Champ - France entière. Enfants confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2023.
Source - ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2023, juin 2025.

L'âge moyen des adoptants est corrélé à l'âge des enfants adoptés : lorsque les enfants sont confiés en vue d'adoption à un âge précoce (4 mois) les adoptants ont en moyenne moins de 40 ans tandis que, pour les enfants pour lesquels un projet d'adoption tardif est mis en œuvre, l'âge moyen des adoptants dépasse 52 ans. **7.10**

7.10 Âge moyen des futures familles adoptives et des enfants au moment du placement en vue d'adoption, selon l'âge à l'admission



Champ - France entière. Enfants confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2023.
Source - ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2023, juin 2025.

Le fonctionnement et l'activité des conseils de famille

En 2023, 125 conseils de famille ont suivi la situation des 6 330 enfants ayant eu le statut de pupilles de l'État au cours de l'année.

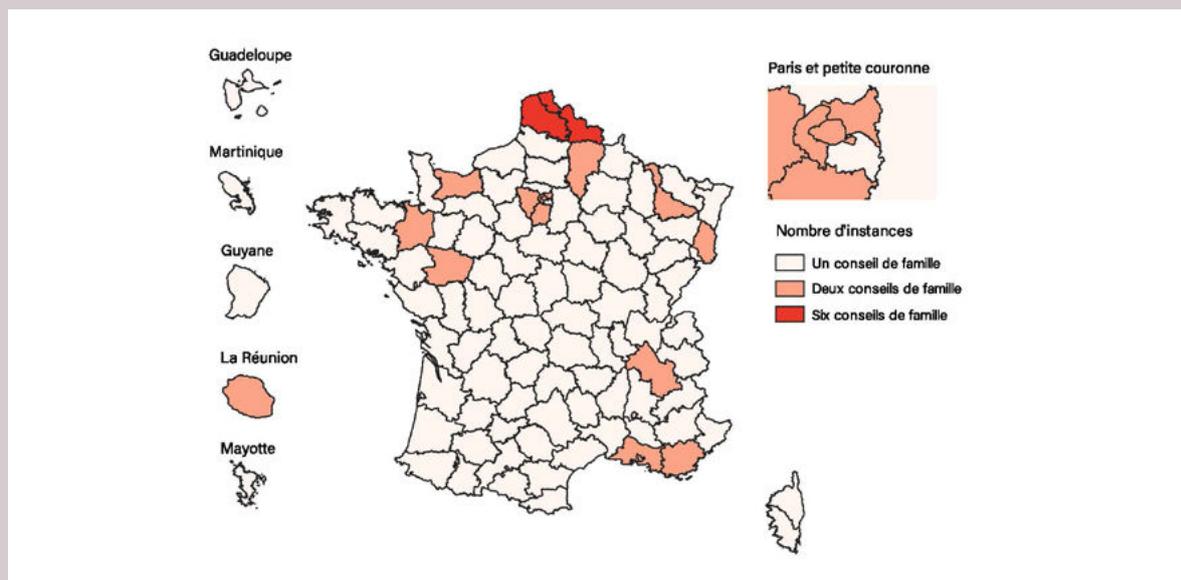
Une augmentation notable de l'activité des conseils de famille

Pour rappel, les conseils de famille doivent respecter le maximum légal de 50 pupilles de l'État suivis par instance (art. R. 224-2 du CASF). À ce titre, en 2023, 3 nouvelles instances ont été installées dans les départements de l'Aisne, du Maine-et-Loire et des Yvelines afin de répondre à l'augmentation importante du nombre de pupilles de l'État dans ces départements.

Ainsi, en 2023, ce sont 125 conseils de famille qui ont suivi la situation des 6 330 enfants ayant eu le statut de pupille au cours de l'année, soit une moyenne de 53 enfants par conseil de famille (contre 46 en 2022 pour 122 instances). Au 31 décembre 2023, 5 170 enfants sont accompagnés par les conseils de famille.

En 2023, ce sont désormais 17 départements qui comptent au moins 2 conseils de famille, parmi lesquels les départements du Nord et du Pas-de-Calais qui comptent 6 instances chacun. **8.1**

8.1 Répartition des conseils de famille au 31 décembre 2023



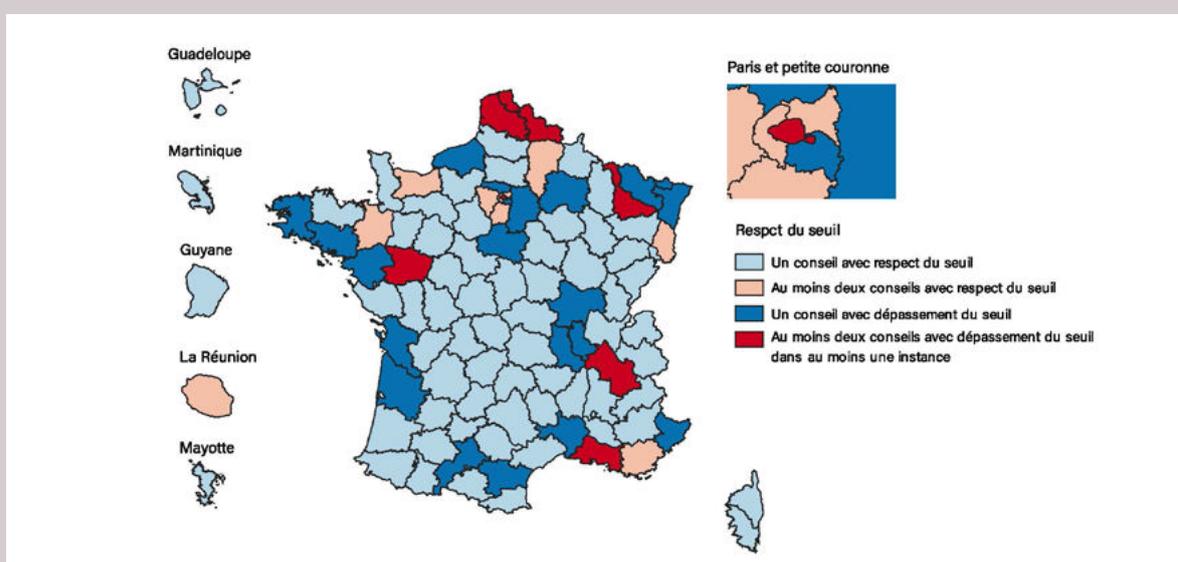
Champ - France entière. Conseils de famille au 31 décembre 2023.

Source - ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2023, juin 2025.

Au 31 décembre 2023, dans 27 départements le maximum légal par instance est atteint ou dépassé dans au moins un des conseils de famille, contre 23 départements au 31 décembre 2022. Parmi ces départements, pour faire face à l'activité en constante augmentation, la création d'une troisième instance est actée pour l'année 2024, en Meurthe-et-Moselle, dans les Bouches-du-Rhône et en Ille-et-Vilaine. **8.2**

La difficulté pour l'ensemble des territoires est de trouver, tant dans les associations que pour les personnes qualifiées, des candidats pouvant siéger au sein de ces instances. Cette difficulté est un obstacle depuis plusieurs années pour nombre de départements.

8.2 Respect du seuil de 50 pupilles de l'État par conseil de famille au 31 décembre 2023



Champ - France entière. Conseils de famille au 31 décembre 2023.

Source - ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2023, juin 2025.

LE FONCTIONNEMENT DES CONSEILS DE FAMILLE

Le conseil de famille est chargé, avec le préfet tuteur, d'exercer la tutelle des pupilles de l'État et doit examiner la situation de chaque enfant au moins une fois par an (art. L. 224-1 du CASF). La composition et le fonctionnement des conseils de famille sont fixés par les articles L. 224-2 (modifié par la loi n° 2022-219 du 21 février 2022), et R. 224-1 à R. 224-25 du CASF¹.

Le conseil de famille est composé de 8 membres (art. L. 224-2 du CASF) : 2 représentants du conseil départemental, 2 membres d'associations familiales, 1 membre de l'association départementale d'entraide des pupilles de l'État, 1 membre d'une association d'assistants familiaux et 2 personnes qualifiées. La durée du mandat est de 6 ans, renouvelable une fois. Le conseil de famille est renouvelé par moitié. Le président du conseil de famille est désigné par ses membres pour un mandat renouvelable de 3 ans.

Le tuteur, en accord avec le conseil de famille, définit le projet d'adoption (simple ou plénière suivant la situation de l'enfant), choisit les adoptants éventuels, fixe la date du placement en vue d'adoption de l'enfant et donne les informations aux futurs adoptants sur la situation du pupille. Par ailleurs, il appartient au conseil de famille de donner le consentement à l'adoption du pupille.

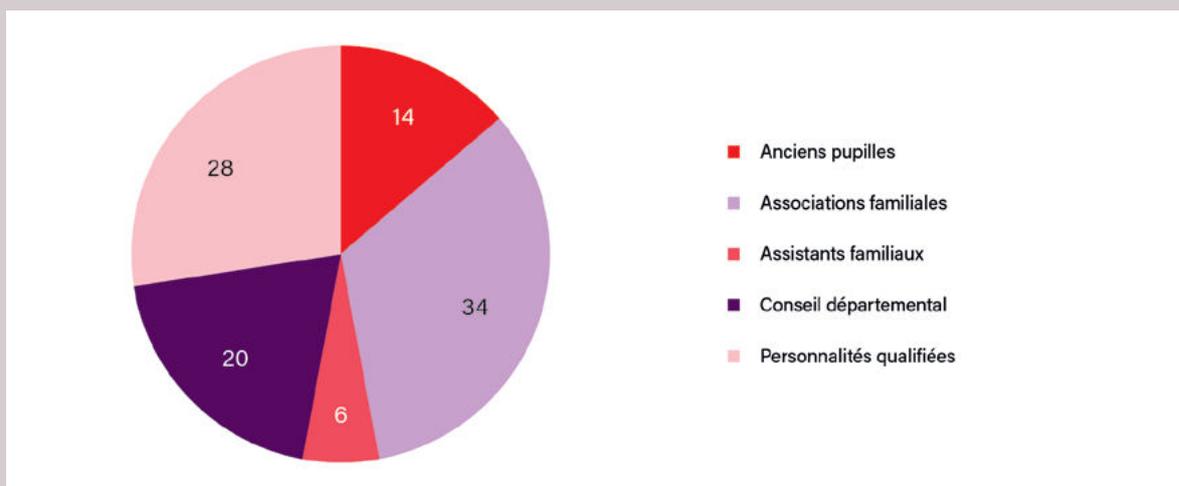
Concernant le suivi de la situation des pupilles de l'État dont ils ont la charge : toute personne en lien avec l'enfant — ou le pupille lui-même — peut être auditionnée par le conseil de famille, à sa demande ou à celle du tuteur. Par ailleurs, les conseils de famille ont parfois à gérer des biens patrimoniaux importants pour le compte de certains pupilles orphelins. Dans ces situations, l'accompagnement du pupille peut se poursuivre au-delà de la majorité le temps de clore les dossiers de succession. Enfin, certains conseils de famille ont mis en place un accompagnement à la sortie du statut de pupille jusqu'à 21 ans, sur la base du volontariat. Cet accompagnement est notamment destiné à des jeunes en grande précarité ne bénéficiant pas d'aide jeune majeur.

¹. Modifiés par le décret n° 2024-491 du 30 mai 2024 relatif au conseil de famille des pupilles de l'État, soit de façon postérieure à la période examinée.

La présidence des conseils de famille

Au 31 décembre 2023, les associations familiales assurent la présidence des conseils de famille pour 34 % des instances en activité devant les personnalités qualifiées (28 %) et les conseils départementaux (20 %). **8.3**

8.3 Présidence des conseils de famille 31 décembre 2023 (en %)



Champ • France entière. Enfants non confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2023.

Source • ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2023, juin 2025.

L'activité croissante des conseils de famille

En 2023, les conseils de famille se sont réunis en moyenne à près de 10 reprises **ANNEXE 5.1**, un ratio en progression par rapport à 2022 (9,5). Les difficultés persistent pour recruter les représentants des associations d'anciens pupilles et personnes confiées à l'ASE dans certains départements.

Par ailleurs, dans 94 départements, les conseils de famille ont procédé à des auditions concernant la situation des enfants. Le plus souvent c'est le tuteur qui sollicite cette audition. Les personnes auditionnées sont, le plus souvent, les pupilles capables de discernement comme prévu par l'article R. 224-9 du CASF (84 %) et les services des conseils départementaux (84 %) puis les familles d'accueil (74 %).

Par ailleurs, l'enquête permet désormais d'interroger les conseils de famille sur le nombre d'enfants entendus lors de ces auditions. Ainsi sur 93 départements répondants, près de 2 300 enfants ont pu être entendus lors des séances du conseil de famille.

L'examen des situations par les conseils de famille

L'article L. 224-1 du CASF prévoit que le conseil de famille des pupilles de l'État examine au moins une fois par an la situation de chaque pupille. Ainsi, la situation de 88 % des enfants a été examinée, au moins une fois au cours de l'année 2023 **ANNEXE 5.2**, une proportion stable depuis 2020. Le nombre de situations examinées s'élève en 2023 à près de 4 600 (+22 % en un an). Parmi les enfants dont la situation n'a pas été examinée en 2023, 528 enfants déjà confiés dans une famille en vue de leur adoption au 31 décembre 2022 ont quitté le statut à

la suite d'un jugement d'adoption prononcé au cours de l'année et, sauf cas très exceptionnel, leur situation n'a pas nécessité de réexamen en conseil de famille. De même, la situation de la plupart des enfants restitués à leurs familles (104 enfants) n'a pu être examinée compte tenu des délais très courts entre l'admission provisoire et la restitution (les trois quarts des enfants ont été restitués au cours du premier mois). Enfin, 201 enfants avaient un statut provisoire au 31 décembre 2023 et leurs situations n'avaient pas non plus à être examinées, en dehors du cadre de l'examen provisoire de certaines situations de pupilles (R. 224-13 et 14 du CASF).

En dehors de l'examen annuel obligatoire de la situation de chaque pupille, le conseil de famille se mobilise pour l'examen de situations bien précises à partir de l'admission de l'enfant au statut de pupille de l'État. Ainsi, conformément à l'article R. 224-12 du CASF, la situation de 64 % des enfants admis à titre définitif en 2023 a été examinée dans les deux mois suivant l'admission définitive contre 72 % en 2022. Cette baisse est due aux difficultés des conseils de famille pour procéder à ces examens dans le délai de deux mois, compte tenu du nombre croissant de pupilles suivis, avec parfois des situations complexes.

Par ailleurs, les conseils de famille ont examiné avant leur admission définitive, conformément à l'article R. 224-13 du CASF, la situation de 35 enfants sur 84 remis par un seul de leurs parents (art. L. 224-4 3°), le temps de leur statut provisoire (qui pour certains est à cheval sur fin 2022 et début 2023).

Enfin, les conseils de famille ont examiné, également avant leur admission définitive conformément à l'article R. 224-14 du CASF, la situation de 107 enfants orphelins admis à titre provisoire sur 218 orphelins admis en 2023 (art. L. 224-4 4°), sachant que 37 enfants n'avaient pas encore le statut définitif au 31 décembre 2023. Les données transmises par certains départements font apparaître l'admission définitive d'orphelins sans qu'il y ait eu au préalable une admission provisoire.

Parallèlement, au cours de l'année 2023, 277 demandes de droit de visite des parents ont été adressées aux conseils de famille, contre 260 en 2022. Les demandes de restitution s'élevaient à 105 en 2023, un nombre relativement stable (106 en 2022).

Enfin, en 2023, 288 enfants ont changé de lieu de placement au cours de l'année après accord préalable du conseil de famille conformément à l'article R. 224-21 du CASF, contre 319 en 2022. Parmi ces changements de lieu d'accueil, 15 enfants concernés étaient confiés en vue d'adoption et ont finalement été retirés des familles candidates à l'adoption avant le jugement définitif.

L'accompagnement des familles après restitution d'un enfant

L'enquête 2023 apporte des informations complémentaires sur l'accompagnement (en service social renforcé, en PMI renforcée ou encore par une mesure de protection de l'enfance) mis en place à la suite d'une restitution d'enfants². Ainsi, sur 36 départements³ ayant répondu et sur 80 situations de restitution, 69 familles se sont vu proposer un accompagnement.

2. Les articles L. 223-7 et L. 224-6 du CASF prévoient un accompagnement du parent et de l'enfant pendant une durée de 3 ans « afin de garantir l'établissement des relations nécessaires au bon développement physique et psychologique de l'enfant ainsi que sa stabilité affective ».

3. À cette question, 15 départements n'ont pu apporter de réponse sur la mise en place ou non d'un accompagnement concernant 25 enfants restitués.

ANNEXES

Annexe 1.

Questionnaire d'enquête



Observatoire national de
la protection de l'enfance

**ENQUETE SUR LA SITUATION DES
PUPILLES DE L'ÉTAT EN 2023**

Observatoire national de la protection de l'enfance 63 bis boulevard Bessières 75 017 Paris Tél. : 01.58.14.22.50
<u>Affaire suivie par :</u> M. Milan MOMIC Tél. : 01.58.14.22.55 Fax : 01.45.41.38.01 Mail : milan.momic@france-enfance- protegee.fr

Département
<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>
<u>Personne chargée du dossier</u>
Nom :
Tél. :
Mail :

**Observations sur l'activité des Conseils de Famille, les demandes d'agrément
d'adoption ou la situation des pupilles de l'État dans le département :**

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Observations sur le questionnaire :

.....
.....
.....
.....
.....

I - ACTIVITE DES CONSEILS DE FAMILLE EN 2023

(Articles R.224-1 à R.224-25 du code de l'action sociale et des familles)

1. ORGANISATION AU 31 DECEMBRE 2023

1.1. Nombre de Conseils de Famille existants au sein du département au 31 décembre 2023 : _____

1.2. Indiquez le nombre d'enfants par Conseil de Famille au 31 décembre 2023 (y compris les enfants déclarés pupilles à titre provisoire et ceux placés en vue de leur adoption) :

Conseil de Famille	n° 1 ou unique	n° 2	n° 3	n° 4	n° 5	n° 6
Nombre d'enfants						

1.3. Indiquez la catégorie au titre de laquelle est assurée la Présidence du Conseil au 31 décembre 2023 :

Conseil de Famille	n° 1 ou unique	n° 2	n° 3	n° 4	n° 5	n° 6
Anciens pupilles (Art. L224-2 1°)						
Associations familiales (Art. L224-2 2°)						
Assistants familiaux (Art. L224-2 3°)						
Conseil départemental (Art. L224-2 4°)						
Personnalités qualifiées (Art. L224-2 5° et 6°)						

2. FONCTIONNEMENT DURANT L'ANNEE 2023

2.1. Réunions - Pour chaque Conseil de Famille, indiquez, durant l'année 2023 :

Conseil de Famille		n° 1 ou unique	n° 2	n° 3	n° 4	n° 5	n° 6
Nombre de réunions							
dont Conseil incomplet							
Nombre d' absences des membres par catégorie	Anciens pupilles (Art. L224-2 1°)						
	Associations familiales (Art. L224-2 2°)						
	Assistants familiaux (Art. L224-2 3°)						
	Conseil départemental (Art. L224-2 4°)						
	Personnalités qualifiées (Art. L224-2 5° et 6°)						

2.2. Avant les réunions, y a-t-il eu, durant l'année 2023, consultation des dossiers **par l'ensemble des membres du Conseil** (art. R224-7 alinéa 5 du CASF) ?

- pour les dossiers pupilles *Oui - Non*
- pour les candidats proposés à l'adoption *Oui - Non*

2.3. Avant les réunions, y a-t-il eu, durant l'année 2023, consultation des dossiers **par au moins un des membres du Conseil** (art. R224-7 alinéa 5 du CASF) ?

- pour les dossiers pupilles *Oui - Non*
- pour les candidats proposés à l'adoption *Oui - Non*

2.4. Le conseil de famille a-t-il entendu, durant l'année 2023, des personnes en application de l'art. R.224-9 du CASF ? *Oui - Non*

➤ Précisez les personnes, éventuellement, entendues (pupille, PCD ou représentant ASE, famille d'accueil, établissement, famille d'adoption, etc.) :

.....

➤ Préciser le nombre d'enfants entendus au moins une fois par le conseil de familles dans l'année :

➤ Si des auditions ont eu lieu, indiquez qui les a demandées ?

- l'enfant *Oui - Non*
- le tuteur *Oui - Non*
- un membre du Conseil de famille *Oui - Non*
- le PCD ou son représentant (ASE) *Oui - Non*
- l'établissement d'accueil *Oui - Non*
- la famille d'accueil *Oui - Non*

2.5. Les membres du conseil de famille ont-ils reçus une formation au titre de l'article L224-2 du CASF en 2023 ? *Oui - Non*

➤ Si oui, préciser les principaux contenus :

.....
.....
.....

3. **CONTENU DES DELIBERATIONS EN 2023** (tous Conseils de famille confondus)

- 3.1. Nombre d'enfants dont la situation a été examinée au moins une fois en conseil de famille en 2023 : ____
- 3.2. Nombre de décisions de placement en vue d'adoption en 2023 : ____ dont nombre de décisions concernant des enfants présentant des besoins spécifiques : ____
- 3.3. Nombre d'enfants pour lesquels un projet d'adoption a été écarté en 2023 : ____
- 3.4. Nombre d'enfants ayant fait l'objet de demandes de droits de visite en 2023 : ____
- 3.5. Nombre d'enfants ayant fait l'objet de demandes de modification du lieu de placement en 2023 : ____
dont, échec d'un placement en vue de l'adoption et retrait de l'enfant : ____
- 3.6. Nombre d'enfants pour lequel une demande de restitution par les parents a été faite en 2023 : ____
dont nombre de situation où un accompagnement¹ a été proposé suite à cette restitution ____
- dont, dans le 1^{er} mois : ____ dont nombre de situation où un accompagnement a été proposé suite à cette restitution ____
 - dont, dans le 2^{ème} mois et avant la fin du délai légal : ____ dont nombre de situation où un accompagnement a été proposé suite à cette restitution ____
 - après le délai légal (art. R224-25) : ____ dont nombre de situation où un accompagnement a été proposé suite à cette restitution ____
- 3.7. Nombre de demandes de restitution refusées en 2023 : ____
- Précisez les motifs de refus de restitution des enfants :
.....
.....
.....
.....
- 3.8. Nombre de pupilles définitivement admis (1° à 6° du L.224-4 du CASF) dont la situation a été examinée en 2023 conformément à :
- l'article R.224-12, 1^{er} alinéa du CASF : ____
 - l'article R.224-12, 2^{ème} alinéa du CASF : ____

¹ Accompagnement en service social renforcé, PMI renforcé ou mesure de protection de l'enfance

3.9. Nombre de certains enfants déclarés pupilles à titre provisoire dont la situation a été examinée en 2023 conformément à :

- l'article R.224-13 du CASF
(L.224-4.3° CASF : enfant remis par un de ses parents) : ____
- l'article R.224-14 du CASF
(L.224-4.4° CASF : enfant orphelin) : ____

3.10. Nombre d'examen spécial de situations de pupilles en 2023 conformément à l'article R.224-24 du CASF : ____

3.11. Pour les jeunes quittant le statut du fait de leur majorité, le conseil de famille assure-t-il un accompagnement :

- Au cours de l'année qui précède la sortie du statut ? *Oui - Non*
- Après la majorité ? *Oui - Non*

3.12. De quelle manière s'effectue cet accompagnement ?

.....
.....
.....
.....

II - DEMANDE D'AGREMENT D'ADOPTION EN 2023

1. STOCK AU 31 DECEMBRE 2023

- 1.1. Nombre d'agréments en cours de validité au 31 décembre 2023 : ____
- 1.2. Avez-vous mis en place des actions d'accompagnement des couples ou de personnes seules, titulaires d'un agrément d'adoption ? Oui - Non
- 1.3. Si oui, merci de préciser le type d'action :
.....
.....

2. FLUX DURANT L'ANNEE 2023

- 2.1. Nombre de couples ou de personnes seules ayant assisté durant l'année 2023 à une réunion d'information sur l'adoption : ____

Pas de réunion d'information
- 2.2. Nombre de dossiers de nouvelles demandes déposés durant l'année 2023 : ____
- 2.3. Nombre d'agréments accordés durant l'année 2023 (hors modifications : extensions, changements d'adresse, etc.) : ____
- 2.4. Nombre de refus d'agréments durant l'année 2023 : ____
- 2.5. Nombre de retraits d'agrément durant l'année 2023 : ____
dont suite à une absence de confirmation annuelle des candidats : ____

3. RECOURS CONTENTIEUX EN 2023

- 3.1. Nombre de recours contentieux formés devant le tribunal administratif en 2023 : ____
- 3.2. Nombre de décisions de refus d'agrément annulées en 2023 suite à un recours contentieux : ____

III - PRECISIONS SUR CERTAINES SITUATIONS DE PUPILLES EN 2023

- 1.1. Précisez pour les enfants admis au titre de l'article L. 224-4 .1° du CASF en 2023 :
 - le nombre d'enfants dont la mère a demandé le secret de son identité lors de l'accouchement, (art. L. 222-6) : ____
 - le nombre d'enfants trouvés : ____
- 1.2. Précisez pour les enfants admis au titre des articles L. 224-4 .2° ou 3° du CASF en 2023 :
 - le nombre d'enfants nouveau-nés (enfants de moins de 28 jours) qui ont été remis en vue d'adoption, avec une filiation établie : ____
 - le nombre d'enfants qui ont été remis par leurs parents adoptifs à la suite d'un échec d'adoption : ____

IV – ORGANISATION DU SUIVI DES PUPILLES

1.1. Existe-t-il une organisation spécifique concernant la gestion des biens des pupilles de l'État ? *Oui - Non*

1.2. Si oui, merci de préciser le type d'organisation :

.....
.....
.....

Annexe 2.

Données statistiques sur les pupilles de l'État au 31 décembre 2023

ANNEXE 2.1 (1/3) Nombre de pupilles de l'État par département

Départements	Pupilles de l'État au cours de l'année 2023	Pupilles de l'État au 31 décembre 2023	... dont confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2023	Proportion de pupilles de l'État au 31 décembre 2023 (taux pour 100 000 mineurs)
01-Ain	55	44	17	28
02-Aisne	106	84	16	74
03-Allier	42	36	4	61
04-Alpes-de-Haute-Provence	10	10	3	32
05-Hautes-Alpes	11	8	4	32
06-Alpes-Maritimes	72	57	19	27
07-Ardèche	13	11	3	17
08-Ardennes	32	24	3	44
09-Ariège	5	4	4	14
10-Aube	35	29	4	43
11-Aude	80	59	4	84
12-Aveyron	23	19	4	39
13-Bouches-du-Rhône	166	140	31	33
14-Calvados	117	90	11	64
15-Cantal	3	3	0	13
16-Charente	46	31	7	48
17-Charente-Maritime	77	66	0	57
18-Cher	37	23	3	41
19-Corrèze	11	6	3	15
20-Corse	6	2	2	3
21-Côte-d'Or	41	30	10	29
22-Côtes-d'Armor	28	24	2	20
23-Creuse	9	9	0	49
24-Dordogne	19	14	3	21
25-Doubs	51	45	12	38
26-Drôme	56	49	18	45
27-Eure	52	48	5	36
28-Eure-et-Loir	54	42	6	44
29-Finistère	103	78	11	44
30-Gard	67	61	16	40
31-Haute-Garonne	107	83	23	27
32-Gers	7	7	2	21
33-Gironde	119	93	12	27
34-Hérault	48	45	25	18
35-Ille-et-Vilaine	112	97	9	40
36-Indre	22	19	7	51
37-Indre-et-Loire	40	31	10	26

ANNEXE 2.1 (2/3) Nombre de pupilles de l'État par département

Départements	Pupilles de l'État au cours de l'année 2023	Pupilles de l'État au 31 décembre 2023	... dont confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2023	Proportion de pupilles de l'État au 31 décembre 2023 (taux pour 100 000 mineurs)
38-Isère	120	106	17	37
39-Jura	12	8	4	16
40-Landes	17	16	7	20
41-Loir-et-Cher	20	16	2	25
42-Loire	77	50	6	30
43-Haute-Loire	14	11	0	25
44-Loire-Atlantique	114	97	24	30
45-Loiret	73	56	9	37
46-Lot	6	5	1	17
47-Lot-et-Garonne	14	10	3	16
48-Lozère	8	4	1	29
49-Maine-et-Loire	168	151	36	83
50-Manche	46	28	13	30
51-Marne	65	54	13	47
52-Haute-Marne	36	33	6	106
53-Mayenne	21	16	0	24
54-Meurthe-et-Moselle	200	167	20	116
55-Meuse	36	32	5	93
56-Morbihan	113	92	10	62
57-Moselle	105	86	32	41
58-Nièvre	39	35	6	106
59-Nord	562	460	82	79
60-Oise	50	42	8	22
61-Orne	57	40	7	78
62-Pas-de-Calais	347	305	65	95
63-Puy-de-Dôme	39	31	7	24
64-Pyrénées-Atlantiques	31	20	10	16
65-Hautes-Pyrénées	17	15	8	37
66-Pyrénées-Orientales	40	33	11	35
67-Bas-Rhin	94	82	13	36
68-Haut-Rhin	113	95	9	62
69-Rhône	100	79	12	19
70-Haute-Saône	32	29	6	64
71-Saône-et-Loire	61	53	10	52
72-Sarthe	39	38	16	32
73-Savoie	34	25	6	27
74-Haute-Savoie	48	39	6	21

ANNEXE 2.1 (3/3) Nombre de pupilles de l'État par département

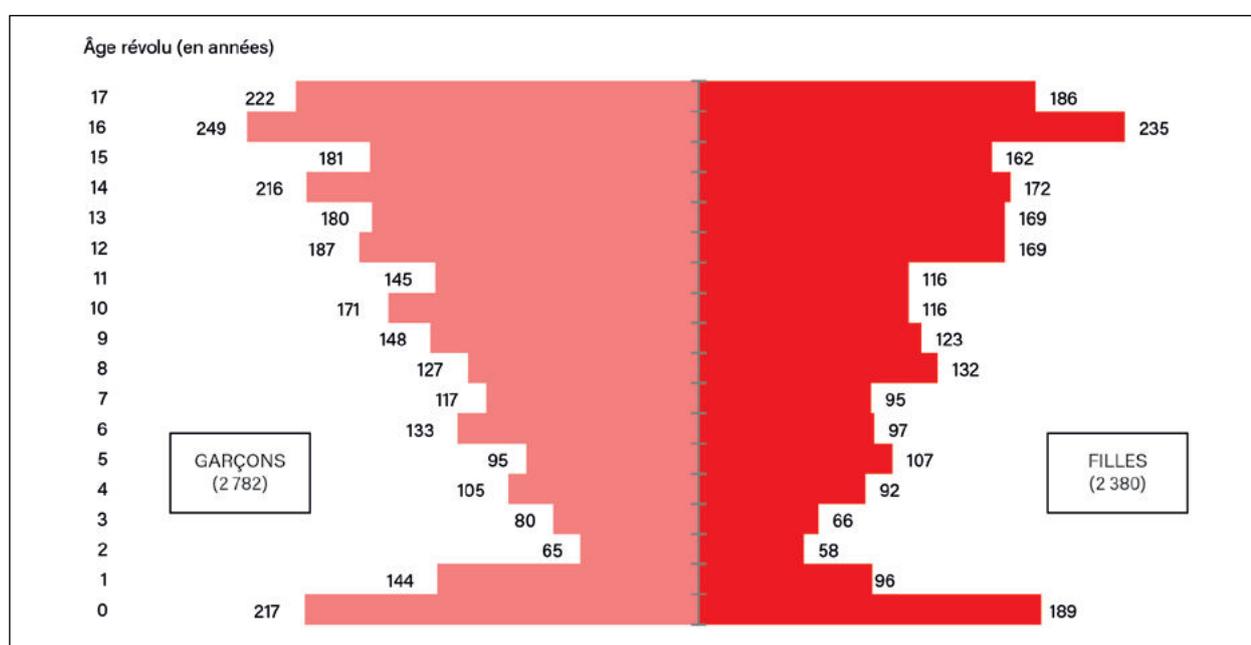
Départements	Pupilles de l'État au cours de l'année 2023	Pupilles de l'État au 31 décembre 2023	... dont confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2023	Proportion de pupilles de l'État au 31 décembre 2023 (taux pour 100 000 mineurs)
75-Paris	118	106	23	33
76-Seine-Maritime	107	75	15	28
77-Seine-et-Marne	92	72	18	20
78-Yvelines	91	73	19	21
79-Deux-Sèvres	43	39	9	53
80-Somme	51	43	12	38
81-Tarn	13	9	6	12
82-Tarn-et-Garonne	42	36	5	63
83-Var	93	81	29	40
84-Vaucluse	51	40	2	34
85-Vendée	52	41	7	29
86-Vienne	20	14	3	16
87-Haute-Vienne	31	28	11	42
88-Vosges	45	37	12	56
89-Yonne	32	27	1	40
90-Territoire-de-Belfort	13	9	2	32
91-Essonnes	115	90	23	28
92-Hauts-de-Seine	86	59	15	17
93-Seine-Saint-Denis	109	89	16	21
94-Val-de-Marne	63	54	20	17
95-Val-d'Oise	98	76	11	24
FRANCE MÉTROPOLITAINE	6 215	5 078	1 063	37
971-Guadeloupe	13	8	3	10
972-Martinique	8	4	1	6
973-Guyane	21	19	8	17
974-Réunion	59	47	8	21
976-Mayotte	14	14	10	9
FRANCE ENTIÈRE	6 330	5 170	1 093	36

ANNEXE 2.2 Structure par sexe et âge des pupilles de l'État présents au 31 décembre 2023

Âge au 31 décembre 2023	Garçons	Filles	Total	% par âge	Âge au 31 décembre 2023	% cumulés par âge
0 an	217	189	406	7,9	Moins d'1 an	7,9
1 an	144	96	240	4,6	Moins de 2 ans	12,5
2 ans	65	58	123	2,4	Moins de 3 ans	14,9
3 ans	80	66	146	2,8	Moins de 4 ans	17,7
4 ans	105	92	197	3,8	Moins de 5 ans	21,5
5 ans	95	107	202	3,9	Moins de 6 ans	25,5
6 ans	133	97	230	4,5	Moins de 7 ans	29,9
7 ans	117	95	212	4,1	Moins de 8 ans	34,0
8 ans	127	132	259	5,0	Moins de 9 ans	39,0
9 ans	148	123	271	5,2	Moins de 10 ans	44,3
10 ans	171	116	287	5,6	Moins de 11 ans	49,8
11 ans	145	116	261	5,1	Moins de 12 ans	54,9
12 ans	187	169	356	6,9	Moins de 13 ans	61,8
13 ans	180	169	349	6,8	Moins de 14 ans	68,6
14 ans	216	172	388	7,5	Moins de 15 ans	76,1
15 ans	181	162	343	6,6	Moins de 16 ans	82,7
16 ans	249	235	484	9,4	Moins de 17 ans	92,1
17 ans	222	186	408	7,9	Moins de 18 ans	100
ENSEMBLE	2	2	5 162	100		
%	53,9	46,1				

Note • Âge inconnu pour 8 enfants

Pyramide des âges des pupilles de l'État au 31 décembre 2023

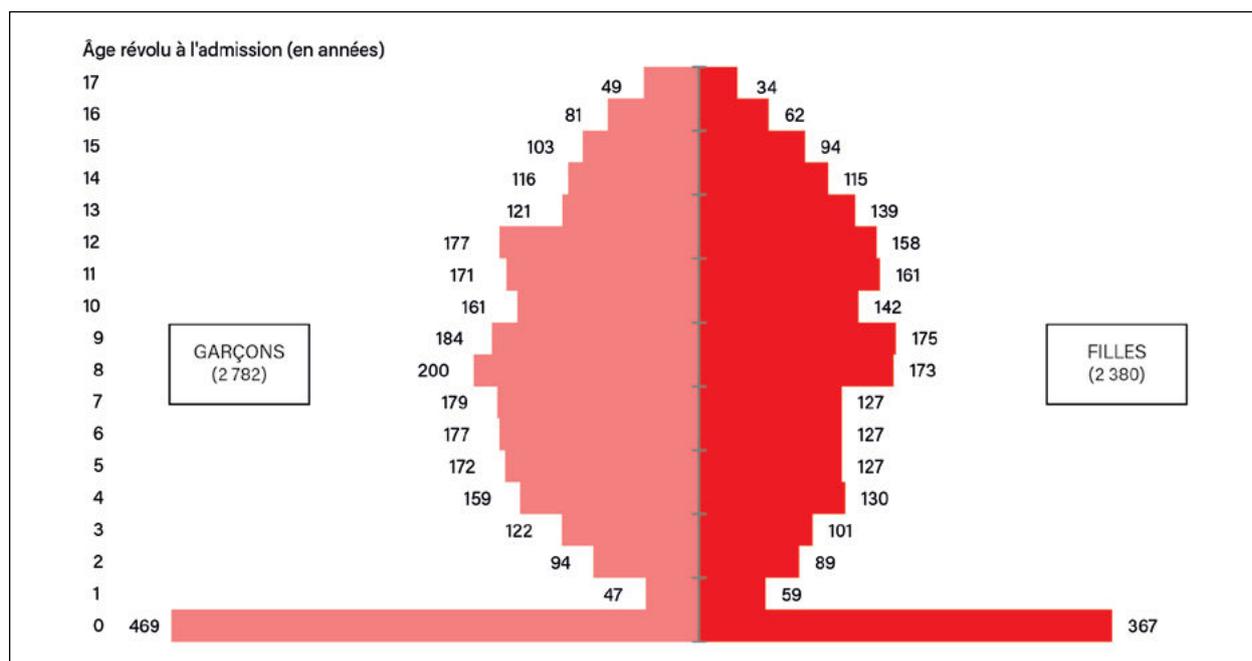


ANNEXE 2.3 Structure par sexe et âge des pupilles de l'État lors de leur admission

Âge lors de l'admission	Garçons	Filles	Total	% par âge lors de l'admission	Âge lors de l'admission	% cumulés par âge lors de l'admission
0 an	469	367	836	16,2	Moins d'1 an	16,2
1 an	47	59	106	2,1	Moins de 2 ans	18,2
2 ans	94	89	183	3,5	Moins de 3 ans	21,8
3 ans	122	101	223	4,3	Moins de 4 ans	26,1
4 ans	159	130	289	5,6	Moins de 5 ans	31,7
5 ans	172	127	299	5,8	Moins de 6 ans	37,5
6 ans	177	127	304	5,9	Moins de 7 ans	43,4
7 ans	179	127	306	5,9	Moins de 8 ans	49,3
8 ans	200	173	373	7,2	Moins de 9 ans	56,5
9 ans	184	175	359	7,0	Moins de 10 ans	63,5
10 ans	161	142	303	5,9	Moins de 11 ans	69,4
11 ans	171	161	332	6,4	Moins de 12 ans	75,8
12 ans	177	158	335	6,5	Moins de 13 ans	82,3
13 ans	121	139	260	5,0	Moins de 14 ans	87,3
14 ans	116	115	231	4,5	Moins de 15 ans	91,8
15 ans	103	94	197	3,8	Moins de 16 ans	95,6
16 ans	81	62	143	2,8	Moins de 17 ans	98,4
17 ans	49	34	83	1,6	Moins de 18 ans	100,0
ENSEMBLE	2 782	2 380	5 162	100		
%	53,9	46,1				

Note • Âge à l'admission inconnu pour 8 enfants

Pyramide des âges à l'admission des pupilles de l'État au 31 décembre 2023

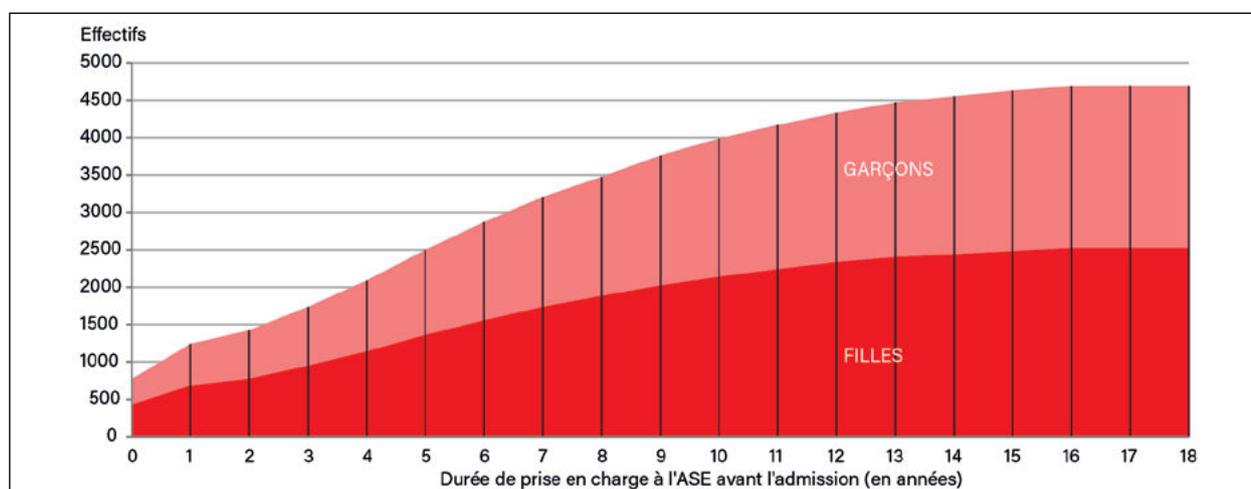


ANNEXE 2.4 Durée de prise en charge par l'ASE, avant l'admission, des pupilles de l'État

Durée de prise en charge à l'ASE avant admission	Garçons	Filles	Total	% par durée de présence à l'ASE (dont « non réponse »)	% par durée de présence à l'ASE	Durée de prise en charge à l'ASE avant admission	% cumulés par durée de prise en charge à l'ASE
Admission directe	434	336	770	14,9	16,4	Admission directe	16,4
0 an	254	217	471	9,1	10,0	Moins d'1 an	26,4
1 an	91	91	182	3,5	3,9	Moins de 2 ans	30,3
2 ans	176	136	312	6,0	6,6	Moins de 3 ans	36,9
3 ans	189	165	354	6,8	7,5	Moins de 4 ans	44,5
4 ans	221	188	409	7,9	8,7	Moins de 5 ans	53,2
5 ans	195	178	373	7,2	7,9	Moins de 6 ans	61,1
6 ans	180	155	335	6,5	7,1	Moins de 7 ans	68,3
7 ans	148	122	270	5,2	5,7	Moins de 8 ans	74,0
8 ans	139	145	284	5,5	6,0	Moins de 9 ans	80,1
9 ans	117	111	228	4,4	4,9	Moins de 10 ans	84,9
10 ans	101	79	180	3,5	3,8	Moins de 11 ans	88,8
11 ans	94	70	164	3,2	3,5	Moins de 12 ans	92,2
12 ans	67	71	138	2,7	2,9	Moins de 13 ans	95,2
13 ans	37	44	81	1,6	1,7	Moins de 14 ans	96,9
14 ans	43	34	77	1,5	1,6	Moins de 15 ans	98,6
15 ans	41	24	65	1,3	1,4	Moins de 16 ans	99,9
16 ans	1	1	2	0,0	0,0	Moins de 17 ans	100
17 ans	0	1	1	0,0		Moins de 18 ans	100
Non réponse	259	215	474	9,2			
ENSEMBLE	2 787	2 383	5 170	100	100		
% par sexe	53,9	46,1					

Note - La date d'admission correspond à la date du procès verbal établi lors de l'admission (cas 1°, 2°, 3° et 4° de l'article L.224-4) ou à la date de jugement (cas 5° et 6° de l'article L.224-4).

Durée de prise en charge à l'ASE, avant admission, des pupilles de l'État au 31 décembre 2023



ANNEXE 2.5 (1/3) Conditions d'admission des pupilles de l'État au 31 décembre 2023, situation par département

Départements	Absence de filiation (1°)	Remis par personnes qualifiées (2°)	Remis par un parent (3°)	Orphelins (4°)	Retrait total de l'autorité parentale (5°)	Déclaration judiciaire de délaissement parental (6°)	Total
01-Ain	2	9	2	8	6	17	44
02-Aisne	7	6	5	6	15	45	84
03-Allier	4	0	0	4	3	25	36
04-Alpes-de-Haute-Provence	1	0	1	0	0	8	10
05-Hautes-Alpes	2	0	2	0	0	4	8
06-Alpes-Maritimes	10	5	1	10	0	31	57
07-Ardèche	2	0	0	2	0	7	11
08-Ardennes	4	0	7	2	0	11	24
09-Ariège	4	0	0	0	0	0	4
10-Aube	4	0	7	1	3	14	29
11-Aude	2	0	4	3	11	39	59
12-Aveyron	1	0	1	1	1	15	19
13-Bouches-du-Rhône	24	2	9	16	8	81	140
14-Calvados	8	5	3	3	15	56	90
15-Cantal	0	1	0	0	0	2	3
16-Charente	7	1	0	12	4	7	31
17-Charente-Maritime	4	2	3	8	12	37	66
18-Cher	0	1	0	4	7	11	23
19-Corrèze	6	0	0	0	0	0	6
20-Corse	1	0	0	0	0	1	2
21-Côte-d'Or	4	0	1	4	3	18	30
22-Côtes-d'Armor	2	0	2	8	4	8	24
23-Creuse	0	0	0	0	0	9	9
24-Dordogne	1	2	0	0	0	11	14
25-Doubs	5	1	0	10	9	20	45
26-Drôme	15	3	1	2	3	25	49
27-Eure	5	1	3	3	16	20	48
28-Eure-et-Loir	3	2	1	8	3	25	42
29-Finistère	11	2	2	10	2	51	78
30-Gard	8	1	4	0	2	46	61
31-Haute-Garonne	21	1	2	6	5	48	83
32-Gers	0	0	0	0	1	6	7
33-Gironde	12	1	0	2	14	64	93
34-Hérault	14	1	0	2	1	27	45
35-Ille-et-Vilaine	7	0	1	19	6	64	97

ANNEXE 2.5 (2/3) Conditions d'admission des pupilles de l'État au 31 décembre 2023, situation par département

Départements	Absence de filiation (1°)	Remis par personnes qualifiées (2°)	Remis par un parent (3°)	Orphelins (4°)	Retrait total de l'autorité parentale (5°)	Déclaration judiciaire de délaissement parental (6°)	Total
36-Indre	2	2	0	1	0	14	19
37-Indre-et-Loire	5	0	5	3	1	17	31
38-Isère	10	5	15	13	10	53	106
39-Jura	2	0	1	3	0	2	8
40-Landes	8	0	2	2	4	0	16
41-Loir-et-Cher	3	1	3	4	0	5	16
42-Loire	10	0	1	2	0	37	50
43-Haute-Loire	1	0	1	3	0	6	11
44-Loire-Atlantique	15	1	7	9	22	43	97
45-Loiret	8	7	1	14	2	24	56
46-Lot	1	0	0	0	4	0	5
47-Lot-et-Garonne	1	0	1	0	1	7	10
48-Lozère	1	0	0	0	0	3	4
49-Maine-et-Loire	16	6	24	3	41	61	151
50-Manche	5	1	2	3	0	17	28
51-Marne	6	2	3	0	1	42	54
52-Haute-Marne	3	0	0	1	6	23	33
53-Mayenne	1	0	0	3	0	12	16
54-Meurthe-et-Moselle	13	4	15	14	82	39	167
55-Meuse	1	1	3	5	6	16	32
56-Morbihan	9	1	1	10	13	58	92
57-Moselle	19	2	1	8	11	45	86
58-Nièvre	1	0	1	2	16	15	35
59-Nord	61	45	37	58	45	214	460
60-Oise	5	1	4	4	3	25	42
61-Orne	5	8	2	1	5	19	40
62-Pas-de-Calais	27	13	0	11	39	215	305
63-Puy-de-Dôme	4	2	0	4	3	18	31
64-Pyrénées-Atlantiques	8	0	0	0	0	12	20
65-Hautes-Pyrénées	4	0	1	1	0	9	15
66-Pyrénées-Orientales	4	1	0	1	3	24	33
67-Bas-Rhin	19	4	2	9	1	47	82
68-Haut-Rhin	11	4	0	8	8	64	95
69-Rhône	13	4	2	3	10	47	79
70-Haute-Saône	2	9	1	5	4	8	29

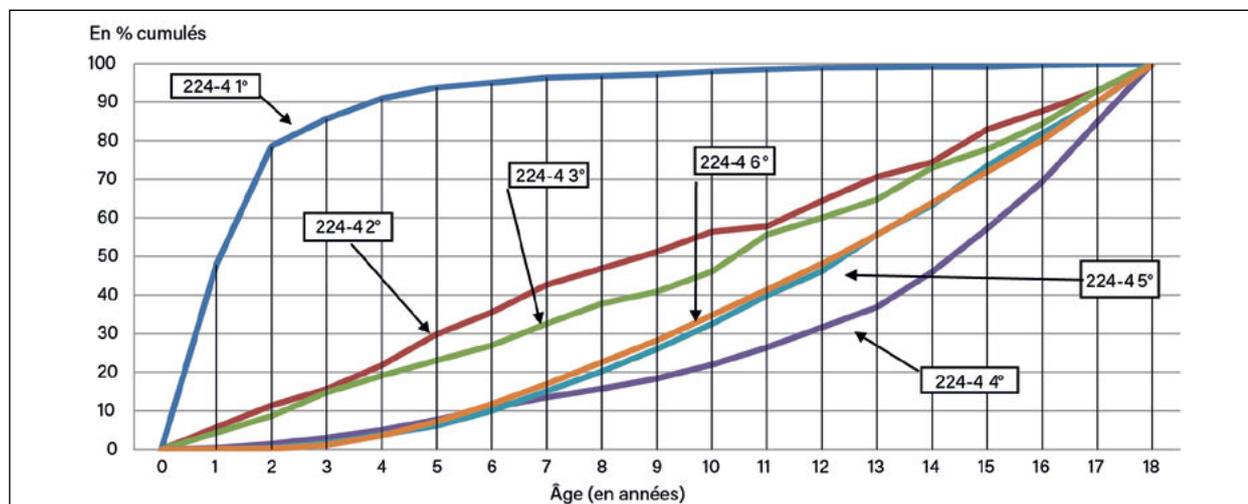
ANNEXE 2.5 (3/3) Conditions d'admission des pupilles de l'État au 31 décembre 2023, situation par département

Départements	Absence de filiation (1°)	Remis par personnes qualifiées (2°)	Remis par un parent (3°)	Orphelins (4°)	Retrait total de l'autorité parentale (5°)	Déclaration judiciaire de délaissement parental (6°)	Total
71-Saône-et-Loire	5	2	1	7	4	34	53
72-Sarthe	10	2	0	4	0	22	38
73-Savoie	4	1	1	1	0	18	25
74-Haute-Savoie	6	0	0	1	0	32	39
75-Paris	24	0	1	21	6	54	106
76-Seine-Maritime	11	1	1	9	15	38	75
77-Seine-et-Marne	8	5	0	15	2	42	72
78-Yvelines	11	4	2	12	11	33	73
79-Deux-Sèvres	4	0	4	6	6	19	39
80-Somme	12	0	0	0	0	31	43
81-Tarn	4	0	0	0	0	5	9
82-Tarn-et-Garonne	5	1	1	2	0	27	36
83-Var	15	5	0	5	5	51	81
84-Vaucluse	4	0	4	10	1	21	40
85-Vendée	3	1	1	5	7	24	41
86-Vienne	1	2	1	1	1	8	14
87-Haute-Vienne	7	0	1	0	5	15	28
88-Vosges	3	2	2	0	6	24	37
89-Yonne	4	1	0	0	0	22	27
90-Territoire-de-Belfort	2	0	0	1	0	6	9
91-Essonne	19	1	2	0	1	67	90
92-Hauts-de-Seine	13	1	0	8	0	37	59
93-Seine-Saint-Denis	16	1	2	1	1	68	89
94-Val-de-Marne	12	7	0	11	0	24	54
95-Val-d'Oise	9	0	1	8	1	57	76
FRANCE MÉTROPOLITAINE	717	208	223	490	567	2 873	5 078
971-Guadeloupe	6	0	0	0	0	2	8
972-Martinique	2	0	2	0	0	0	4
973-Guyane	2	0	1	2	1	13	19
974-Réunion	6	3	1	4	1	32	47
976-Mayotte	7	0	3	0	0	4	14
FRANCE ENTIÈRE	740	211	230	496	569	2 924	5 170

ANNEXE 2.6 Conditions d'admission des pupilles de l'État au 31 décembre 2023, situation par année de naissance

Année de naissance	Absence de filiation (1°)	Remis par personnes qualifiées (2°)	Remis par un parent (3°)	Orphelins (4°)	Retrait total de l'autorité parentale (5°)	Déclaration judiciaire de délaissement parental (6°)	Total
2006	1	15	16	75	56	282	445
2007	1	11	20	77	46	292	447
2008	3	10	15	60	48	239	375
2009	0	18	11	56	58	236	379
2010	2	8	19	45	43	242	359
2011	1	13	11	26	54	218	323
2012	3	14	10	26	36	198	287
2013	4	3	22	22	42	193	286
2014	6	11	12	18	37	192	276
2015	3	9	7	13	33	164	229
2016	3	9	12	11	29	164	228
2017	10	15	13	13	29	153	233
2018	9	12	9	16	22	132	200
2019	21	17	9	13	13	107	180
2020	39	13	10	10	13	72	157
2021	52	9	14	8	7	27	117
2022	228	12	10	5	2	2	259
2023	354	12	10	2	0	4	382
Non renseignée	0	0	0	0	1	7	8
TOTAL	740	211	230	496	569	2 924	5 170
Âge moyen au 31 décembre 2023	1,7	9,0	9,8	13,0	11,8	11,7	10,2

Âge des pupilles de l'État au 31 décembre 2023, selon leur condition d'admission



ANNEXE 2.7 Conditions d'admission des pupilles de l'État au 31 décembre 2023, situation par âge à l'admission

Âge lors de l'admission	Absence de filiation (1°)	Remis par personnes qualifiées (2°)	Remis par un parent (3°)	Orphelins (4°)	Retrait total de l'autorité parentale (5°)	Déclaration judiciaire de délaissement parental (6°)	Total
0 an	728	39	29	9	6	25	836
1 an	2	15	18	13	13	45	106
2 ans	0	12	11	18	18	124	183
3 ans	3	9	9	14	29	159	223
4 ans	2	14	11	14	24	224	289
5 ans	0	15	10	23	43	208	299
6 ans	1	15	14	17	34	223	304
7 ans	0	11	8	20	41	226	306
8 ans	0	8	11	29	54	271	373
9 ans	1	11	20	39	48	240	359
10 ans	1	8	8	38	50	198	303
11 ans	1	11	14	30	54	222	332
12 ans	1	9	11	47	42	225	335
13 ans	0	6	6	50	34	164	260
14 ans	0	5	5	49	25	147	231
15 ans	0	5	11	40	27	114	197
16 ans	0	4	5	31	19	84	143
17 ans	0	14	29	15	7	18	83
Non renseigné	0	0	0	0	1	7	8
TOTAL	740	211	230	496	569	2 924	5 170
Âge moyen lors de l'admission	0,1	6,5	7,9	10,2	8,8	8,4	7,4

Pourcentages

Âge lors de l'admission	Absence de filiation (1°)	Remis par personnes qualifiées (2°)	Remis par un parent (3°)	Orphelins (4°)	Retrait total de l'autorité parentale (5°)	Déclaration judiciaire de délaissement parental (6°)	Total
0 an	98,4	18,5	12,6	1,8	1,1	0,9	16,2
1 an	0,3	7,1	7,8	2,6	2,3	1,5	2,1
2 ans	0,0	5,7	4,8	3,6	3,2	4,3	3,5
3 ans	0,4	4,3	3,9	2,8	5,1	5,5	4,3
4 ans	0,3	6,6	4,8	2,8	4,2	7,7	5,6
5 ans	0,0	7,1	4,3	4,6	7,6	7,1	5,8
6 ans	0,1	7,1	6,1	3,4	6,0	7,6	5,9
7 ans	0,0	5,2	3,5	4,0	7,2	7,7	5,9
8 ans	0,0	3,8	4,8	5,8	9,5	9,3	7,2
9 ans	0,1	5,2	8,7	7,9	8,5	8,2	7,0
10 ans	0,1	3,8	3,5	7,7	8,8	6,8	5,9
11 ans	0,1	5,2	6,1	6,0	9,5	7,6	6,4
12 ans	0,1	4,3	4,8	9,5	7,4	7,7	6,5
13 ans	0,0	2,8	2,6	10,1	6,0	5,6	5,0
14 ans	0,0	2,4	2,2	9,9	4,4	5,0	4,5
15 ans	0,0	2,4	4,8	8,1	4,8	3,9	3,8
16 ans	0,0	1,9	2,2	6,3	3,3	2,9	2,8
17 ans	0,0	6,6	12,6	3,0	1,2	0,6	1,6
TOTAL	100	100	100	100	100	100	100

ANNEXE 2.8 Conditions d'admission des pupilles de l'État au 31 décembre 2023, situation par durée de prise en charge antérieure à l'ASE

Durée de présence à l'ASE avant admission	Absence de filiation (1°)	Remis par personnes qualifiées (2°)	Remis par un parent (3°)	Orphelins (4°)	Retrait total de l'autorité parentale (5°)	Déclaration judiciaire de délaissement parental (6°)	Total
Admission directe	712	17	19	5	5	12	770
Moins d'1 an	18	53	56	179	39	126	471
1 an	1	15	20	29	28	89	182
2 ans	1	16	11	37	56	191	312
3 ans	0	14	6	29	66	239	354
4 ans	1	11	13	15	66	303	409
5 ans	1	7	9	23	48	285	373
6 ans	0	7	10	19	49	250	335
7 ans	1	4	3	10	36	216	270
8 ans	0	5	6	11	33	229	284
9 ans	0	6	8	15	23	176	228
10 ans	1	5	5	16	25	128	180
11 ans	0	3	9	9	16	127	164
12 ans	1	1	2	12	12	110	138
13 ans	0	2	4	10	8	57	81
14 ans	0	3	2	8	7	57	77
15 ans	0	1	1	6	4	53	65
16 ans	0	0	0	0	0	2	2
17 ans	0	0	0	0	0	1	1
Non réponse	3	41	46	63	48	273	474
TOTAL	740	211	230	496	569	2 924	5 170
Durée moyenne de présence à l'ASE avant admission (en années)	1,6	3,3	3,8	3,5	5,2	6,3	5,6

Note • La date d'admission correspond à la date du procès verbal établi lors de l'admission (cas 1°, 2°, 3° et 4° de l'article L.224-4) ou à la date de jugement (cas 5° et 6° de l'article L.224-4).

Pourcentages

Durée de présence à l'ASE avant admission	Absence de filiation (1°)	Remis par personnes qualifiées (2°)	Remis par un parent (3°)	Orphelins (4°)	Retrait total de l'autorité parentale (5°)	Déclaration judiciaire de délaissement parental (6°)	Total
Admission directe	96,6	10,0	10,3	1,2	1,0	0,5	16,4
Moins d'1 an	2,4	31,2	30,4	41,3	7,5	4,8	10,0
1 an	0,1	8,8	10,9	6,7	5,4	3,4	3,9
2 ans	0,1	9,4	6,0	8,5	10,7	7,2	6,6
3 ans	0,0	8,2	3,3	6,7	12,7	9,0	7,5
4 ans	0,1	6,5	7,1	3,5	12,7	11,4	8,7
5 ans	0,1	4,1	4,9	5,3	9,2	10,8	7,9
6 ans	0,0	4,1	5,4	4,4	9,4	9,4	7,1
7 ans	0,1	2,4	1,6	2,3	6,9	8,1	5,7
8 ans	0,0	2,9	3,3	2,5	6,3	8,6	6,0
9 ans	0,0	3,5	4,3	3,5	4,4	6,6	4,9
10 ans	0,1	2,9	2,7	3,7	4,8	4,8	3,8
11 ans	0,0	1,8	4,9	2,1	3,1	4,8	3,5
12 ans	0,1	0,6	1,1	2,8	2,3	4,1	2,9
13 ans	0,0	1,2	2,2	2,3	1,5	2,2	1,7
14 ans	0,0	1,8	1,1	1,8	1,3	2,2	1,6
15 ans	0,0	0,6	0,5	1,4	0,8	2,0	1,4
16 ans	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
17 ans	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	100	100	100	100	100	100	100

ANNEXE 2.9 (1/3) Modalités d'accueil des pupilles de l'État au 31 décembre, situation par département

Départements	Confiés en vue d'adoption						Non confiés en vue d'adoption								Total des modes d'accueil (I + II)
	Famille d'accueil	Famille agréée du département	Famille agréée hors département	Famille naturelle	Autres	Total I	Famille d'accueil	Établissement	Établissement et famille d'accueil	Famille naturelle ou parrainage	Logement autonome	Accueil durable et bénévole	Non réponse	Total II	
01-Ain	5	6	6	0	0	17	19	4	1	3	0	0	0	27	44
02-Aisne	4	12	0	0	0	16	52	5	6	5	0	0	0	68	84
03-Allier	1	2	0	1	0	4	31	0	0	0	0	0	1	32	36
04-Alpes-de-Haute-Provence	2	1	0	0	0	3	5	2	0	0	0	0	0	7	10
05-Hautes-Alpes	0	3	1	0	0	4	0	4	0	0	0	0	0	4	8
06-Alpes-Maritimes	5	14	0	0	0	19	33	3	2	0	0	0	0	38	57
07-Ardèche	1	2	0	0	0	3	7	0	0	1	0	0	0	8	11
08-Ardenne	0	3	0	0	0	3	19	2	0	0	0	0	0	21	24
09-Ariège	0	4	0	0	0	4	0	0	0	0	0	0	0	0	4
10-Aube	2	2	0	0	0	4	22	3	0	0	0	0	0	25	29
11-Aude	0	1	3	0	0	4	38	16	1	0	0	0	0	55	59
12-Aveyron	1	2	1	0	0	4	11	3	1	0	0	0	0	15	19
13-Bouches-du-Rhône	7	22	2	0	0	31	56	23	27	2	1	0	0	109	140
14-Calvados	1	9	1	0	0	11	65	14	0	0	0	0	0	79	90
15-Cantal	0	0	0	0	0	0	0	2	1	0	0	0	0	3	3
16-Charente	1	6	0	0	0	7	13	5	1	5	0	0	0	24	31
17-Charente-Maritime	0	0	0	0	0	0	43	19	2	2	0	0	0	66	66
18-Cher	0	3	0	0	0	3	14	6	0	0	0	0	0	20	23
19-Corrèze	0	3	0	0	0	3	3	0	0	0	0	0	0	3	6
20-Corse	1	1	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	2
21-Côte-d'Or	5	5	0	0	0	10	19	1	0	0	0	0	0	20	30
22-Côtes-d'Armor	1	1	0	0	0	2	15	7	0	0	0	0	0	22	24
23-Creuse	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9	9	9
24-Dordogne	1	2	0	0	0	3	6	1	4	0	0	0	0	11	14
25-Doubs	6	6	0	0	0	12	22	9	1	0	1	0	0	33	45
26-Drôme	0	17	1	0	0	18	30	1	0	0	0	0	0	31	49
27-Eure	1	3	1	0	0	5	31	7	1	4	0	0	0	43	48
28-Eure-et-Loir	1	3	2	0	0	6	22	4	0	1	0	0	9	36	42
29-Finistère	4	5	0	2	0	11	39	7	0	1	0	0	20	67	78
30-Gard	6	10	0	0	0	16	41	2	1	1	0	0	0	45	61
31-Haute-Garonne	5	18	0	0	0	23	41	9	7	2	1	0	0	60	83
32-Gers	1	1	0	0	0	2	5	0	0	0	0	0	0	5	7
33-Gironde	2	9	1	0	0	12	38	19	0	0	0	0	24	81	93
34-Hérault	8	16	1	0	0	25	16	2	1	0	1	0	0	20	45
35-Ille-et-Vilaine	2	7	0	0	0	9	67	16	1	3	1	0	0	88	97
36-Indre	2	5	0	0	0	7	11	1	0	0	0	0	0	12	19

ANNEXE 2.9 (2/3) Modalités d'accueil des pupilles de l'État au 31 décembre, situation par département

Départements	Confiés en vue d'adoption						Non confiés en vue d'adoption								Total des modes d'accueil (I + II)
	Famille d'accueil	Famille agréée du département	Famille agréée hors département	Famille naturelle	Autres	Total I	Famille d'accueil	Établissement	Établissement et famille d'accueil	Famille naturelle ou parrainage	Logement autonome	Accueil durable et bénévole	Non réponse	Total II	
37-Indre-et-Loire	5	5	0	0	0	10	12	9	0	0	0	0	0	21	31
38-Isère	5	12	0	0	0	17	68	15	0	5	1	0	0	89	106
39-Jura	2	2	0	0	0	4	4	0	0	0	0	0	0	4	8
40-Landes	0	6	1	0	0	7	9	0	0	0	0	0	0	9	16
41-Loir-et-Cher	0	2	0	0	0	2	12	2	0	0	0	0	0	14	16
42-Loire	1	3	2	0	0	6	37	6	0	1	0	0	0	44	50
43-Haute-Loire	0	0	0	0	0	0	3	7	1	0	0	0	0	11	11
44-Loire-Atlantique	6	18	0	0	0	24	46	23	0	3	1	0	0	73	97
45-Loiret	2	5	2	0	0	9	28	12	0	7	0	0	0	47	56
46-Lot	0	1	0	0	0	1	4	0	0	0	0	0	0	4	5
47-Lot-et-Garonne	3	0	0	0	0	3	6	1	0	0	0	0	0	7	10
48-Lozère	0	1	0	0	0	1	0	1	0	2	0	0	0	3	4
49-Maine-et-Loire	15	19	2	0	0	36	64	22	13	1	1	0	14	115	151
50-Manche	5	7	1	0	0	13	14	1	0	0	0	0	0	15	28
51-Marne	1	9	3	0	0	13	32	5	0	0	1	0	3	41	54
52-Haute-Marne	2	4	0	0	0	6	19	4	2	1	0	0	1	27	33
53-Mayenne	0	0	0	0	0	0	13	1	0	0	0	0	2	16	16
54-Meurthe-et-Moselle	7	12	1	0	0	20	88	55	1	1	0	0	2	147	167
55-Meuse	2	0	3	0	0	5	19	5	1	2	0	0	0	27	32
56-Morbihan	1	8	1	0	0	10	68	11	0	3	0	0	0	82	92
57-Moselle	5	25	2	0	0	32	21	31	2	0	0	0	0	54	86
58-Nièvre	3	3	0	0	0	6	26	2	0	1	0	0	0	29	35
59-Nord	26	54	2	0	0	82	307	58	11	1	1	0	0	378	460
60-Oise	1	7	0	0	0	8	21	12	1	0	0	0	0	34	42
61-Orne	2	3	2	0	0	7	21	7	3	0	0	0	2	33	40
62-Pas-de-Calais	26	31	7	0	1	65	94	23	1	0	0	0	122	240	305
63-Puy-de-Dôme	2	5	0	0	0	7	20	4	0	0	0	0	0	24	31
64-Pyrénées-Atlantiques	3	7	0	0	0	10	7	3	0	0	0	0	0	10	20
65-Hautes-Pyrénées	4	4	0	0	0	8	4	0	0	0	0	0	3	7	15
66-Pyrénées-Orientales	4	7	0	0	0	11	13	8	1	0	0	0	0	22	33
67-Bas-Rhin	1	10	2	0	0	13	52	12	1	4	0	0	0	69	82
68-Haut-Rhin	1	8	0	0	0	9	51	25	6	1	1	2	0	86	95
69-Rhône	2	10	0	0	0	12	52	11	3	0	0	0	1	67	79
70-Haute-Saône	3	1	2	0	0	6	18	1	0	4	0	0	0	23	29
71-Saône-et-Loire	2	5	2	0	1	10	31	12	0	0	0	0	0	43	53
72-Sarthe	4	11	1	0	0	16	13	2	0	0	0	0	7	22	38

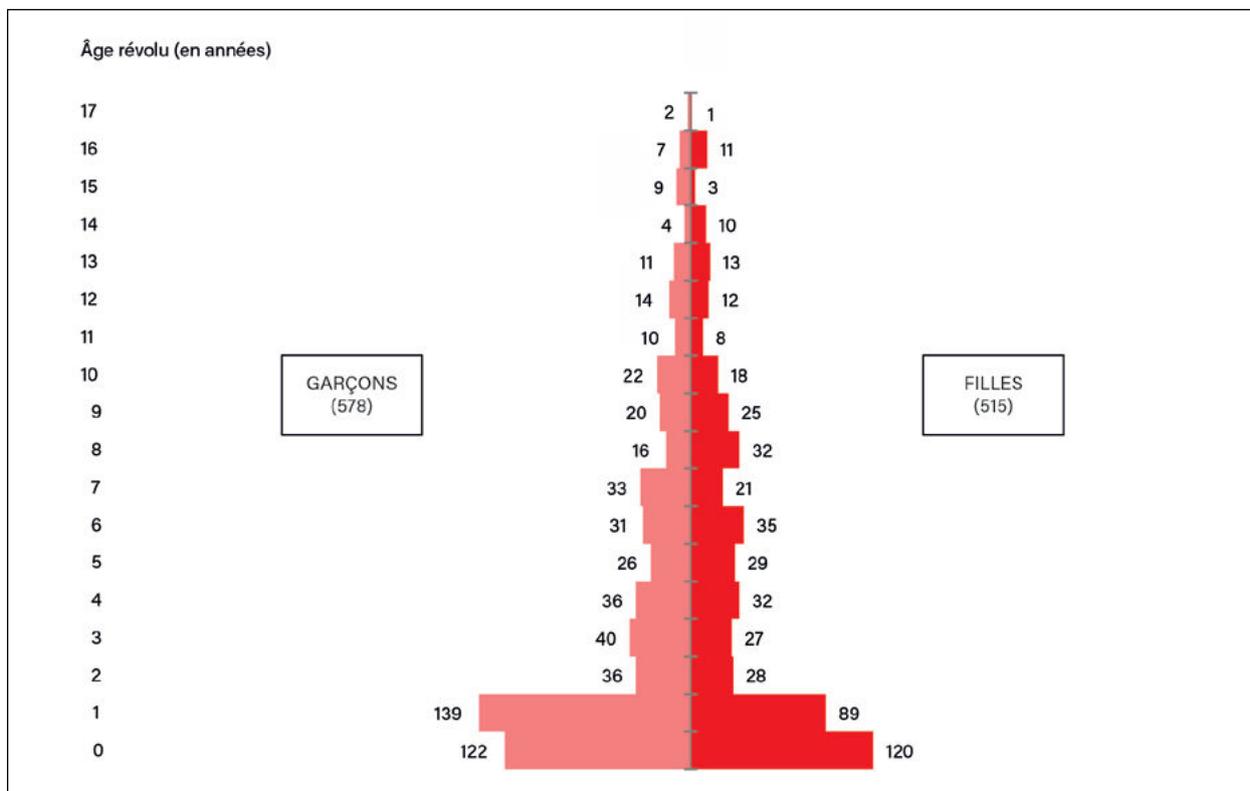
ANNEXE 2.9 (3/3) Modalités d'accueil des pupilles de l'État au 31 décembre, situation par département

Départements	Confiés en vue d'adoption						Non confiés en vue d'adoption								Total des modes d'accueil (I + II)
	Famille d'accueil	Famille agréée du département	Famille agréée hors département	Famille naturelle	Autres	Total I	Famille d'accueil	Établissement	Établissement et famille d'accueil	Famille naturelle ou parrainage	Logement autonome	Accueil durable et bénévole	Non réponse	Total II	
73-Savoie	1	4	1	0	0	6	17	2	0	0	0	0	0	19	25
74-Haute-Savoie	2	4	0	0	0	6	19	14	0	0	0	0	0	33	39
75-Paris	3	19	1	0	0	23	56	9	3	3	0	0	12	83	106
76-Seine-Maritime	3	11	1	0	0	15	48	11	0	1	0	0	0	60	75
77-Seine-et-Marne	8	10	0	0	0	18	49	2	2	1	0	0	0	54	72
78-Yvelines	8	9	2	0	0	19	34	14	3	2	1	0	0	54	73
79-Deux-Sèvres	0	9	0	0	0	9	24	5	0	1	0	0	0	30	39
80-Somme	4	8	0	0	0	12	20	0	0	0	0	0	11	31	43
81-Tarn	3	3	0	0	0	6	3	0	0	0	0	0	0	3	9
82-Tarn-et-Garonne	2	3	0	0	0	5	30	1	0	0	0	0	0	31	36
83-Var	11	18	0	0	0	29	31	21	0	0	0	0	0	52	81
84-Vaucluse	0	2	0	0	0	2	24	9	1	2	0	0	2	38	40
85-Vendée	3	4	0	0	0	7	24	9	0	0	1	0	0	34	41
86-Vienne	1	1	1	0	0	3	7	3	1	0	0	0	0	11	14
87-Haute-Vienne	3	8	0	0	0	11	11	6	0	0	0	0	0	17	28
88-Vosges	4	6	2	0	0	12	4	5	16	0	0	0	0	25	37
89-Yonne	1	0	0	0	0	1	7	2	7	1	0	0	9	26	27
90-Territoire-de-Belfort	0	1	1	0	0	2	7	0	0	0	0	0	0	7	9
91-Essonne	6	15	2	0	0	23	56	11	0	0	0	0	0	67	90
92-Hauts-de-Seine	2	11	2	0	0	15	37	5	1	1	0	0	0	44	59
93-Seine-Saint-Denis	3	10	3	0	0	16	57	15	1	0	0	0	0	73	89
94-Val-de-Marne	3	14	3	0	0	20	20	9	3	2	0	0	0	34	54
95-Val-d'Oise	6	5	0	0	0	11	44	13	0	0	0	0	8	65	76
FRANCE MÉTROPOLITAINE	299	684	75	3	2	1063	2760	754	143	81	13	2	262	4015	5078
971-Guadeloupe	1	2	0	0	0	3	5	0	0	0	0	0	0	5	8
972-Martinique	0	1	0	0	0	1	0	3	0	0	0	0	0	3	4
973-Guyane	0	8	0	0	0	8	11	0	0	0	0	0	0	11	19
974-Réunion	1	7	0	0	0	8	33	6	0	0	0	0	0	39	47
976-Mayotte	5	3	2	0	0	10	3	1	0	0	0	0	0	4	14
FRANCE ENTIÈRE	306	705	77	3	2	1093	2812	764	143	81	13	2	262	4077	5170

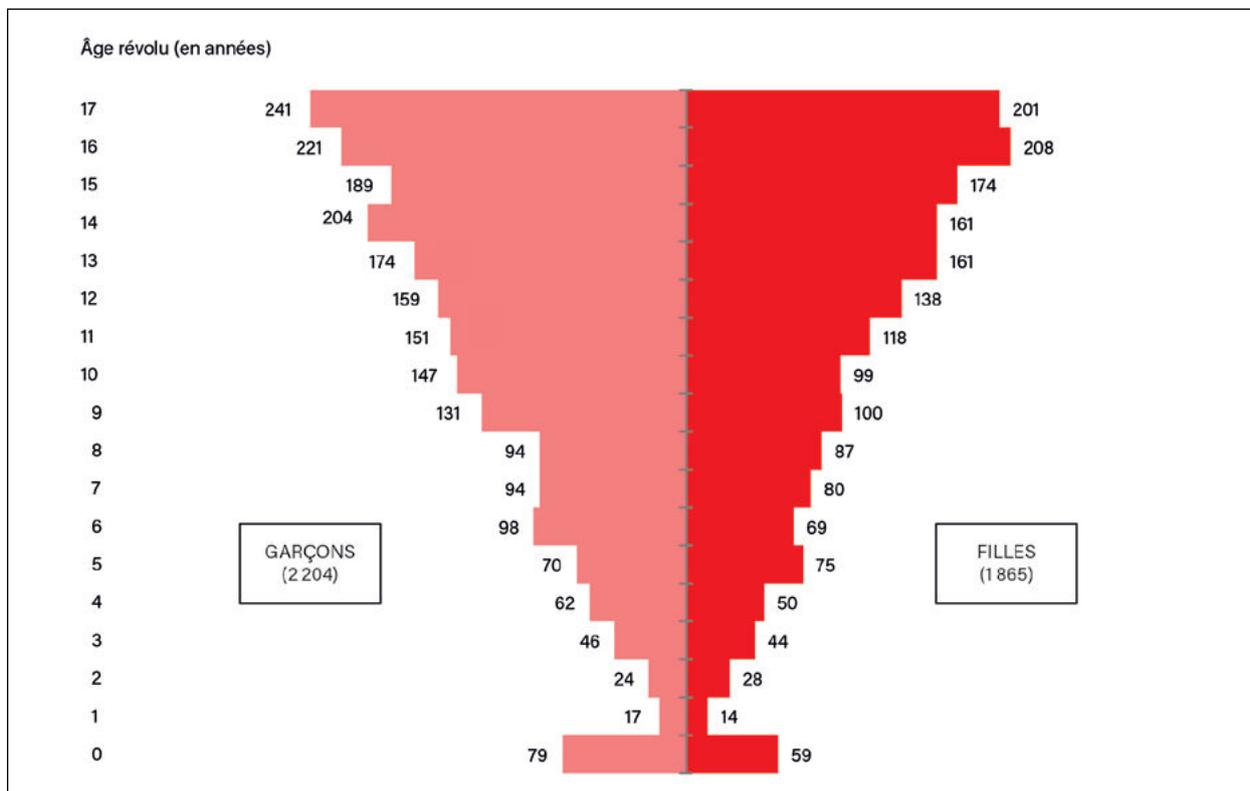
ANNEXE 2.10 **Modalités d'accueil des pupilles de l'État au 31 décembre 2023,**
situation par année de naissance

Année de naissance	Confiés en vue d'adoption						Non confiés en vue d'adoption							Total des modes d'accueil (I + II)	
	Famille d'accueil	Famille agréée du département	Famille agréée hors département	Famille naturelle	Autres	Total I	Famille d'accueil	Établissement	Établissement et famille d'accueil	Famille naturelle ou parrainage	Logement autonome	Accueil durable et bénévole	Non réponse		Total II
2006	3	0	0	0	0	3	266	120	19	13	9	0	15	442	445
2007	16	1	1	0	0	18	267	116	15	10	3	0	18	429	447
2008	12	0	0	0	0	12	224	92	17	9	0	1	20	363	375
2009	12	2	0	0	0	14	235	91	10	12	0	0	17	365	379
2010	15	5	4	0	0	24	227	74	12	8	0	0	14	335	359
2011	18	4	4	0	0	26	205	55	15	1	0	0	21	297	323
2012	12	4	2	0	0	18	185	41	18	5	0	0	20	269	287
2013	20	11	8	0	1	40	182	36	9	5	0	0	14	246	286
2014	28	12	4	1	0	45	177	27	5	1	1	0	20	231	276
2015	24	20	4	0	0	48	137	22	6	5	0	0	11	181	229
2016	28	21	4	1	0	54	139	15	2	0	0	1	17	174	228
2017	32	28	6	0	0	66	125	19	4	4	0	0	15	167	233
2018	30	22	3	0	0	55	115	9	2	2	0	0	17	145	200
2019	29	33	5	0	1	68	87	7	3	2	0	0	13	112	180
2020	12	45	10	0	0	67	62	9	5	1	0	0	13	90	157
2021	3	57	5	0	0	65	41	4	0	2	0	0	5	52	117
2022	6	211	10	1	0	228	26	5	0	0	0	0	0	31	259
2023	6	229	7	0	0	242	112	22	1	1	0	0	4	140	382
Non renseignée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8	8	8
TOTAL	306	705	77	3	2	1093	2812	764	143	81	13	2	262	4077	5170
Âge moyen au 31 décembre 2023	8,3	2,2	5,6	5,7	6,5	4,7	10,7	12,7	12,1	12,3	16,2	11,0	9,9	11,7	10,2

ANNEXE 2.10 bis **Pyramide des âges des pupilles des l'État confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2023**



Pyramide des âges des pupilles des l'État non confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2023



ANNEXE 2.11 Modalités d'accueil des pupilles de l'État au 31 décembre 2023, situation par âge lors de l'admission

Âge lors de l'admission	Confiés en vue d'adoption						Non confiés en vue d'adoption							Total des modes d'accueil (I + II)	
	Famille d'accueil	Famille agréée du département	Famille agréée hors département	Famille naturelle	Autres	Total I	Famille d'accueil	Établissement	Établissement et famille d'accueil	Famille naturelle ou parrainage	Logement autonome	Accueil durable et bénévolé	Non réponse		Total II
0 an	19	550	28	1	0	598	184	41	4	3	0	0	5	237	835
1 an	11	17	3	0	0	31	56	8	1	3	0	1	6	75	106
2 ans	31	23	9	0	1	64	92	10	4	2	0	0	11	119	183
3 ans	42	20	6	0	0	68	116	18	5	2	0	0	13	154	222
4 ans	30	25	3	1	0	59	183	19	8	4	0	0	16	230	289
5 ans	26	15	6	0	0	47	193	29	7	3	0	0	20	252	299
6 ans	26	21	2	0	1	50	207	27	8	1	0	0	11	254	304
7 ans	19	7	6	1	0	33	212	31	12	3	1	0	14	273	306
8 ans	24	10	8	0	0	42	233	63	13	3	0	0	19	331	373
9 ans	18	3	2	0	0	23	229	67	15	6	0	0	18	335	358
10 ans	12	4	0	0	0	16	197	61	16	1	0	0	12	287	303
11 ans	13	3	2	0	0	18	195	77	12	7	0	0	23	314	332
12 ans	9	0	0	0	0	9	204	76	13	12	1	0	20	326	335
13 ans	10	0	0	0	0	10	155	60	11	6	1	1	16	250	260
14 ans	6	0	0	0	0	6	138	59	4	9	1	0	14	225	231
15 ans	3	1	0	0	0	4	101	62	6	4	2	0	18	193	197
16 ans	2	0	0	0	0	2	72	39	3	6	6	0	15	141	143
17 ans	5	6	2	0	0	13	45	17	1	6	1	0	3	73	86
Non renseigné	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8	8	8
TOTAL	306	705	77	3	2	1093	2 812	764	143	81	13	2	262	4 077	5 170
Âge moyen lors de l'admission	5,9	1,1	3,3	3,7	4,0	2,6	8,1	10,0	8,8	10,4	14,5	7,0	9,0	8,6	7,4

Pourcentages

Âge lors de l'admission	Confiés en vue d'adoption						Non confiés en vue d'adoption							Total des modes d'accueil (I + II)	
	Famille d'accueil	Famille agréée du département	Famille agréée hors département	Famille naturelle	Autres	Total I	Famille d'accueil	Établissement	Établissement et famille d'accueil	Famille naturelle ou parrainage	Logement autonome	Accueil durable et bénévolé	Non réponse		Total II
Moins d'1 an	2,3	65,9	3,4	0,1	0,0	71,6	22,0	4,9	0,5	0,4	0,0	0,0	0,6	28,4	100
1-4 ans	14,3	10,6	2,6	0,1	0,1	27,8	55,9	6,9	2,3	1,4	0,0	0,1	5,8	72,3	100
5-9 ans	6,9	3,4	1,5	0,1	0,1	11,9	65,5	13,2	3,4	1,0	0,1	0,0	5,0	88,1	100
10 ans ou plus	3,2	0,7	0,2	0,0	0,0	4,1	58,7	23,9	3,5	2,7	0,6	0,1	6,4	95,9	100
TOTAL	5,9	13,6	1,5	0,1	0,0	21,1	54,4	14,8	2,8	1,6	0,3	0,0	5,1	78,9	100

ANNEXE 2.12 Modalités d'accueil des pupilles de l'État au 31 décembre 2023, situation par durée de prise en charge à l'ASE avant l'admission

Durée de présence à l'ASE avant admission	Confiés en vue d'adoption						Non confiés en vue d'adoption								Total des modes d'accueil (I + II)
	Famille d'accueil	Famille agréée du département	Famille agréée hors département	Famille naturelle	Autres	Total I	Famille d'accueil	Établissement	Établissement et famille d'accueil	Famille naturelle ou parrainage	Logement autonome	Accueil durable et bénévole	Non réponse	Total II	
Admission directe	16	528	27	1	0	572	156	34	1	3	0	0	4	198	770
Moins d'1 an	11	35	5	0	0	51	265	102	15	23	2	1	12	420	471
1 an	11	17	6	0	0	34	92	32	6	3	2	1	12	148	182
2 ans	29	25	7	0	1	62	174	47	7	7	0	0	15	250	312
3 ans	40	18	8	0	0	66	198	42	10	6	0	0	32	288	354
4 ans	38	26	5	1	0	70	260	50	13	3	0	0	13	339	409
5 ans	26	10	8	1	0	45	231	53	19	2	0	0	23	328	373
6 ans	13	7	1	0	1	22	221	59	12	5	1	0	15	313	335
7 ans	11	1	3	0	0	15	196	38	7	3	1	0	10	255	270
8 ans	18	2	2	0	0	22	184	48	9	4	1	0	16	262	284
9 ans	9	1	0	0	0	10	154	43	8	2	0	0	11	218	228
10 ans	14	4	0	0	0	18	105	40	9	1	1	0	6	162	180
11 ans	6	0	0	0	0	6	108	35	8	1	1	0	5	158	164
12 ans	10	0	0	0	0	10	84	25	7	2	0	0	10	128	138
13 ans	6	0	0	0	0	6	55	15	1	1	0	0	3	75	81
14 ans	5	0	0	0	0	5	51	11	1	3	0	0	6	72	77
15 ans	3	0	0	0	0	3	47	11	0	1	0	0	3	62	65
16 ans	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	2	2
17 ans	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1
Non réponse	40	31	5	0	0	76	229	79	10	11	4	0	65	398	474
TOTAL	306	705	77	3	2	1093	2812	764	143	81	13	2	262	4077	5170
Durée moyenne de présence à l'ASE avant admission (en années)	5,5	2,7	3,3	4,5	4,0	4,3	5,8	5,7	5,7	4,1	4,9	0,5	5,8	5,8	5,6

Pourcentages

Durée de présence à l'ASE avant admission	Confiés en vue d'adoption						Non confiés en vue d'adoption								Total des modes d'accueil (I + II)
	Famille d'accueil	Famille agréée du département	Famille agréée hors département	Famille naturelle	Autres	Total I	Famille d'accueil	Établissement	Établissement et famille d'accueil	Famille naturelle ou parrainage	Logement autonome	Accueil durable et bénévole	Non réponse	Total II	
Admission directe	2,1	68,6	3,5	0,1	0,0	74,3	20,3	4,4	0,1	0,4	0,0	0,0	0,5	25,7	100
0-4 ans	7,5	7,0	1,8	0,1	0,1	0,0	57,2	15,8	3,0	2,4	0,2	0,1	4,9	83,6	100
5-9 ans	5,2	1,4	0,9	0,1	0,1	7,7	66,2	16,2	3,7	1,1	0,2	0,0	5,0	92,3	100
10 ans ou plus	6,2	0,6	0,0	0,0	0,0	6,8	63,8	19,4	3,7	1,3	0,3	0,0	4,8	93,2	100
TOTAL	5,9	13,6	1,5	0,1	0,0	21,1	54,4	14,8	2,8	1,6	0,3	0,0	5,1	78,9	100

ANNEXE 2.13 Modalités d'accueil des pupilles de l'État au 31 décembre 2023, situation par condition d'admission

Conditions d'admission	Confiés en vue d'adoption						Non confiés en vue d'adoption							Total des modes d'accueil (I + II)	
	Famille d'accueil	Famille agréée du département	Famille agréée hors département	Famille naturelle	Autres	Total I	Famille d'accueil	Établissement	Établissement et famille d'accueil	Famille naturelle ou parrainage	Logement autonome	Accueil durable et bénévolé	Non réponse		Total II
Absence de filiation (1°)	18	515	23	1	0	557	144	34	1	1	0	1	2	183	740
Remis par personnes qualifiées (2°)	16	25	5	0	0	46	126	30	2	2	0	0	5	165	211
Remis par un parent (3°)	14	20	5	0	0	39	134	37	10	4	2	0	4	191	230
Orphelins (4°)	7	11	1	1	0	20	276	117	16	39	4	1	23	476	496
Retrait total de l'autorité parentale (5°)	22	10	4	0	0	36	330	147	16	8	3	0	29	533	569
Déclaration judiciaire de délaissement parental (6°)	229	124	39	1	2	395	1802	399	98	27	4	0	199	2 529	2 924
TOTAL	306	705	77	3	2	1 093	2 812	764	143	81	13	2	262	4 077	5 170

Pourcentages

Conditions d'admission	Confiés en vue d'adoption						Non confiés en vue d'adoption							Total des modes d'accueil (I + II)	
	Famille d'accueil	Famille agréée du département	Famille agréée hors département	Famille naturelle	Autres	Total I	Famille d'accueil	Établissement	Établissement et famille d'accueil	Famille naturelle ou parrainage	Logement autonome	Accueil durable et bénévolé	Non réponse		Total II
Absence de filiation (1°)	2,4	69,6	3,1	0,1	0,0	75,3	19,5	4,6	0,1	0,1	0,0	0,1	0,3	24,7	100
Remis par personnes qualifiées (2°)	7,6	11,8	2,4	0,0	0,0	21,8	59,7	14,2	0,9	0,9	0,0	0,0	2,4	78,2	100
Remis par un parent (3°)	6,1	8,7	2,2	0,0	0,0	17,0	58,3	16,1	4,3	1,7	0,9	0,0	1,7	83,0	100
Orphelins (4°)	1,4	2,2	0,2	0,2	0,0	4,0	55,6	23,6	3,2	7,9	0,8	0,2	4,6	96,0	100
Retrait total de l'autorité parentale (5°)	3,9	1,8	0,7	0,0	0,0	6,3	58,0	25,8	2,8	1,4	0,5	0,0	5,1	93,7	100
Déclaration judiciaire de délaissement parental (6°)	7,8	4,2	1,3	0,0	0,1	13,5	61,6	13,6	3,4	0,9	0,1	0,0	6,8	86,5	100
TOTAL	5,9	13,6	1,5	0,1	0,0	21,1	54,4	14,8	2,8	1,6	0,3	0,0	5,1	78,9	100

ANNEXE 2.14 (1/3) Motifs d'absence de projet d'adoption pour les pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2023, situation par département

Départements	Absence de famille adoptante convenant à la situation de l'enfant en raison de :			Placement inadapté à la situation du pupille en raison de :							Placement en cours de traitement, dont :		Non réponse	Total
	État de santé ou de handicap	Âge	Fratrie	Pupille à titre provisoire	Bonne insertion dans la famille d'accueil	Maintien des liens familiaux ou tutelle	Recours ou situation conflictuelle	Séquelles psychologiques de l'enfant	Échec d'adoption ou de placement	Refus de l'enfant	Projet en cours ou préparation de l'enfant à son adoption	Recherche large de familles adoptantes		
01-Ain	3	9	1	0	3	1	1	0	0	0	9	0	0	27
02-Aisne	7	11	3	0	10	0	0	9	3	8	17	0	0	68
03-Allier	9	8	0	0	3	0	4	0	0	0	6	0	2	32
04-Alpes-de-Haute-Provence	0	2	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7
05-Hautes-Alpes	0	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4
06-Alpes-Maritimes	8	15	5	1	1	1	1	2	0	0	4	0	0	38
07-Ardèche	0	3	0	0	0	0	0	3	0	0	1	0	1	8
08-Ardenne	4	5	0	3	5	0	0	3	0	0	1	0	0	21
09-Ariège	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10-Aube	0	3	0	3	6	0	0	3	1	0	5	0	4	25
11-Aude	19	23	0	0	2	1	0	1	0	0	7	0	2	55
12-Aveyron	1	2	0	0	2	0	0	2	0	3	3	0	2	15
13-Bouches-du-Rhône	25	35	10	5	1	5	0	13	0	1	14	0	0	109
14-Calvados	5	12	4	1	8	5	0	16	0	5	22	0	1	79
15-Cantal	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3
16-Charente	3	10	5	0	1	0	0	4	0	0	1	0	0	24
17-Charente-Maritime	8	14	7	2	7	1	2	1	1	2	21	0	0	66
18-Cher	1	11	0	0	0	0	5	0	0	1	2	0	0	20
19-Corrèze	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	2	0	0	3
20-Corse	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21-Côte-d'Or	2	7	0	0	1	3	1	3	1	0	2	0	0	20
22-Côtes-d'Armor	1	6	0	1	4	0	1	1	0	0	8	0	0	22
23-Creuse	0	9	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9
24-Dordogne	2	0	6	0	2	0	0	0	0	0	1	0	0	11
25-Doubs	0	6	3	0	5	2	0	11	1	1	4	0	0	33
26-Drôme	2	21	0	1	1	1	0	0	0	0	5	0	0	31
27-Eure	5	6	0	1	14	4	1	5	0	0	7	0	0	43
28-Eure-et-Loir	2	2	9	0	3	3	1	5	0	0	4	0	7	36
29-Finistère	6	25	0	0	2	1	0	0	1	1	11	0	20	67
30-Gard	0	29	0	2	7	1	0	0	0	0	6	0	0	45
31-Haute-Garonne	11	19	7	2	9	1	1	0	1	2	7	0	0	60
32-Gers	0	0	0	0	0	1	0	1	0	1	2	0	0	5
33-Gironde	4	22	0	2	1	0	0	10	1	1	16	0	24	81
34-Hérault	2	2	0	0	4	1	3	4	0	1	3	0	0	20
35-Ille-et-Vilaine	10	34	9	0	14	3	3	3	0	5	6	1	0	88
36-Indre	0	1	5	0	0	0	0	1	0	0	5	0	0	12
37-Indre-et-Loire	5	4	6	1	2	0	1	1	0	0	1	0	0	21

ANNEXE 2.14 (2/3) Motifs d'absence de projet d'adoption pour les pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2023, situation par département

Départements	Absence de famille adoptante convenant à la situation de l'enfant en raison de :			Placement inadapté à la situation du pupille en raison de :							Placement en cours de traitement, dont :		Non réponse	Total
	État de santé ou de handicap	Âge	Fratrie	Pupille à titre provisoire	Bonne insertion dans la famille d'accueil	Maintien des liens familiaux ou tutelle	Recours ou situation conflictuelle	Séquelles psychologiques de l'enfant	Échec d'adoption ou de placement	Refus de l'enfant	Projet en cours ou préparation de l'enfant à son adoption	Recherche large de familles adoptantes		
38-Isère	6	26	28	3	6	4	3	5	1	1	5	1	0	89
39-Jura	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	4
40-Landes	0	5	0	0	0	1	0	0	0	0	3	0	0	9
41-Loir-et-Cher	0	0	0	0	2	4	1	1	1	0	5	0	0	14
42-Loire	3	11	2	1	8	1	1	4	0	3	10	0	0	44
43-Haute-Loire	3	1	0	0	2	0	0	0	0	4	0	1	0	11
44-Loire-Atlantique	12	27	18	1	3	1	0	1	1	2	6	1	0	73
45-Loiret	1	23	9	1	1	5	1	1	0	0	5	0	0	47
46-Lot	0	0	3	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	4
47-Lot-et-Garonne	1	4	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	7
48-Lozère	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3
49-Maine-et-Loire	5	36	18	2	8	0	1	7	0	0	23	1	14	115
50-Manche	2	1	0	0	0	0	2	3	1	3	3	0	0	15
51-Marne	6	11	7	0	4	0	0	2	1	2	7	0	1	41
52-Haute-Marne	1	18	2	0	3	0	1	0	0	0	2	0	0	27
53-Mayenne	6	1	1	1	1	2	0	1	0	0	3	0	0	16
54-Meurthe-et-Moselle	22	61	10	0	15	2	0	7	0	0	26	1	3	147
55-Meuse	0	8	0	4	1	2	0	0	0	1	9	0	2	27
56-Morbihan	11	42	7	0	1	1	1	6	2	0	11	0	0	82
57-Moselle	9	20	10	1	3	2	1	1	0	4	3	0	0	54
58-Nièvre	8	10	2	0	2	2	0	4	0	1	0	0	0	29
59-Nord	20	133	16	14	85	36	5	8	1	6	52	2	0	378
60-Oise	3	23	0	0	2	0	0	0	0	0	6	0	0	34
61-Orne	5	19	0	1	0	0	0	0	0	0	3	2	3	33
62-Pas-de-Calais	13	35	55	1	20	0	1	5	1	0	40	0	69	240
63-Puy-de-Dôme	3	7	2	1	7	2	0	0	0	2	0	0	0	24
64-Pyrénées-Atlantiques	1	8	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	10
65-Hautes-Pyrénées	2	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	3	7
66-Pyrénées-Orientales	3	6	2	0	3	0	0	2	2	2	2	0	0	22
67-Bas-Rhin	8	25	5	2	8	1	2	2	0	0	13	0	3	69
68-Haut-Rhin	14	41	1	4	4	4	1	10	3	0	3	1	0	86
69-Rhône	8	23	3	2	5	2	0	4	0	1	14	0	5	67
70-Haute-Saône	2	2	0	4	0	2	0	9	0	0	4	0	0	23
71-Saône-et-Loire	0	9	0	2	11	3	1	4	0	0	8	0	5	43
72-Sarthe	2	1	5	1	0	0	0	0	1	1	4	0	7	22
73-Savoie	4	1	0	0	0	0	0	4	0	8	2	0	0	19
74-Haute-Savoie	1	21	0	0	5	0	0	1	0	0	5	0	0	33

ANNEXE 2.14 (3/3) Motifs d'absence de projet d'adoption pour les pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2023, situation par département

Départements	Absence de famille adoptante convenant à la situation de l'enfant en raison de :			Placement inadapté à la situation du pupille en raison de :							Placement en cours de traitement, dont :		Non réponse	Total
	État de santé ou de handicap	Âge	Fratrie	Pupille à titre provisoire	Bonne insertion dans la famille d'accueil	Maintien des liens familiaux ou tutelle	Recours ou situation conflictuelle	Séquelles psychologiques de l'enfant	Échec d'adoption ou de placement	Refus de l'enfant	Projet en cours ou préparation de l'enfant à son adoption	Recherche large de familles adoptantes		
75-Paris	16	27	0	2	3	5	0	3	0	0	16	0	11	83
76-Seine-Maritime	14	11	3	0	5	0	1	2	0	2	20	1	1	60
77-Seine-et-Marne	3	15	14	8	2	6	0	0	0	2	4	0	0	54
78-Yvelines	7	16	2	0	15	1	1	0	1	0	11	0	0	54
79-Deux-Sèvres	1	5	2	1	1	0	2	7	0	3	8	0	0	30
80-Somme	6	7	7	4	0	0	0	0	0	0	6	0	1	31
81-Tarn	0	0	2	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3
82-Tarn-et-Garonne	8	15	2	0	4	0	0	0	1	0	1	0	0	31
83-Var	6	17	4	0	2	2	4	6	2	3	5	1	0	52
84-Vaucluse	0	9	3	6	3	5	3	4	0	1	4	0	0	38
85-Vendée	5	16	3	0	2	3	0	4	0	0	1	0	0	34
86-Vienne	2	1	0	0	4	0	0	2	0	0	2	0	0	11
87-Haute-Vienne	3	0	0	0	0	0	1	9	0	0	4	0	0	17
88-Vosges	3	8	0	0	0	0	0	0	2	0	12	0	0	25
89-Yonne	2	1	7	0	3	1	0	0	0	0	3	0	9	26
90-Territoire-de-Belfort	0	0	0	1	0	0	0	1	0	2	3	0	0	7
91-Essonnes	8	15	5	2	8	0	0	7	0	4	18	0	0	67
92-Hauts-de-Seine	8	11	5	0	6	2	2	6	0	3	1	0	0	44
93-Seine-Saint-Denis	14	22	4	0	5	1	1	2	1	5	16	2	0	73
94-Val-de-Marne	5	18	5	1	0	0	0	0	1	0	4	0	0	34
95-Val-d'Oise	3	7	2	4	15	0	0	5	0	11	10	0	8	65
FRANCE MÉTROPOLITAINE	444	1249	361	103	408	138	63	252	33	109	632	15	208	4 015
971-Guadeloupe	1	0	0	2	0	0	0	0	0	0	2	0	0	5
972-Martinique	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	1	0	0	3
973-Guyane	0	2	0	1	2	0	0	3	0	0	3	0	0	11
974-Réunion	4	3	19	1	2	1	1	0	2	3	3	0	0	39
976-Mayotte	2	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4
FRANCE ENTIÈRE	452	1254	381	109	412	139	64	255	35	112	641	15	208	4 077

ANNEXE 2.15 Motifs d'absence de projet d'adoption pour les pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption au 31 décembre, situation par année de naissance

Année de naissance	Absence de famille adoptante convenant à la situation de l'enfant en raison de :			Placement inadapté à la situation du pupille en raison de :							Placement en cours de traitement, dont :		Non réponse	Total
	État de santé ou de handicap	Âge	Fratrie	Pupille à titre provisoire	Bonne insertion dans la famille d'accueil	Maintien des liens familiaux ou tutelle	Recours ou situation conflictuelle	Séquelles psychologiques de l'enfant	Échec d'adoption ou de placement	Refus de l'enfant	Projet en cours ou préparation de l'enfant à son adoption	Recherche large de familles adoptantes		
2006	42	266	25	6	39	10	1	20	2	9	13	0	9	442
2007	35	231	24	7	35	20	4	19	3	16	21	0	14	429
2008	38	182	27	1	30	13	0	19	3	17	19	0	14	363
2009	33	150	42	8	38	8	6	28	5	10	28	0	9	365
2010	35	134	35	5	35	20	3	22	2	15	18	0	11	335
2011	44	78	39	3	43	8	4	31	8	7	17	0	15	297
2012	40	72	37	8	33	9	2	18	2	7	32	0	9	269
2013	38	53	30	1	27	12	5	28	7	10	23	2	10	246
2014	32	34	36	5	30	9	3	17	1	6	46	2	10	231
2015	23	19	21	1	33	10	5	9	0	6	42	0	12	181
2016	22	13	18	2	26	4	5	12	1	5	49	0	17	174
2017	14	11	16	3	20	7	6	11	0	3	55	2	19	167
2018	22	2	14	3	10	4	6	9	0	1	55	1	18	145
2019	8	2	9	8	10	2	5	8	0	0	49	1	10	112
2020	11	2	3	3	3	3	3	3	0	0	43	2	14	90
2021	4	4	4	2	0	0	3	0	1	0	27	2	5	52
2022	4	0	0	4	0	0	1	1	0	0	19	2	0	31
2023	7	1	1	39	0	0	2	0	0	0	85	1	4	140
Non renseignée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8	8
TOTAL	452	1254	381	109	412	139	64	255	35	112	641	15	208	4077
Âge moyen au 31 décembre 2023	11,5	14,6	11,7	6,6	12,0	12,2	8,7	11,9	12,7	13,2	7,2	5,2	9,6	11,7

ANNEXE 2.16 Motifs de l'absence de projet d'adoption pour les pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2023, situation par âge lors de l'admission

Âge lors de l'admission	Absence de famille adoptante convenant à la situation de l'enfant en raison de :			Placement inadapté à la situation du pupille en raison de :							Placement en cours de traitement, dont :		Non réponse	Total
	État de santé ou de handicap	Âge	Fratrie	Pupille à titre provisoire	Bonne insertion dans la famille d'accueil	Maintien des liens familiaux ou tutelle	Recours ou situation conflictuelle	Séquelles psychologiques de l'enfant	Échec d'adoption ou de placement	Refus de l'enfant	Projet en cours ou préparation de l'enfant à son adoption	Recherche large de familles adoptantes		
0 an	42	9	1	50	4	4	8	1	0	1	109	4	4	237
1 an	15	3	7	4	2	1	2	2	1	0	31	3	4	75
2 ans	25	4	10	0	5	5	4	6	0	1	45	2	12	119
3 ans	31	6	16	2	15	3	9	9	1	2	48	2	10	154
4 ans	31	9	20	5	24	6	3	17	3	7	90	1	14	230
5 ans	35	22	29	3	36	12	8	25	4	4	52	0	22	252
6 ans	24	29	30	4	49	9	8	20	5	12	47	0	17	254
7 ans	45	45	32	1	47	14	3	23	3	7	41	0	11	272
8 ans	43	64	57	3	42	16	5	23	8	16	40	1	13	331
9 ans	32	106	39	5	43	13	3	38	3	14	26	1	12	335
10 ans	27	119	37	1	35	10	0	16	2	14	20	0	6	287
11 ans	28	137	28	8	32	7	2	27	2	6	22	0	15	314
12 ans	25	159	26	5	33	12	5	16	2	9	19	0	15	326
13 ans	14	142	17	6	16	10	1	8	0	8	17	0	11	250
14 ans	14	135	10	5	14	8	2	9	0	7	11	0	10	225
15 ans	9	129	9	2	7	6	1	4	0	3	10	0	13	193
16 ans	7	99	5	3	6	2	0	2	0	1	8	0	8	141
17 ans	5	37	8	2	2	1	0	9	1	0	5	1	3	74
Non renseigné	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8	8
TOTAL	452	1254	381	109	412	139	64	255	35	112	641	15	200	4 077
Âge moyen lors de l'admission	6,9	11,7	8,4	5,2	8,3	8,7	5,7	8,5	7,5	9,0	5,3	2,7	8,4	8,6

Note - La date d'admission correspond à la date du procès verbal établi lors de l'admission (cas 1°, 2°, 3° et 4° de l'article L.224-4) ou à la date de jugement (cas 5° et 6° de l'article L.224-4).

ANNEXE 2.17 **Motifs de l'absence de projet d'adoption pour les pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2023, situation par durée de prise en charge à l'ASE avant l'admission**

Durée de prise en charge à l'ASE avant admission	Absence de famille adoptante convenant à la situation de l'enfant en raison de :			Placement inadapté à la situation du pupille en raison de :							Placement en cours de traitement, dont :		Non réponse	Total
	État de santé ou de handicap	Âge	Fratrie	Pupille à titre provisoire	Bonne insertion dans la famille d'accueil	Maintien des liens familiaux ou tutelle	Recours ou situation conflictuelle	Séquelles psychologiques de l'enfant	Échec d'adoption ou de placement	Refus de l'enfant	Projet en cours ou préparation de l'enfant à son adoption	Recherche large de familles adoptantes		
Admission directe	29	4	0	48	2	4	4	1	0	0	99	4	3	198
Moins d'1 an	38	139	59	11	29	45	12	19	6	9	40	1	12	420
1 an	22	29	14	6	9	5	4	16	2	2	30	3	6	148
2 ans	45	44	31	4	19	5	8	18	1	2	59	2	12	250
3 ans	40	47	40	2	27	11	2	21	5	7	64	2	20	288
4 ans	52	54	43	8	37	6	6	23	2	8	83	0	17	339
5 ans	42	69	31	5	45	11	4	29	5	14	53	0	20	328
6 ans	31	104	31	1	40	11	3	22	3	10	44	0	13	313
7 ans	29	66	25	0	38	13	3	27	4	13	29	1	7	255
8 ans	25	119	20	1	38	2	6	12	3	3	21	0	12	262
9 ans	23	80	16	2	32	5	2	20	2	12	15	0	9	218
10 ans	7	89	11	1	17	3	1	6	0	10	13	0	4	162
11 ans	13	88	11	0	16	0	2	5	0	4	16	0	3	158
12 ans	10	76	4	0	8	2	0	4	0	5	11	0	8	128
13 ans	2	41	4	4	7	2	0	4	0	1	8	0	2	75
14 ans	3	42	1	1	9	1	2	3	0	1	6	0	3	72
15 ans	5	35	0	2	5	1	0	2	0	0	11	0	1	62
16 ans	0	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	2
17 ans	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1
Non réponse	36	127	40	13	33	12	5	23	2	11	39	2	55	398
TOTAL	452	1254	381	109	412	139	64	255	35	112	641	15	208	4077
Durée moyenne de prise en charge à l'ASE avant admission (en années)	5,0	7,1	4,5	4,5	6,2	3,7	4,3	5,4	4,2	6,4	5,0	2,2	5,5	5,8

Note - La date d'admission correspond à la date du procès verbal établi lors de l'admission (cas 1°, 2°, 3° et 4° de l'article L.224-4) ou à la date de jugement (cas 5° et 6° de l'article L.224-4).

ANNEXE 2.18 **Motifs de l'absence de projet d'adoption pour les pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2023, situation par condition d'admission**

Conditions d'admission	Absence de famille adoptante convenant à la situation de l'enfant en raison de :			Placement inadapté à la situation du pupille en raison de :							Placement en cours de traitement, dont :		Non réponse	Total
	État de santé ou de handicap	Âge	Fratrie	Pupille à titre provisoire	Bonne insertion dans la famille d'accueil	Maintien des liens familiaux ou tutelle	Recours ou situation conflictuelle	Séquelles psychologiques de l'enfant	Échec d'adoption ou de placement	Refus de l'enfant	Projet en cours ou préparation de l'enfant à son adoption	Recherche large de familles adoptantes		
Absence de filiation (1°)	32	2	0	47	3	1	5	0	0	0	89	2	2	183
Remis par personnes qualifiées (2°)	24	41	8	6	15	5	5	12	6	0	34	5	4	165
Remis par un parent (3°)	21	49	15	17	19	12	4	11	3	2	31	1	6	191
Orphelins (4°)	33	184	53	28	40	62	8	18	1	11	16	0	22	476
Retrait total de l'autorité parentale (5°)	55	146	73	5	53	18	7	66	3	4	74	1	28	533
Déclaration judiciaire de délaissement parental (6°)	287	832	232	6	282	41	35	148	22	95	397	6	146	2 529
TOTAL	452	1 254	381	109	412	139	64	255	35	112	641	15	208	4 077

Pourcentages

Conditions d'admission	Absence de famille adoptante convenant à la situation de l'enfant en raison de :			Placement inadapté à la situation du pupille en raison de :							Placement en cours de traitement, dont :		Non réponse	Total
	État de santé ou de handicap	Âge	Fratrie	Pupille à titre provisoire	Bonne insertion dans la famille d'accueil	Maintien des liens familiaux ou tutelle	Recours ou situation conflictuelle	Séquelles psychologiques de l'enfant	Échec d'adoption ou de placement	Refus de l'enfant	Projet en cours ou préparation de l'enfant à son adoption	Recherche large de familles adoptantes		
Absence de filiation (1°)	17,5	1,1	0,0	25,7	1,6	0,5	2,7	0,0	0,0	0,0	48,6	1,1	1,1	100
Remis par personnes qualifiées (2°)	14,5	24,8	4,8	3,6	9,1	3,0	3,0	7,3	3,6	0,0	20,6	3,0	2,4	100
Remis par un parent (3°)	11,0	25,7	7,9	8,9	9,9	6,3	2,1	5,8	1,6	1,0	16,2	0,5	3,1	100
Orphelins (4°)	6,9	38,7	11,1	5,9	8,4	13,0	1,7	3,8	0,2	2,3	3,4	0,0	4,6	100
Retrait total de l'autorité parentale (5°)	10,3	27,4	13,7	0,9	9,9	3,4	1,3	12,4	0,6	0,8	13,9	0,2	5,3	100
Déclaration judiciaire de délaissement parental (6°)	11,3	32,9	9,2	0,2	11,2	1,6	1,4	5,9	0,9	3,8	15,7	0,2	5,8	100
TOTAL	11,1	30,8	9,3	2,7	10,1	3,4	1,6	6,3	0,9	2,7	15,7	0,4	5,1	100

**ANNEXE 2.19 (1/3) Pupilles de l'État présentant des besoins spécifiques au 31 décembre 2023
(confiés ou non), situation par département**

Départements	État de santé ou de handicap	Âge	Fratrerie	Aucun besoin spécifique	Non réponse	Total (sans « non réponse »)	Proportion d'enfants ayant des besoins spécifiques (sans « non réponse »)
01-Ain	6	15	4	19	0	44	57 %
02-Aisne	9	15	7	53	0	84	37 %
03-Allier	9	8	0	17	2	34	50 %
04-Alpes-de-Haute-Provence	0	2	5	3	0	10	70 %
05-Hautes-Alpes	0	4	0	4	0	8	50 %
06-Alpes-Maritimes	16	20	7	14	0	57	75 %
07-Ardèche	0	3	0	7	1	10	30 %
08-Ardenne	5	5	2	12	0	24	50 %
09-Ariège	0	0	0	4	0	4	0 %
10-Aube	0	3	0	22	4	25	12 %
11-Aude	19	23	0	15	2	57	74 %
12-Aveyron	1	3	0	13	2	17	24 %
13-Bouches-du-Rhône	33	30	12	65	0	140	54 %
14-Calvados	5	15	4	65	1	89	27 %
15-Cantal	0	3	0	0	0	3	100 %
16-Charente	4	11	6	10	0	31	68 %
17-Charente-Maritime	8	14	7	37	0	66	44 %
18-Cher	1	11	0	11	0	23	52 %
19-Corrèze	0	0	0	6	0	6	0 %
20-Corse	0	0	0	2	0	2	0 %
21-Côte-d'Or	4	8	3	15	0	30	50 %
22-Côtes-d'Armor	1	6	0	17	0	24	29 %
23-Creuse	0	9	0	0	0	9	100 %
24-Dordogne	3	1	8	2	0	14	86 %
25-Doubs	6	9	8	22	0	45	51 %
26-Drôme	3	21	0	25	0	49	49 %
27-Eure	7	8	0	33	0	48	31 %
28-Eure-et-Loir	3	3	9	20	7	35	43 %
29-Finistère	9	26	0	23	20	58	60 %
30-Gard	3	30	0	28	0	61	54 %
31-Haute-Garonne	13	19	7	44	0	83	47 %
32-Gers	0	0	0	7	0	7	0 %
33-Gironde	5	35	0	29	24	69	58 %
34-Hérault	5	7	0	33	0	45	27 %
35-Ille-et-Vilaine	13	37	11	36	0	97	63 %

**ANNEXE 2.19 (2/3) Pupilles de l'État présentant des besoins spécifiques au 31 décembre 2023
(confiés ou non), situation par département**

Départements	État de santé ou de handicap	Âge	Fratrie	Aucun besoin spécifique	Non réponse	Total (sans « non réponse »)	Proportion d'enfants ayant des besoins spécifiques (sans « non réponse »)
36-Indre	0	1	5	13	0	19	32 %
37-Indre-et-Loire	5	5	9	12	0	31	61 %
38-Isère	9	32	30	35	0	106	67 %
39-Jura	0	2	0	6	0	8	25 %
40-Landes	2	5	0	9	0	16	44 %
41-Loir-et-Cher	0	0	0	16	0	16	0 %
42-Loire	7	11	2	30	0	50	40 %
43-Haute-Loire	4	1	0	6	0	11	45 %
44-Loire-Atlantique	15	31	19	32	0	97	67 %
45-Loiret	2	24	9	21	0	56	63 %
46-Lot	0	0	3	2	0	5	60 %
47-Lot-et-Garonne	1	4	0	5	0	10	50 %
48-Lozère	0	3	0	1	0	4	75 %
49-Maine-et-Loire	11	42	24	60	14	137	56 %
50-Manche	4	2	0	22	0	28	21 %
51-Marne	7	13	7	26	1	53	51 %
52-Haute-Marne	4	19	2	8	0	33	76 %
53-Mayenne	6	3	1	6	0	16	63 %
54-Meurthe-et-Moselle	26	61	15	62	3	164	62 %
55-Meuse	0	8	0	22	2	30	27 %
56-Morbihan	12	45	7	28	0	92	70 %
57-Moselle	21	25	12	28	0	86	67 %
58-Nièvre	8	10	2	15	0	35	57 %
59-Nord	21	135	16	288	0	460	37 %
60-Oise	3	25	0	14	0	42	67 %
61-Orne	5	19	0	13	3	37	65 %
62-Pas-de-Calais	21	20	117	78	69	236	103 %
63-Puy-de-Dôme	3	6	7	15	0	31	52 %
64-Pyrénées-Atlantiques	2	8	0	10	0	20	50 %
65-Hautes-Pyrénées	4	2	0	6	3	12	50 %
66-Pyrénées-Orientales	3	8	2	20	0	33	39 %
67-Bas-Rhin	10	25	10	34	3	79	57 %
68-Haut-Rhin	14	45	7	29	0	95	69 %
69-Rhône	9	23	3	39	5	74	47 %
70-Haute-Saône	2	12	0	15	0	29	48 %

**ANNEXE 2.19 (3/3) Pupilles de l'État présentant des besoins spécifiques au 31 décembre 2023
(confiés ou non), situation par département**

Départements	État de santé ou de handicap	Âge	Fratrie	Aucun besoin spécifique	Non réponse	Total (sans « non réponse »)	Proportion d'enfants ayant des besoins spécifiques (sans « non réponse »)
71-Saône-et-Loire	5	12	0	31	5	48	35 %
72-Sarthe	2	2	5	22	7	31	29 %
73-Savoie	6	2	0	17	0	25	32 %
74-Haute-Savoie	3	24	0	12	0	39	69 %
75-Paris	19	28	0	48	11	95	49 %
76-Seine-Maritime	19	13	3	39	1	74	47 %
77-Seine-et-Marne	3	19	15	35	0	72	51 %
78-Yvelines	11	20	5	37	0	73	49 %
79-Deux-Sèvres	1	10	4	24	0	39	38 %
80-Somme	7	9	7	19	1	42	55 %
81-Tarn	1	0	4	4	0	9	56 %
82-Tarn-et-Garonne	10	15	2	9	0	36	75 %
83-Var	9	31	9	32	0	81	60 %
84-Vaucluse	4	14	3	19	0	40	53 %
85-Vendée	7	21	3	10	0	41	76 %
86-Vienne	4	1	0	9	0	14	36 %
87-Haute-Vienne	6	3	0	19	0	28	32 %
88-Vosges	3	9	0	25	0	37	32 %
89-Yonne	2	1	7	8	9	18	56 %
90-Territoire-de-Belfort	1	6	0	2	0	9	78 %
91-Essonne	10	16	9	55	0	90	39 %
92-Hauts-de-Seine	9	12	5	33	0	59	44 %
93-Seine-Saint-Denis	16	25	6	42	0	89	53 %
94-Val-de-Marne	10	29	5	10	0	54	81 %
95-Val-d'Oise	3	13	2	50	8	68	26 %
FRANCE MÉTROPOLITAINE	603	1 414	503	2 350	208	4 870	52 %
971-Guadeloupe	1	1	0	6	0	8	25 %
972-Martinique	1	0	0	3	0	4	25 %
973-Guyane	2	0	10	7	0	19	63 %
974-Réunion	5	3	23	16	0	47	66 %
976-Mayotte	2	0	4	8	0	14	43 %
FRANCE ENTIÈRE	614	1 418	540	2 390	208	4 962	52 %
	12 %	29 %	11 %	48 %			

ANNEXE 2.20 Besoins spécifiques des pupilles de l'État au 31 décembre 2023 (confiés ou non), situation par année de naissance

Année de naissance	État de santé ou de handicap	Âge	Fratrie	Aucun besoin spécifique	Non réponse	Total
2006	44	278	42	72	9	445
2007	43	252	35	103	14	447
2008	43	197	42	79	14	375
2009	39	159	63	109	9	379
2010	42	148	46	112	11	359
2011	50	93	49	116	15	323
2012	49	80	42	107	9	287
2013	45	65	42	124	10	286
2014	44	47	45	130	10	276
2015	31	32	28	126	12	229
2016	31	22	31	127	17	228
2017	22	19	22	151	19	233
2018	29	9	19	125	18	200
2019	18	6	15	131	10	180
2020	21	4	7	111	14	157
2021	15	4	6	87	5	117
2022	25	2	3	229	0	259
2023	23	1	3	351	4	382
Non renseignée	0	0	0	0	8	8
TOTAL	614	1 418	540	2 390	208	5 170
Âge moyen au 31 décembre 2023	10,4	14,3	11,6	7,5	9,6	10,2

Note - Les totaux sont différents de ceux des tableaux où paraît l'ensemble des motifs d'absence de projet d'adoption car, pour chaque enfant non confié en vue d'adoption, il y a la possibilité de renseigner deux motifs. Les données ci-dessus regroupent à la fois les besoins spécifiques renseignés comme premier motif et ceux renseignés comme second motif lorsque le premier motif renseigné était autre.

Pourcentages

Année de naissance	État de santé ou de handicap	Âge	Fratrie	Aucun besoin spécifique	Non réponse	Total
2006	7,2	19,6	7,8	3,0	4,3	8,6
2007	7,0	17,8	6,5	4,3	6,7	8,6
2008	7,0	13,9	7,8	3,3	6,7	7,3
2009	6,4	11,2	11,7	4,6	4,3	7,3
2010	6,8	10,4	8,5	4,7	5,3	6,9
2011	8,1	6,6	9,1	4,9	7,2	6,2
2012	8,0	5,6	7,8	4,5	4,3	5,6
2013	7,3	4,6	7,8	5,2	4,8	5,5
2014	7,2	3,3	8,3	5,4	4,8	5,3
2015	5,0	2,3	5,2	5,3	5,8	4,4
2016	5,0	1,6	5,7	5,3	8,2	4,4
2017	3,6	1,3	4,1	6,3	9,1	4,5
2018	4,7	0,6	3,5	5,2	8,7	3,9
2019	2,9	0,4	2,8	5,5	4,8	3,5
2020	3,4	0,3	1,3	4,6	6,7	3,0
2021	2,4	0,3	1,1	3,6	2,4	2,3
2022	4,1	0,1	0,6	9,6	0,0	5,0
2023	3,7	0,1	0,6	14,7	1,9	7,4
TOTAL	100	100	100	100	100	100

**ANNEXE 2.21 Pupilles de l'État présentant des besoins spécifiques au 31 décembre 2023
(confiés ou non), situation par âge lors de l'admission**

Âge lors de l'admission	État de santé ou de handicap	Âge	Fratrie	Aucun besoin spécifique	Non réponse	Total
0 an	95	11	13	713	4	836
1 an	26	7	7	62	4	106
2 ans	37	12	14	108	12	183
3 ans	42	16	22	133	10	223
4 ans	38	14	33	190	14	289
5 ans	44	36	43	154	22	299
6 ans	36	40	42	169	17	304
7 ans	51	59	43	142	11	306
8 ans	51	83	73	153	13	373
9 ans	39	118	55	135	12	359
10 ans	34	130	48	85	6	303
11 ans	34	153	40	90	15	332
12 ans	28	168	38	86	15	335
13 ans	18	149	30	52	11	260
14 ans	19	146	14	41	10	230
15 ans	10	132	11	31	13	197
16 ans	7	102	5	21	8	143
17 ans	5	42	9	25	3	84
Non renseigné	0	0	0	0	8	8
TOTAL	614	1418	540	2390	208	5170
Âge moyen lors de l'admission	6,2	11,3	8,2	5,1	8,6	7,4

Note - Les totaux sont différents de ceux des tableaux où paraît l'ensemble des motifs d'absence de projet d'adoption car, pour chaque enfant non confié en vue d'adoption, il y a la possibilité de renseigner deux motifs. Les données ci-dessus regroupent à la fois les besoins spécifiques renseignés comme premier motif et ceux renseignés comme second motif lorsque le premier motif renseigné était autre.

Pourcentages

Âge lors de l'admission	État de santé ou de handicap	Âge	Fratrie	Aucun besoin spécifique	Non réponse	Total
0 an	15,5	0,8	2,4	29,8	1,9	16,2
1 an	4,2	0,5	1,3	2,6	1,9	2,1
2 ans	6,0	0,8	2,6	4,5	5,8	3,5
3 ans	6,8	1,1	4,1	5,6	4,8	4,3
4 ans	6,2	1,0	6,1	7,9	6,7	5,6
5 ans	7,2	2,5	8,0	6,4	10,6	5,8
6 ans	5,9	2,8	7,8	7,1	8,2	5,9
7 ans	8,3	4,2	8,0	5,9	5,3	5,9
8 ans	8,3	5,9	13,5	6,4	6,3	7,2
9 ans	6,4	8,3	10,2	5,6	5,8	6,9
10 ans	5,5	9,2	8,9	3,6	2,9	5,9
11 ans	5,5	10,8	7,4	3,8	7,2	6,4
12 ans	4,6	11,8	7,0	3,6	7,2	6,5
13 ans	2,9	10,5	5,6	2,2	5,3	5,0
14 ans	3,1	10,3	2,6	1,7	4,8	4,4
15 ans	1,6	9,3	2,0	1,3	6,3	3,8
16 ans	1,1	7,2	0,9	0,9	3,8	2,8
17 ans	0,8	3,0	1,7	1,0	1,4	1,6
Non renseigné	0,0	0,0	0,0	0,0	3,8	0,2
TOTAL	100	100	100	100	100	100

**ANNEXE 2.22 Pupilles de l'État présentant des besoins spécifiques au 31 décembre 2023
(confiés ou non), situation par durée de prise en charge à l'ASE avant l'admission**

Durée de prise en charge à l'ASE avant admission	État de santé ou de handicap	Âge	Fratrie	Aucun besoin spécifique	Non réponse	Total
Admission directe	79	5	9	674	3	770
Moins d'1 an	49	156	73	181	12	471
1 an	34	42	16	84	6	182
2 ans	55	62	40	143	12	312
3 ans	51	60	57	166	20	354
4 ans	66	71	57	198	17	409
5 ans	52	81	41	179	20	373
6 ans	42	112	45	123	13	335
7 ans	35	75	33	120	7	270
8 ans	31	124	33	84	12	284
9 ans	25	92	23	79	9	228
10 ans	9	102	15	50	4	180
11 ans	16	91	15	39	3	164
12 ans	12	78	11	29	8	138
13 ans	5	44	5	25	2	81
14 ans	5	46	3	20	3	77
15 ans	5	36	0	23	1	65
16 ans	0	1	0	1	0	2
17 ans	0	0	0	0	1	1
Non réponse	43	140	64	172	55	474
TOTAL	614	1 418	540	2 390	208	5 170
Durée moyenne de prise en charge à l'ASE avant admission	4,9	6,9	4,8	5,0	5,5	5,6

Note - Les totaux sont différents de ceux des tableaux où paraît l'ensemble des motifs d'absence de projet d'adoption car, pour chaque enfant non confié en vue d'adoption, il y a la possibilité de renseigner deux motifs. Les données ci-dessus regroupent à la fois les besoins spécifiques renseignés comme premier motif et ceux renseignés comme second motif lorsque le premier motif renseigné était autre.

Pourcentages

Durée de prise en charge à l'ASE avant admission	État de santé ou de handicap	Âge	Fratrie	Aucun besoin spécifique	Non réponse	Total
Admission directe	12,9	0,4	1,7	28,2	1,4	14,9
Moins d'1 an	8,0	11,0	13,5	7,6	5,8	9,1
1 an	5,5	3,0	3,0	3,5	2,9	3,5
2 ans	9,0	4,4	7,4	6,0	5,8	6,0
3 ans	8,3	4,2	10,6	6,9	9,6	6,8
4 ans	10,7	5,0	10,6	8,3	8,2	7,9
5 ans	8,5	5,7	7,6	7,5	9,6	7,2
6 ans	6,8	7,9	8,3	5,1	6,3	6,5
7 ans	5,7	5,3	6,1	5,0	3,4	5,2
8 ans	5,0	8,7	6,1	3,5	5,8	5,5
9 ans	4,1	6,5	4,3	3,3	4,3	4,4
10 ans	1,5	7,2	2,8	2,1	1,9	3,5
11 ans	2,6	6,4	2,8	1,6	1,4	3,2
12 ans	2,0	5,5	2,0	1,2	3,8	2,7
13 ans	0,8	3,1	0,9	1,0	1,0	1,6
14 ans	0,8	3,2	0,6	0,8	1,4	1,5
15 ans	0,8	2,5	0,0	1,0	0,5	1,3
16 ans	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
17 ans	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0
Non réponse	7,0	9,9	11,9	7,2	26,4	9,2
TOTAL	100	100	100	100	100	100

**ANNEXE 2.23 Pupilles de l'État présentant des besoins spécifiques au 31 décembre 2023
(confiés ou non), situation par condition d'admission**

Conditions d'admission	État de santé ou de handicap	Âge	Fratrie	Aucun besoin spécifique	Non réponse	Total
Absence de filiation (1°)	81	4	9	644	2	740
Remis par personnes qualifiées (2°)	34	52	13	108	4	211
Remis par un parent (3°)	24	55	18	127	6	230
Orphelins (4°)	38	207	68	161	22	496
Retrait total de l'autorité parentale (5°)	68	164	110	199	28	569
Déclaration judiciaire de délaissement parental (6°)	369	936	322	1151	146	2 924
TOTAL	614	1 418	540	2 390	208	5 170

Note - Les totaux sont différents de ceux des tableaux où paraît l'ensemble des motifs d'absence de projet d'adoption car, pour chaque enfant non confié en vue d'adoption, il y a la possibilité de renseigner deux motifs. Les données ci-dessus regroupent à la fois les besoins spécifiques renseignés comme premier motif et ceux renseignés comme second motif lorsque le premier motif renseigné était autre.

Existence de besoin spécifique pour chaque condition d'admission (en %)

Conditions d'admission	État de santé ou de handicap	Âge	Fratrie	Aucun besoin spécifique	Non réponse	Total
Absence de filiation (1°)	11,0	0,5	1,2	87,3	-	100
Remis par personnes qualifiées (2°)	16,4	25,1	6,3	52,2	-	100
Remis par un parent (3°)	10,7	24,6	8,0	56,7	-	100
Orphelins (4°)	8,0	43,7	14,3	34,0	-	100
Retrait total de l'autorité parentale (5°)	12,6	30,3	20,3	36,8	-	100
Déclaration judiciaire de délaissement parental (6°)	13,3	33,7	11,6	41,4	-	100
TOTAL	12,4	28,6	10,9	48,2	-	100

Conditions d'admission selon le type de besoin spécifique (en %)

Conditions d'admission	État de santé ou de handicap	Âge	Fratrie	Aucun besoin spécifique	Non réponse	Total
Absence de filiation (1°)	13,2	0,3	1,7	26,9	-	14,3
Remis par personnes qualifiées (2°)	5,5	3,7	2,4	4,5	-	4,1
Remis par un parent (3°)	3,9	3,9	3,3	5,3	-	4,4
Orphelins (4°)	6,2	14,6	12,6	6,7	-	9,6
Retrait total de l'autorité parentale (5°)	11,1	11,6	20,4	8,3	-	11,0
Déclaration judiciaire de délaissement parental (6°)	60,1	66,0	59,6	48,2	-	56,6
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	-	100,0

ANNEXE 2.24 Particularités des pupilles de l'État au 31 décembre 2023 (confiés ou non), situation par modalité d'accueil

Modalités d'accueil	État de santé ou de handicap	Âge	Fratrie	Aucun besoin spécifique	Non réponse	Total
Enfants confiés en vue d'adoption	93	74	55	871	0	1093
Famille d'accueil	23	38	27	218	0	306
Famille agréée du département	47	32	20	606	0	705
Famille agréée hors département	23	4	8	42	0	77
Famille naturelle	0	0	0	3	0	3
Autres	0	0	0	2	0	2
Enfants non confiés en vue d'adoption (sans les « non réponses »)	517	1314	434	1516	34	3781
Famille d'accueil	327	868	305	1280	32	2780
Établissement	134	362	103	163	2	762
Famille et établissement	50	40	16	37	0	143
Famille naturelle ou parrainage	4	32	10	35	0	81
Logement autonome	1	12	0	0	0	13
Accueil durable et bénévole	1	0	0	1	0	2
Non réponse	4	30	51	3	174	88
TOTAL	610	1388	489	2387	34	4874

Note - Les totaux sont différents de ceux des tableaux où paraît l'ensemble des motifs d'absence de projet d'adoption car, pour chaque enfant non confié en vue d'adoption, il y a la possibilité de renseigner deux motifs. Les données ci-dessus regroupent à la fois les besoins spécifiques renseignés comme premier motif et ceux renseignés comme second motif lorsque le premier motif renseigné était autre.

Pourcentages

Modalités d'accueil	État de santé ou de handicap	Âge	Fratrie	Aucun besoin spécifique	Non réponse	Total
Enfants confiés en vue d'adoption	15	5	11	36	0	22
Famille d'accueil	4	3	6	9	0	3
Famille agréée du département	8	2	4	25	0	29
Famille agréée hors département	4	0	2	2	0	2
Famille naturelle	0	0	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0	0	0
Enfants non confiés en vue d'adoption (sans les « non réponses »)	85	95	89	64	100	78
Famille d'accueil	54	63	62	54	94	57
Établissement	22	26	21	7	6	16
Famille et établissement	8	3	3	2	0	3
Famille naturelle ou parrainage	1	2	2	1	0	2
Logement autonome	0	1	0	0	0	0
Accueil durable et bénévole	0	0	0	0	0	0
TOTAL	100	100	100	100	100	100

**ANNEXE 2.25 (1/3) Projets de vie des pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption
au 31 décembre 2023, situation par département**

Départements	Adoption	Parrainage	Accueil durable et bénévole	Maintien lieu de placement	Accompagnement autonomie/majorité	Placement médico-social	Projet de vie en cours	Autres	Pas de projet à ce stade	Non réponse	Total
01-Ain	9	1	4	6	0	0	0	1	6	0	27
02-Aisne	23	5	0	23	0	2	0	4	11	0	68
03-Allier	8	0	0	22	0	0	0	0	1	1	32
04-Alpes-de-Haute-Provence	0	0	0	7	0	0	0	0	0	0	7
05-Hautes-Alpes	0	0	0	2	0	0	0	0	2	0	4
06-Alpes-Maritimes	6	2	0	9	0	0	0	5	16	0	38
07-Ardèche	0	0	1	3	0	0	0	0	4	0	8
08-Ardennes	1	1	0	3	0	0	0	4	12	0	21
09-Ariège	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10-Aube	7	0	0	3	0	0	0	9	6	0	25
11-Aude	7	0	1	42	2	0	0	0	3	0	55
12-Aveyron	4	0	0	2	0	0	0	3	6	0	15
13-Bouches-du-Rhône	23	0	1	7	1	27	0	3	45	2	109
14-Calvados	23	8	0	10	1	2	0	0	34	1	79
15-Cantal	0	0	0	1	0	0	0	0	2	0	3
16-Charente	3	0	5	16	0	0	0	0	0	0	24
17-Charente-Maritime	22	0	0	0	0	0	0	0	0	44	66
18-Cher	3	0	0	0	0	0	0	0	4	13	20
19-Corrèze	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3
20-Corse	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21-Côte-d'Or	2	0	1	6	0	1	0	1	9	0	20
22-Côtes-d'Armor	10	0	0	1	0	0	0	0	1	10	22
23-Creuse	0	0	0	0	0	0	0	0	9	0	9
24-Dordogne	1	0	0	0	0	0	0	0	10	0	11
25-Doubs	5	5	2	10	0	0	0	11	0	0	33
26-Drôme	5	0	0	6	0	0	0	0	0	20	31
27-Eure	14	5	1	5	0	0	0	2	15	1	43
28-Eure-et-Loir	15	0	1	1	0	0	0	8	11	0	36
29-Finistère	11	0	0	0	0	0	0	0	0	56	67
30-Gard	6	0	0	3	0	0	0	1	8	27	45
31-Haute-Garonne	9	2	0	13	0	0	0	10	1	25	60
32-Gers	2	0	1	2	0	0	0	0	0	0	5
33-Gironde	18	1	0	59	0	0	0	0	3	0	81
34-Hérault	3	0	3	7	0	0	0	0	7	0	20
35-Ille-et-Vilaine	7	0	0	31	19	0	7	2	22	0	88
36-Indre	5	0	0	5	2	0	0	0	0	0	12
37-Indre-et-Loire	2	2	0	1	0	2	1	0	13	0	21
38-Isère	8	0	4	23	0	0	0	0	54	0	89

ANNEXE 2.25 (2/3) Projets de vie des pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2023, situation par département

Départements	Adoption	Parrainage	Accueil durable et bénévole	Maintien lieu de placement	Accompagnement autonomie/majorité	Placement médico-social	Projet de vie en cours	Autres	Pas de projet à ce stade	Non réponse	Total
39-Jura	3	0	0	0	0	0	0	0	1	0	4
40-Landes	3	0	0	4	0	0	0	0	0	2	9
41-Loir-et-Cher	5	0	0	0	0	0	0	0	9	0	14
42-Loire	11	0	0	0	0	0	0	23	1	9	44
43-Haute-Loire	2	0	0	0	0	0	0	0	9	0	11
44-Loire-Atlantique	11	3	2	18	0	0	0	11	28	0	73
45-Loiret	5	0	6	22	0	0	0	1	12	1	47
46-Lot	1	0	0	0	0	0	0	3	0	0	4
47-Lot-et-Garonne	1	0	1	4	0	1	0	0	0	0	7
48-Lozère	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	3
49-Maine-et-Loire	25	5	1	16	0	0	0	3	65	0	115
50-Manche	3	0	0	5	0	0	0	1	6	0	15
51-Marne	9	1	0	12	7	4	0	5	3	0	41
52-Haute-Marne	4	0	1	4	12	1	0	0	5	0	27
53-Mayenne	3	0	0	10	0	0	0	0	0	3	16
54-Meurthe-et-Moselle	24	0	6	35	0	0	0	17	62	3	147
55-Meuse	9	0	0	2	1	0	0	1	0	14	27
56-Morbihan	12	0	2	18	10	0	0	21	19	0	82
57-Moselle	6	10	1	1	0	0	0	0	36	0	54
58-Nièvre	2	0	5	13	4	0	0	0	5	0	29
59-Nord	69	6	9	11	0	0	0	0	283	0	378
60-Oise	3	0	0	6	0	0	0	0	25	0	34
61-Orne	6	0	0	0	0	0	0	0	0	27	33
62-Pas-de-Calais	40	0	0	0	0	0	0	0	0	200	240
63-Puy-de-Dôme	3	0	16	2	0	0	0	0	3	0	24
64-Pyrénées-Atlantiques	1	1	0	2	0	0	0	6	0	0	10
65-Hautes-Pyrénées	1	0	0	3	0	0	0	0	3	0	7
66-Pyrénées-Orientales	2	0	4	0	1	0	0	0	15	0	22
67-Bas-Rhin	13	3	0	12	0	0	0	1	40	0	69
68-Haut-Rhin	5	4	2	49	0	0	0	8	18	0	86
69-Rhône	19	0	0	14	0	0	0	2	8	24	67
70-Haute-Saône	6	0	3	0	0	0	0	9	5	0	23
71-Saône-et-Loire	8	2	0	20	0	0	11	0	2	0	43
72-Sarthe	6	0	0	4	0	0	0	0	5	7	22
73-Savoie	2	0	0	1	0	0	0	0	16	0	19
74-Haute-Savoie	5	0	0	12	0	0	0	0	16	0	33
75-Paris	18	0	1	5	0	0	0	0	16	43	83
76-Seine-Maritime	21	0	0	33	2	0	0	0	4	0	60

ANNEXE 2.25 (3/3) Projets de vie des pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2023, situation par département

Départements	Adoption	Parrainage	Accueil durable et bénévole	Maintien lieu de placement	Accompagnement autonomie/majorité	Placement médico-social	Projet de vie en cours	Autres	Pas de projet à ce stade	Non réponse	Total
77-Seine-et-Marne	5	2	0	47	0	0	0	0	0	0	54
78-Yvelines	11	5	7	28	0	1	0	0	2	0	54
79-Deux-Sèvres	9	0	1	5	0	0	0	2	13	0	30
80-Somme	10	0	0	5	0	0	0	0	14	2	31
81-Tarn	1	0	0	0	0	0	0	0	2	0	3
82-Tarn-et-Garonne	2	0	0	0	0	0	0	13	16	0	31
83-Var	8	0	2	21	0	3	0	5	13	0	52
84-Vaucluse	6	2	3	1	0	0	0	4	20	2	38
85-Vendée	2	2	0	12	8	1	0	0	9	0	34
86-Vienne	2	0	0	1	0	3	0	1	4	0	11
87-Haute-Vienne	5	0	0	5	0	1	0	6	0	0	17
88-Vosges	12	0	0	0	0	0	0	0	0	13	25
89-Yonne	3	0	1	0	0	0	0	0	1	21	26
90-Territoire-de-Belfort	4	0	0	1	0	0	0	0	2	0	7
91-Essonnes	23	1	2	0	2	0	0	0	39	0	67
92-Hauts-de-Seine	2	1	0	33	0	1	0	6	1	0	44
93-Seine-Saint-Denis	20	1	0	6	0	0	0	1	45	0	73
94-Val-de-Marne	6	1	0	19	3	1	0	3	1	0	34
95-Val-d'Oise	10	0	32	6	0	0	0	14	0	3	65
FRANCE MÉTROPOLITAINE	773	82	136	857	75	51	19	231	1217	574	4 015
971-Guadeloupe	4	0	0	1	0	0	0	0	0	0	5
972-Martinique	1	0	0	0	0	0	0	0	0	2	3
973-Guyane	3	0	0	4	0	0	0	0	4	0	11
974-Réunion	4	0	0	1	0	0	0	4	30	0	39
976-Mayotte	0	0	0	0	0	0	0	0	3	1	4
FRANCE ENTIÈRE	785	82	136	863	75	51	19	235	1254	577	4 077

Annexe 3.

Données statistiques sur les admissions, les sorties et les placements en vue d'adoption des pupilles de l'État en 2023

ANNEXE 3.1 (1/3) Nombre de pupilles de l'État admis et sortis en 2023, par département

Départements	Nombre de pupilles admis en 2023	Nombre de pupilles sortis en 2023	Nombre de naissances vivantes en 2023 (Insee)	Proportion d'admissions pour 100 000 naissances
01-Ain	19	11	6 328	300
02-Aisne	30	22	5 082	590
03-Allier	9	6	2 489	362
04-Alpes-de-Haute-Provence	8	0	1 282	624
05-Hautes-Alpes	1	3	1 097	91
06-Alpes-Maritimes	24	15	10 380	231
07-Ardèche	6	2	2 551	235
08-Ardenne	8	8	2 175	368
09-Ariège	1	1	1 092	92
10-Aube	10	6	2 853	351
11-Aude	15	21	3 033	495
12-Aveyron	7	4	1 926	363
13-Bouches-du-Rhône	44	26	22 876	192
14-Calvados	47	27	6 097	771
15-Cantal	1	0	916	109
16-Charente	15	15	2 833	529
17-Charente-Maritime	19	11	4 628	411
18-Cher	0	14	2 348	0
19-Corrèze	3	5	1 690	178
20-Corse	1	4	2 500	40
21-Côte-d'Or	12	11	4 514	266
22-Côtes-d'Armor	11	4	4 609	239
23-Creuse	9	0	770	1 169
24-Dordogne	4	5	2 746	146
25-Doubs	15	6	5 116	293
26-Drôme	16	7	4 816	332
27-Eure	12	4	5 689	211
28-Eure-et-Loir	12	12	4 190	286
29-Finistère	33	25	7 273	454
30-Gard	14	6	6 709	209
31-Haute-Garonne	30	24	14 331	209
32-Gers	2	0	1 246	161
33-Gironde	45	26	15 762	285
34-Hérault	19	3	11 167	170
35-Ille-et-Vilaine	41	15	10 862	377
36-Indre	14	3	1 599	876
37-Indre-et-Loire	6	9	5 619	107

ANNEXE 3.1 (2/3) Nombre de pupilles de l'État admis et sortis en 2023, par département

Départements	Nombre de pupilles admis en 2023	Nombre de pupilles sortis en 2023	Nombre de naissances vivantes en 2023 (Insee)	Proportion d'admissions pour 100 000 naissances
38-Isère	38	14	12 486	304
39-Jura	5	4	2 083	240
40-Landes	7	1	3 151	222
41-Loir-et-Cher	9	4	2 786	323
42-Loire	28	27	7 326	382
43-Haute-Loire	1	3	1 746	57
44-Loire-Atlantique	38	17	14 973	254
45-Loiret	16	17	6 974	229
46-Lot	1	1	1 089	92
47-Lot-et-Garonne	5	4	2 756	181
48-Lozère	3	4	562	534
49-Maine-et-Loire	55	17	7 945	692
50-Manche	5	18	3 938	127
51-Marne	20	11	5 174	387
52-Haute-Marne	3	3	1 375	218
53-Mayenne	8	5	2 873	278
54-Meurthe-et-Moselle	61	33	5 913	1 032
55-Meuse	19	4	1 388	1 369
56-Morbihan	33	21	6 186	533
57-Moselle	37	19	8 660	427
58-Nièvre	7	4	1 412	496
59-Nord	129	102	27 488	469
60-Oise	5	8	8 509	59
61-Orne	37	17	2 270	1 630
62-Pas-de-Calais	78	42	14 130	552
63-Puy-de-Dôme	9	8	5 510	163
64-Pyrénées-Atlantiques	6	11	5 477	110
65-Hautes-Pyrénées	3	2	1 785	168
66-Pyrénées-Orientales	6	7	4 146	145
67-Bas-Rhin	25	12	10 699	234
68-Haut-Rhin	27	18	6 740	401
69-Rhône	27	21	21 529	125
70-Haute-Saône	23	3	1 781	1 291
71-Saône-et-Loire	23	8	4 337	530
72-Sarthe	15	1	5 271	285
73-Savoie	8	9	3 793	211
74-Haute-Savoie	15	9	8 969	167

ANNEXE 3.1 (3/3) Nombre de pupilles de l'État admis et sortis en 2023, par département

Départements	Nombre de pupilles admis en 2023	Nombre de pupilles sortis en 2023	Nombre de naissances vivantes en 2023 (Insee)	Proportion d'admissions pour 100 000 naissances
75-Paris	29	12	21775	133
76-Seine-Maritime	33	32	12 297	268
77-Seine-et-Marne	34	20	17 400	195
78-Yvelines	47	18	17 291	272
79-Deux-Sèvres	19	4	2 995	634
80-Somme	24	8	5 129	468
81-Tarn	6	4	3 044	197
82-Tarn-et-Garonne	7	6	2 312	303
83-Var	21	12	9 791	214
84-Vaucluse	10	11	5 483	182
85-Vendée	8	11	5 439	147
86-Vienne	5	6	3 608	139
87-Haute-Vienne	15	3	3 115	482
88-Vosges	15	8	2 656	565
89-Yonne	9	5	2 761	326
90-Territoire-de-Belfort	3	4	1 222	245
91-Essonne	25	25	17 227	145
92-Hauts-de-Seine	25	27	19 609	127
93-Seine-Saint-Denis	15	20	25 215	59
94-Val-de-Marne	8	9	17 682	45
95-Val-d'Oise	24	22	17 929	134
971-Guadeloupe	7	5	4 061	172
972-Martinique	1	4	3 335	30
973-Guyane	11	2	7 689	143
974-Réunion	14	12	12 876	109
976-Mayotte	1	0	10 278	10
FRANCE ENTIÈRE	1 814	1 160	676 643	268

ANNEXE 3.1 bis (1/3) Nombre de pupilles de l'État admis et nés en 2023, situation par département

Départements	Nombre de pupilles admis 2023	Dont nés et admis en 2023	Part des pupilles nés en 2023 parmi l'ensemble des admis en 2023 (en %)	Nombre de naissances vivantes en 2023 (Insee)	Proportion d'admissions pour 100 000 naissances
01-Ain	19	3	16 %	6 328	47
02-Aisne	30	3	10 %	5 082	59
03-Allier	9	1	11 %	2 489	40
04-Alpes-de-Haute-Provence	8	1	13 %	1 282	78
05-Hautes-Alpes	1	0	0 %	1 097	0
06-Alpes-Maritimes	24	8	33 %	10 380	77
07-Ardèche	6	2	33 %	2 551	78
08-Ardennes	8	4	50 %	2 175	184
09-Ariège	1	1	100 %	1 092	92
10-Aube	10	2	20 %	2 853	70
11-Aude	15	0	0 %	3 033	0
12-Aveyron	7	0	0 %	1 926	0
13-Bouches-du-Rhône	44	15	34 %	22 876	66
14-Calvados	47	8	17 %	6 097	131
15-Cantal	1	0	0 %	916	0
16-Charente	15	4	27 %	2 833	141
17-Charente-Maritime	19	4	21 %	4 628	86
18-Cher	0	0	-	2 348	0
19-Corrèze	3	3	100 %	1 690	178
20-Corse	1	1	100 %	2 500	40
21-Côte-d'Or	12	5	42 %	4 514	111
22-Côtes-d'Armor	11	5	45 %	4 609	108
23-Creuse	9	0	0 %	770	0
24-Dordogne	4	2	50 %	2 746	73
25-Doubs	15	2	13 %	5 116	39
26-Drôme	16	6	38 %	4 816	125
27-Eure	12	2	17 %	5 689	35
28-Eure-et-Loir	12	3	25 %	4 190	72
29-Finistère	33	11	33 %	7 273	151
30-Gard	14	5	36 %	6 709	75
31-Haute-Garonne	30	9	30 %	14 331	63
32-Gers	2	0	0 %	1 246	0
33-Gironde	45	11	24 %	15 762	70
34-Hérault	19	7	37 %	11 167	63
35-Ille-et-Vilaine	41	9	22 %	10 862	83

ANNEXE 3.1 bis (2/3) Nombre de pupilles de l'État admis et nés en 2023, situation par département

Départements	Nombre de pupilles admis 2023	Dont nés et admis en 2023	Part des pupilles nés en 2023 parmi l'ensemble des admis en 2023 (en %)	Nombre de naissances vivantes en 2023 (Insee)	Proportion d'admissions pour 100 000 naissances
36-Indre	14	1	7 %	1599	63
37-Indre-et-Loire	6	1	17 %	5619	18
38-Isère	38	4	11 %	12486	32
39-Jura	5	3	60 %	2083	144
40-Landes	7	2	29 %	3151	63
41-Loir-et-Cher	9	1	11 %	2786	36
42-Loire	28	13	46 %	7326	177
43-Haute-Loire	1	0	0 %	1746	0
44-Loire-Atlantique	38	9	24 %	14973	60
45-Loiret	16	7	44 %	6974	100
46-Lot	1	1	100 %	1089	92
47-Lot-et-Garonne	5	1	20 %	2756	36
48-Lozère	3	1	33 %	562	178
49-Maine-et-Loire	55	8	15 %	7945	101
50-Manche	5	5	100 %	3938	127
51-Marne	20	8	40 %	5174	155
52-Haute-Marne	3	1	33 %	1375	73
53-Mayenne	8	2	25 %	2873	70
54-Meurthe-et-Moselle	61	6	10 %	5913	101
55-Meuse	19	2	11 %	1388	144
56-Morbihan	33	5	15 %	6186	81
57-Moselle	37	13	35 %	8660	150
58-Nièvre	7	0	0 %	1412	0
59-Nord	129	30	23 %	27488	109
60-Oise	5	2	40 %	8509	24
61-Orne	37	4	11 %	2270	176
62-Pas-de-Calais	78	13	17 %	14130	92
63-Puy-de-Dôme	9	1	11 %	5510	18
64-Pyrénées-Atlantiques	6	5	83 %	5477	91
65-Hautes-Pyrénées	3	0	0 %	1785	0
66-Pyrénées-Orientales	6	4	67 %	4146	96
67-Bas-Rhin	25	6	24 %	10699	56
68-Haut-Rhin	27	10	37 %	6740	148
69-Rhône	27	7	26 %	21529	33
70-Haute-Saône	23	2	9 %	1781	112

ANNEXE 3.1 bis (3/3) Nombre de pupilles de l'État admis et nés en 2023, situation par département

Départements	Nombre de pupilles admis 2023	Dont nés et admis en 2023	Part des pupilles nés en 2023 parmi l'ensemble des admis en 2023 (en %)	Nombre de naissances vivantes en 2023 (Insee)	Proportion d'admissions pour 100 000 naissances
71-Saône-et-Loire	23	5	22 %	4 337	115
72-Sarthe	15	7	47 %	5 271	133
73-Savoie	8	2	25 %	3 793	53
74-Haute-Savoie	15	6	40 %	8 969	67
75-Paris	29	10	34 %	21 775	46
76-Seine-Maritime	33	5	15 %	12 297	41
77-Seine-et-Marne	34	9	26 %	17 400	52
78-Yvelines	47	5	11 %	17 291	29
79-Deux-Sèvres	19	3	16 %	2 995	100
80-Somme	24	6	25 %	5 129	117
81-Tarn	6	4	67 %	3 044	131
82-Tarn-et-Garonne	7	4	57 %	2 312	173
83-Var	21	8	38 %	9 791	82
84-Vaucluse	10	5	50 %	5 483	91
85-Vendée	8	1	13 %	5 439	18
86-Vienne	5	2	40 %	3 608	55
87-Haute-Vienne	15	6	40 %	3 115	193
88-Vosges	15	1	7 %	2 656	38
89-Yonne	9	2	22 %	2 761	72
90-Territoire-de-Belfort	3	3	100 %	1 222	245
91-Essonne	25	12	48 %	17 227	70
92-Hauts-de-Seine	25	11	44 %	19 609	56
93-Seine-Saint-Denis	15	8	53 %	25 215	32
94-Val-de-Marne	8	4	50 %	17 682	23
95-Val-d'Oise	24	7	29 %	17 929	39
971-Guadeloupe	7	6	86 %	4 061	148
972-Martinique	1	1	100 %	3 335	30
973-Guyane	11	1	9 %	7 689	13
974-Réunion	14	3	21 %	12 876	23
976-Mayotte	1	1	100 %	10 278	10
FRANCE ENTIÈRE	1 814	463	26 %	676 643	68

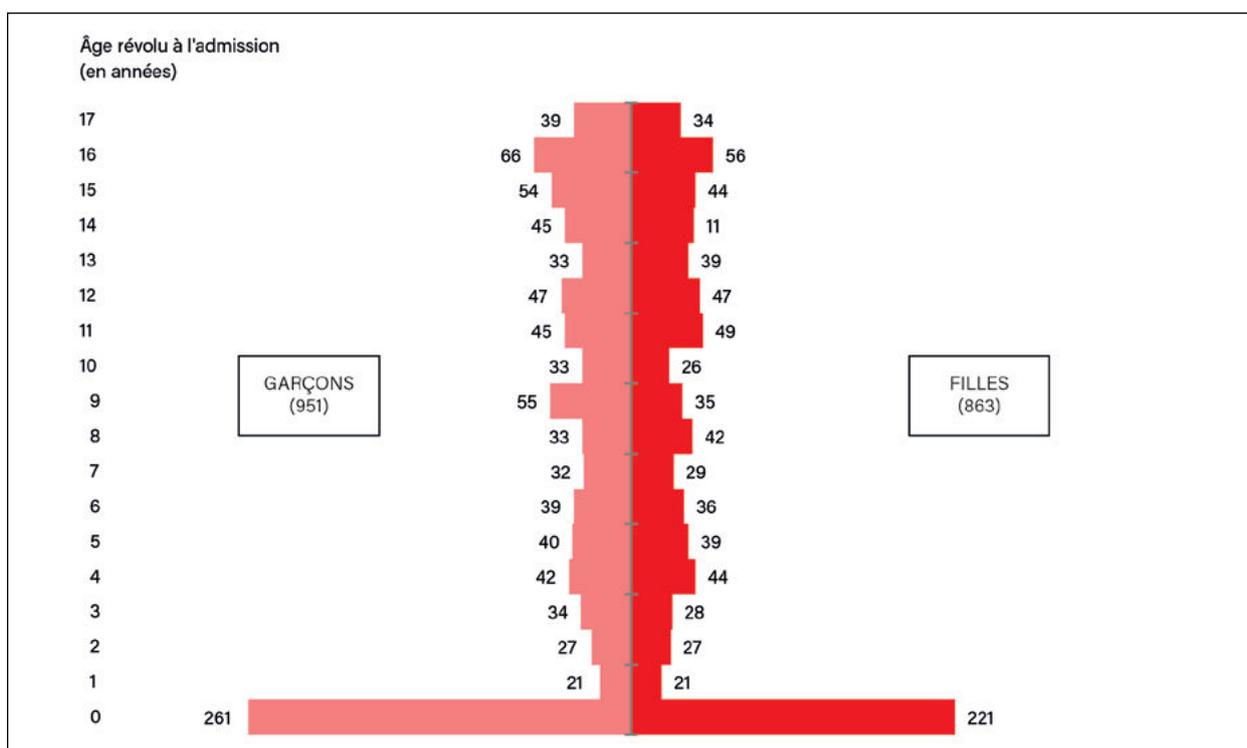
ANNEXE 3.2 Structure par sexe et âge des enfants admis comme pupille de l'État en 2023

Âge révolu lors de l'admission	Garçons	Filles	Total	% par âge lors de l'admission
0 an	261	221	482	26,7
dont dans le 1 ^{er} mois	240	210	450	24,9
1 an	21	21	42	2,3
2 ans	27	27	54	3,0
3 ans	34	28	62	3,4
4 ans	42	44	86	4,8
5 ans	40	39	79	4,4
6 ans	39	36	75	4,2
7 ans	32	29	61	3,4
8 ans	33	42	75	4,2
9 ans	55	35	90	5,0
10 ans	33	26	59	3,3
11 ans	45	49	94	5,2
12 ans	47	47	94	5,2
13 ans	33	39	72	4,0
14 ans	45	43	88	4,9
15 ans	54	44	98	5,4
16 ans	66	56	122	6,8
17 ans	39	34	73	4,0
Non renseigné	5	3	8	0,4
TOTAL	951	863	1 814	100,0
% par sexe	52,4	47,6		

Âge lors de l'admission	% cumulés par âge lors de l'admission
Moins d'1 mois	24,9
Moins d'1 an	26,7
Moins de 2 ans	29,0
Moins de 3 ans	32,0
Moins de 4 ans	35,4
Moins de 5 ans	40,2
Moins de 6 ans	44,6
Moins de 7 ans	48,7
Moins de 8 ans	52,1
Moins de 9 ans	56,3
Moins de 10 ans	61,2
Moins de 11 ans	64,5
Moins de 12 ans	69,7
Moins de 13 ans	74,9
Moins de 14 ans	78,9
Moins de 15 ans	83,8
Moins de 16 ans	89,2
Moins de 17 ans	96,0
Moins de 18 ans	100,0

Note • Âge à l'admission inconnu pour 8 enfants

Pyramide des âges à l'admission des pupilles de l'État au cours de l'année 2023



ANNEXE 3.3 Conditions d'admission des pupilles de l'État admis en 2023, situation par âge révolu lors de l'admission

Âge révolu lors de l'admission	Absence de filiation (1°)	Remis par personnes qualifiées (2°)	Remis par un parent (3°)	Orphelins (4°)	Retrait total de l'autorité parentale (5°)	Déclaration judiciaire de délaissement parental (6°)	Total
0 an	436	17	20	3	1	5	482
dont dans le 1er mois	424	11	12	0	1	2	450
1 an	0	6	10	7	3	16	42
2 ans	0	7	3	2	9	33	54
3 ans	1	4	6	7	7	37	62
4 ans	0	4	1	6	7	68	86
5 ans	0	5	4	10	14	46	79
6 ans	0	6	3	2	11	53	75
7 ans	0	4	0	2	12	43	61
8 ans	0	0	2	5	18	50	75
9 ans	0	1	9	9	15	56	90
10 ans	1	3	3	6	12	34	59
11 ans	0	3	5	14	21	51	94
12 ans	1	6	4	18	12	53	94
13 ans	0	3	2	18	11	38	72
14 ans	0	3	2	21	14	48	88
15 ans	0	2	8	27	12	49	98
16 ans	0	5	7	26	18	66	122
17 ans	0	1	3	35	5	29	73
Non renseigné	0	0	0	0	1	7	8
TOTAL	439	80	92	218	203	782	1814
Part selon les conditions d'admission (en %)	24,2	4,4	5,1	12,0	11,2	43,1	100
Âge moyen lors de l'admission	1 mois	6,6	7,4	12,5	10,2	9,8	7,5

Note • Âge à l'admission inconnu pour 8 enfants

ANNEXE 3.4 Modalités d'accueil au 31 décembre 2023 des pupilles de l'État admis en 2023, situation par âge lors de l'admission

Âge lors de l'admission	Pupilles de l'État au 31 décembre 2023		Sortis durant l'année			Ensemble
	Confiés en vue d'adoption	Non confiés en vue d'adoption	Adoptés : jugements prononcés	Retour dans la famille (reprise ou tutelle)	Autre (majorité, changement de statut à l'ASE, décès)	
0 an	251	147	2	77	5	482
1 an	4	33	0	5	0	42
2 ans	5	49	0	0	0	54
3 ans	6	52	1	3	0	62
4 ans	4	81	0	0	1	86
5 ans	2	76	0	1	0	79
6 ans	4	70	0	1	0	75
7 ans	2	57	2	0	0	61
8 ans	3	71	0	1	0	75
9 ans	5	84	0	0	1	90
10 ans	1	57	0	0	1	59
11 ans	2	88	0	3	1	94
12 ans	1	91	0	1	1	94
13 ans	1	69	0	2	0	72
14 ans	1	85	0	2	0	88
15 ans	1	93	0	3	1	98
16 ans	2	111	0	1	8	122
17 ans	0	37	0	0	36	73
Non renseigné	0	8	0	0	0	8
TOTAL	295	1359	5	100	55	1814
Pourcentages	16,3	74,9	0,3	5,5	3,0	100

Note - Âge à l'admission inconnu pour 8 enfants

Situation au 31 décembre 2023 selon le groupe d'âge (en %)

Âge révolu lors de l'admission	Adoptés ou confiés en vue d'adoption	Non confiés en vue d'adoption	Sortis durant l'année (hors adoption)	Ensemble
Moins d'1 an	52,5	30,5	17,0	100
1-4 ans	8,2	88,1	3,7	100
5-9 ans	4,7	94,2	1,1	100
10-17 ans	1,3	90,1	8,6	100
TOTAL	16,5	74,9	8,5	100

ANNEXE 3.5 Besoins spécifiques des pupilles de l'État admis en 2023, situation selon différentes caractéristiques

		Enfants à besoins spécifiques			Aucun besoin spécifique	Non réponse	Total (hors « non réponse »)	Proportion d'enfants à besoins spécifiques (en %)
		État de santé ou handicap	Âge	Fratrie				
Sexe	Garçons	74	196	71	512	98	853	40,0
	Filles	51	223	60	441	88	775	43,1
Âge lors de l'admission	Moins d'1 an	25	1	6	445	5	477	6,7
	1-4 ans	15	7	18	167	37	207	19,3
	5-9 ans	38	55	46	175	66	314	44,3
	10-17 ans	47	356	61	166	78	630	73,7
Conditions d'admission	Absence de filiation (1°)	22	0	5	409	3	436	6,2
	Remis par personnes qualifiées (2°)	7	22	2	45	4	76	40,8
	Remis par un parent (3°)	5	22	3	56	6	86	34,9
	Orphelins (4°)	14	92	19	72	21	197	63,5
	Retrait total autorité parentale (5°)	18	58	33	70	24	179	60,9
	Déclaration judiciaire d'abandon (6°)	59	225	69	301	128	654	54,0
Modalités d'accueil au 31 décembre 2023	Adoptés ou confiés en vue d'adoption	18	5	6	271	0	300	9,7
	dont famille d'accueil	1	4	0	31	0	36	13,9
	dont famille agréée du département	12	1	6	232	0	251	7,6
	dont famille agréée hors département	5	0	0	8	0	13	38,5
	dont famille naturelle	0	0	0	0	0	0	-
	Non confiés en vue d'adoption	105	388	122	560	184	1175	52,3
	dont famille d'accueil	59	218	75	468	31	820	42,9
	dont établissement	27	112	25	56	2	220	74,5
	dont famille d'accueil et établissement	14	12	1	18	0	45	60,0
	dont famille naturelle ou de parrainage	1	15	2	15	0	33	55
	dont logement autonome	0	6	0	0	0	6	100
	autres	1	0	0	0	0	1	100
	Non renseigné	3	25	19	3	151	50	94,0
	Sortis durant l'année (hors adoption)	2	26	3	122	2	153	20,3
TOTAL*		125	419	131	953	186	1628	41,5
Répartition des pupilles en fonction de l'existence de besoin spécifique (en %)		7,7	25,7	8,0	58,5	-	100	

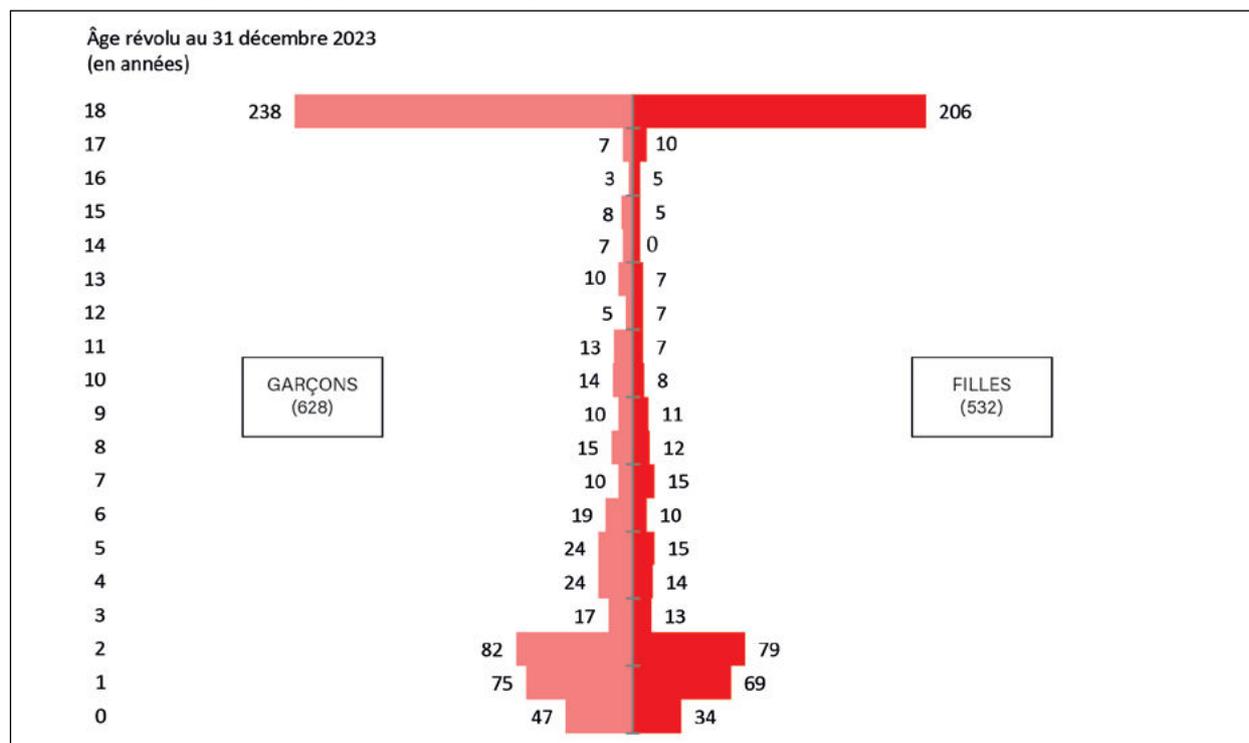
* Les % sont calculés sur les l'ensemble des informations collectées. Ainsi, l'information est disponible pour 1628 enfants (sur 1814)

ANNEXE 3.6 Structure par sexe et âge des enfants ayant quitté le statut de pupille de l'État au cours de l'année 2023

Âge au 31 décembre 2023	Garçons	Filles	Total	% par âge
0 an	47	34	81	7,0
1 an	75	69	144	12,4
2 ans	82	79	161	13,9
3 ans	17	13	30	2,6
4 ans	24	14	38	3,3
5 ans	24	15	39	3,4
6 ans	19	10	29	2,5
7 ans	10	15	25	2,2
8 ans	15	12	27	2,3
9 ans	10	11	21	1,8
10 ans	14	8	22	1,9
11 ans	13	7	20	1,7
12 ans	5	7	12	1,0
13 ans	10	7	17	1,5
14 ans	7	5	12	1,0
15 ans	8	5	13	1,1
16 ans	3	5	8	0,7
17 ans	7	10	17	1,5
18 ans	238	206	444	38,3
TOTAL	628	532	1160	100
% par sexe	54,1 %	45,9 %		

Âge au 31 décembre 2023	% cumulés par âge
Moins d'1 an	7,0
Moins de 2 ans	19,4
Moins de 3 ans	33,3
Moins de 4 ans	35,9
Moins de 5 ans	39,1
Moins de 6 ans	42,5
Moins de 7 ans	45,0
Moins de 8 ans	47,2
Moins de 9 ans	49,5
Moins de 10 ans	51,3
Moins de 11 ans	53,2
Moins de 12 ans	54,9
Moins de 13 ans	55,9
Moins de 14 ans	57,4
Moins de 15 ans	58,4
Moins de 16 ans	59,6
Moins de 17 ans	60,3
Moins de 18 ans	61,7
ENSEMBLE	100,0

Pyramide des âges des pupilles de l'État quittant le statut au cours de l'année 2023



ANNEXE 3.7 Modalités de sortie du statut de pupille de l'État au cours de l'année 2023, situation par année de naissance

Année de naissance	Jugement d'adoption plénier	Jugement d'adoption simple	Majorité	Reprise par les parents avant le délai légal	Reprise par les parents après le délai légal	Jugement restituant l'autorité parentale à la suite d'un retrait de l'autorité parentale	Annulation du procès verbal d'admission	Tutelle familiale	Changement de statut de l'enfant remis à l'ASE	Décès	Transfert dans autre département	Total	%
2005	6	0	444	0	0	0	1	0	1	0	0	452	39,0
2006	5	1	0	1	0	0	0	1	1	0	0	9	0,8
2007	4	0	0	0	0	0	0	2	2	0	0	8	0,7
2008	8	1	0	0	0	0	0	3	1	0	0	13	1,1
2009	5	1	0	0	1	0	0	4	0	1	0	12	1,0
2010	13	0	0	0	0	1	0	2	0	0	1	17	1,5
2011	9	2	0	0	0	0	0	1	0	0	0	12	1,0
2012	13	4	0	1	0	0	1	1	0	0	0	20	1,7
2013	17	2	0	0	0	0	1	1	0	1	0	22	1,9
2014	15	5	0	1	0	0	0	0	0	0	0	21	1,8
2015	26	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	27	2,3
2016	23	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	25	2,2
2017	25	1	0	0	1	0	0	2	0	0	0	29	2,5
2018	33	1	0	0	0	0	1	2	0	0	2	39	3,4
2019	31	2	0	2	0	0	0	3	0	0	0	38	3,3
2020	28	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	30	2,6
2021	156	0	0	5	0	0	0	0	0	0	0	161	13,9
2022	128	0	0	12	4	0	0	0	0	0	0	144	12,4
2023	1	0	0	71	4	0	0	0	1	4	0	81	7,0
TOTAL	546	21	444	94	10	1	4	25	6	6	3	1160	100
%	47,1	1,8	38,3	8,1	0,9	0,1	0,3	2,2	0,5	0,5	0,3	100	

ANNEXE 3.8 Modalités de sortie du statut de pupille de l'État au cours de l'année 2023, situation par année d'admission

Année d'admission	Jugement d'adoption plénier	Jugement d'adoption simple	Majorité	Reprise par les parents avant le délai légal	Reprise par les parents après le délai légal	Jugement restituant l'autorité parentale à la suite d'un retrait de l'autorité parentale	Annulation du procès verbal d'admission	Tutelle familiale	Changement de statut de l'enfant remis à l'ASE	Décès	Transfert dans autre département	Total	%
2005	0	0	6	0	0	0	0	0	0	0	0	6	0,5
2006	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-
2007	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-
2008	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0,2
2009	0	0	3	0	0	0	0	0	0	1	0	4	0,3
2010	0	0	6	0	0	0	0	0	0	0	0	6	0,5
2011	0	0	5	0	0	0	0	0	0	0	0	5	0,4
2012	1	0	6	0	0	0	0	0	0	0	0	7	0,6
2013	0	1	10	0	0	0	0	0	0	0	0	11	0,9
2014	1	0	11	0	0	0	0	0	0	0	0	12	1,0
2015	2	1	18	0	0	0	0	0	0	0	0	21	1,8
2016	3	0	14	0	0	0	0	0	0	0	0	17	1,5
2017	9	0	33	0	0	0	0	0	0	0	0	42	3,6
2018	20	1	45	0	0	0	0	0	0	0	2	68	5,9
2019	42	1	52	0	0	0	0	0	0	1	0	96	8,3
2020	69	7	36	0	0	0	0	1	0	0	0	113	9,7
2021	239	8	76	2	0	0	0	3	0	0	1	329	28,4
2022	157	2	87	9	5	0	2	10	1	0	0	273	23,5
2023	2	0	35	83	5	1	2	11	5	4	0	148	12,8
TOTAL	546	21	444	94	10	1	4	25	6	6	3	1160	100
%	47,1	1,8	38,3	8,1	0,9	0,1	0,3	2,2	0,5	0,5	0,3	100	
Âge moyen lors de l'admission	2,3	6,0	13,5	0,5	1,7	5,0	12,0	9,4	13,2	0,8	3,7	6,7	

ANNEXE 3.9 (1/3) Nombre de pupilles de l'État confiés en vue d'adoption en 2023, situation par département

Départements	Pupilles de l'État confiés en vue d'adoption au cours de l'année 2023	Pupilles de l'État au cours de l'année 2023	Part des pupilles de l'État confiés en vue d'adoption (en %)
01-Ain	11	55	20,0
02-Aisne	14	106	13,2
03-Allier	1	42	2,4
04-Alpes-de-Haute-Provence	3	10	30,0
05-Hautes-Alpes	1	11	9,1
06-Alpes-Maritimes	13	72	18,1
07-Ardèche	3	13	23,1
08-Ardenne	3	32	9,4
09-Ariège	0	5	0,0
10-Aube	4	35	11,4
11-Aude	1	80	1,3
12-Aveyron	3	23	13,0
13-Bouches-du-Rhône	18	166	10,8
14-Calvados	13	117	11,1
15-Cantal	0	3	0,0
16-Charente	6	46	13,0
17-Charente-Maritime	0	77	0,0
18-Cher	0	37	0,0
19-Corrèze	1	11	12,5
20-Corse	3	6	50,0
21-Côte-d'Or	9	41	22,0
22-Côtes-d'Armor	3	28	10,7
23-Creuse	0	9	0,0
24-Dordogne	2	19	10,5
25-Doubs	6	51	11,8
26-Drôme	6	56	10,7
27-Eure	4	52	7,7
28-Eure-et-Loir	4	54	7,4
29-Finistère	6	103	5,8
30-Gard	7	67	10,4
31-Haute-Garonne	9	107	8,4
32-Gers	2	7	28,6
33-Gironde	21	119	17,6
34-Hérault	14	48	29,2
35-Ille-et-Vilaine	9	112	8,0
36-Indre	6	22	27,3

ANNEXE 3.9 (2/3) Nombre de pupilles de l'État confiés en vue d'adoption en 2023, situation par département

Départements	Pupilles de l'État confiés en vue d'adoption au cours de l'année 2023	Pupilles de l'État au cours de l'année 2023	Part de placements en vue d'adoption (en %)
37-Indre-et-Loire	3	40	7,5
38-Isère	10	120	8,3
39-Jura	4	12	33,3
40-Landes	2	17	11,8
41-Loir-et-Cher	1	20	5,0
42-Loire	5	77	6,5
43-Haute-Loire	0	14	0,0
44-Loire-Atlantique	8	114	7,0
45-Loiret	6	73	8,2
46-Lot	1	6	16,7
47-Lot-et-Garonne	2	14	14,3
48-Lozère	2	8	25,0
49-Maine-et-Loire	13	168	7,7
50-Manche	8	46	17,4
51-Marne	14	65	21,5
52-Haute-Marne	1	36	2,8
53-Mayenne	0	21	0,0
54-Meurthe-et-Moselle	11	200	5,5
55-Meuse	3	36	8,3
56-Morbihan	9	113	8,0
57-Moselle	19	105	18,1
58-Nièvre	6	39	15,4
59-Nord	39	562	6,9
60-Oise	3	50	6,0
61-Orne	5	57	8,8
62-Pas-de-Calais	37	347	10,7
63-Puy-de-Dôme	2	39	5,1
64-Pyrénées-Atlantiques	10	31	32,3
65-Hautes-Pyrénées	2	17	11,8
66-Pyrénées-Orientales	8	40	20,0
67-Bas-Rhin	10	94	10,6
68-Haut-Rhin	7	113	6,2
69-Rhône	7	100	7,0
70-Haute-Saône	4	32	12,5
71-Saône-et-Loire	11	61	18,0
72-Sarthe	6	39	15,4

ANNEXE 3.9 (3/3) Nombre de pupilles de l'État confiés en vue d'adoption en 2023, situation par département

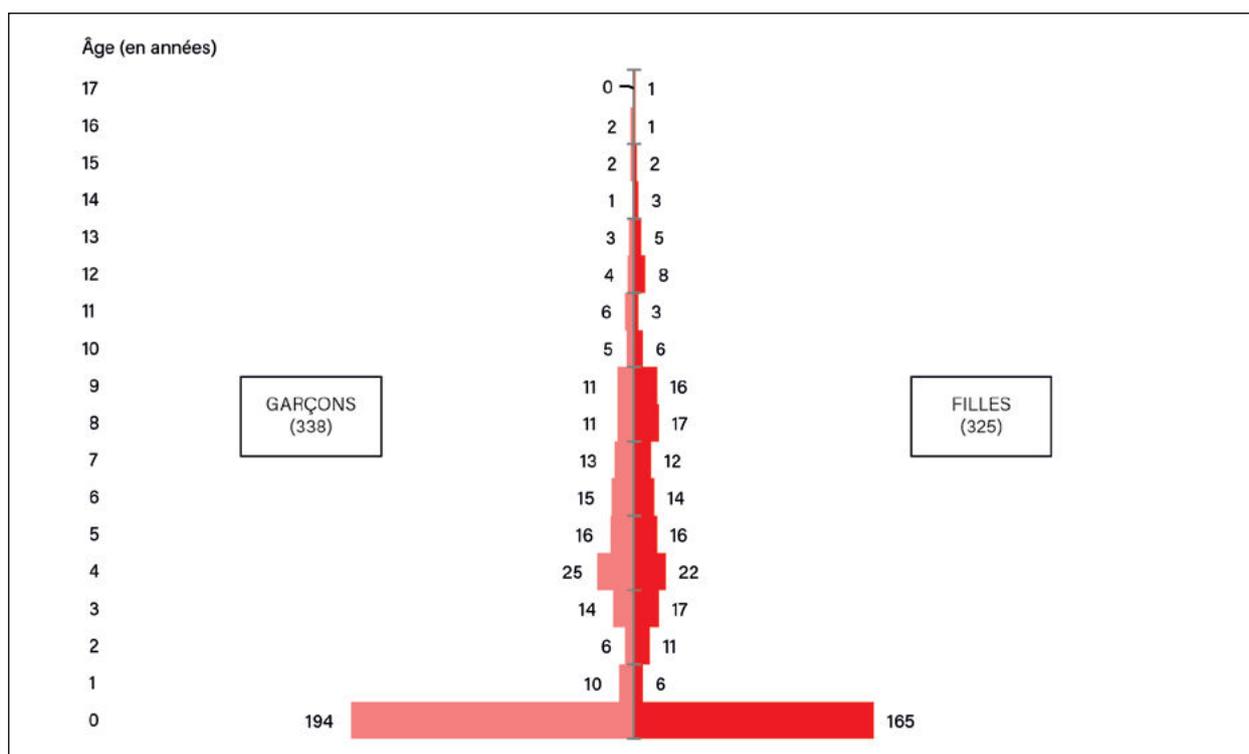
Départements	Pupilles de l'État confiés en vue d'adoption au cours de l'année 2023	Pupilles de l'État au cours de l'année 2023	Part de placements en vue d'adoption (en %)
73-Savoie	5	34	14,7
74-Haute-Savoie	7	48	14,6
75-Paris	6	118	5,1
76-Seine-Maritime	10	107	9,3
77-Seine-et-Marne	14	92	15,2
78-Yvelines	11	91	12,1
79-Deux-Sèvres	3	43	7,0
80-Somme	6	51	11,8
81-Tarn	3	13	23,1
82-Tarn-et-Garonne	4	42	9,5
83-Var	11	93	11,8
84-Vaucluse	3	51	5,9
85-Vendée	6	52	11,5
86-Vienne	3	20	15,0
87-Haute-Vienne	10	31	32,3
88-Vosges	5	45	11,1
89-Yonne	0	32	0,0
90-Territoire-de-Belfort	2	13	15,4
91-Essonnes	10	115	8,7
92-Hauts-de-Seine	11	86	12,8
93-Seine-Saint-Denis	14	109	12,8
94-Val-de-Marne	8	63	12,7
95-Val-d'Oise	9	98	9,2
FRANCE MÉTROPOLITAINE	646	6 215	10,4
971-Guadeloupe	2	13	16,7
972-Martinique	0	8	0,0
973-Guyane	5	21	23,8
974-Réunion	7	59	11,9
976-Mayotte	3	14	23,1
FRANCE ENTIÈRE	663	6 330	10,5

ANNEXE 3.10 Structure par sexe et âge des pupilles de l'État confiés en vue d'adoption au cours de l'année 2023

Âge lors du placement	Garçons	Filles	Total	% par âge au placement
0 an	194	165	359	54,1
1 an	10	6	16	2,4
2 ans	6	11	17	2,6
3 ans	14	17	31	4,7
4 ans	25	22	47	7,1
5 ans	16	16	32	4,8
6 ans	15	14	29	4,4
7 ans	13	12	25	3,8
8 ans	11	17	28	4,2
9 ans	11	16	27	4,1
10 ans	5	6	11	1,7
11 ans	6	3	9	1,4
12 ans	4	8	12	1,8
13 ans	3	5	8	1,2
14 ans	1	3	4	0,6
15 ans	2	2	4	0,6
16 ans	2	1	3	0,5
17 ans	0	1	1	0,2
TOTAL	338	325	663	100,0
% par sexe	51,0 %	49,0 %		

Âge lors du placement	% cumulés par âge lors du placement
Moins d'1 an	54,1
Moins de 2 ans	56,6
Moins de 3 ans	59,1
Moins de 4 ans	63,8
Moins de 5 ans	70,9
Moins de 6 ans	75,7
Moins de 7 ans	80,1
Moins de 8 ans	83,9
Moins de 9 ans	88,1
Moins de 10 ans	92,2
Moins de 11 ans	93,8
Moins de 12 ans	95,2
Moins de 13 ans	97,0
Moins de 14 ans	98,2
Moins de 15 ans	98,8
Moins de 16 ans	99,4
Moins de 17 ans	99,8
Moins de 18 ans	100,0

Pyramide des âges des pupilles de l'État confiés en vue d'adoption en 2023



ANNEXE 3.11 **Lieu de vie des enfants confiés en vue d'adoption, au cours de l'année 2023**
selon les conditions d'admission

Conditions d'admission	Famille d'accueil	Famille agréée du département	Famille agréée hors département	Famille naturelle	Autre	Total	Part en %
Absence de filiation(1°)	9	335	17	0	0	361	54,4
Remis par les personnes qualifiées (2°)	11	12	4	0	0	27	4,1
Remis par un parent (3°)	8	8	4	0	0	20	3,0
Orphelins (4°)	4	7	1	1	0	13	2,0
Retrait total de l'autorité parentale (5°)	13	5	2	0	0	20	3,0
Déclaration judiciaire de délaissement parental (6°)	128	68	23	1	2	222	33,5
TOTAL	173	435	51	2	2	663	100
Pourcentages	26,1	65,6	7,7	0,3	0,3	100	

ANNEXE 3.12 Types de familles adoptives des enfants confiés en vue d'adoption au cours de l'année 2023, situation en fonction de l'existence de besoin spécifique

Besoins spécifiques	Famille d'accueil	Famille agréée du département	Famille agréée hors département	Famille naturelle	Autre	Total
Aucun besoin spécifique	125	372	25	2	2	526
Besoins spécifiques, dont :	48	63	26	0	0	137
État de santé ou de handicap	13	30	17	0	0	60
Âge	23	17	3	0	0	43
Fratrie	12	16	6	0	0	34
TOTAL	173	435	51	2	2	663

Pourcentages

Besoins spécifiques	Famille d'accueil	Famille agréée du département	Famille agréée hors département	Famille naturelle	Autre	Total
Aucun besoin spécifique	23,8	70,7	4,8	0,4	0,4	100
Besoins spécifiques, dont :	35,0	46,0	19,0	0,0	0,0	100
État de santé ou de handicap	21,7	50,0	28,3	0,0	0,0	100
Âge	53,5	39,5	7,0	0,0	0,0	100
Fratrie	35,3	47,1	17,6	0,0	0,0	100
TOTAL	1,0	8,0	7,7	0,3	0,3	100

Note • 23,8 % des enfants confiés en vue d'adoption en 2023 ne présentant aucun besoin spécifique vivent en famille d'accueil (soit 125 enfants sur 526). Cette proportion est de 35 % pour ceux présentant des besoins spécifiques.

Besoins spécifiques	Famille d'accueil	Famille agréée du département	Famille agréée hors département	Famille naturelle	Autre	Total
Aucun besoin spécifique	72,3	85,5	49,0	100	100	79,3
Besoins spécifiques, dont :	27,7	14,5	51,0	0,0	0,0	20,7
État de santé ou de handicap	7,5	6,9	33,3	0,0	0,0	9,0
Âge	13,3	3,9	5,9	0,0	0,0	6,5
Fratrie	6,9	3,7	11,8	0,0	0,0	5,1
TOTAL	100	100	100	100	100	100

Note • 72,3 % des enfants confiés en vue d'adoption en famille d'accueil en 2023 ne présentent aucun besoin spécifique (soit 125 enfants sur 173).

Annexe 4.
Données statistiques
complémentaires :
naissances sous le secret,
enfants trouvées
et enfants remis en 2023

ANNEXE 4 (1/3) Situation de certains pupilles de l'État, admis au titre des articles L. 224-4.1°, 2° et 3° du CASF, situation par département

Départements	Enfants dont la mère a demandé le secret de son identité lors de l'accouchement	Proportion de naissances sous le secret pour 100 000 naissances (en %)	Enfants trouvés	Nouveau-nés remis en vue d'adoption avec une filiation établie	Enfants remis en vue d'adoption suite à un échec d'adoption
01-Ain	3	47	0	0	0
02-Aisne	3	59	0	0	0
03-Allier	1	40	0	0	0
04-Alpes-de-Haute-Provence	1	78	0	0	0
05-Hautes-Alpes	0	0	0	0	0
06-Alpes-Maritimes	8	77	2	0	0
07-Ardèche	2	78	0	0	0
08-Ardenne	4	184	0	0	0
09-Ariège	1	92	0	0	0
10-Aube	2	70	0	0	0
11-Aude	0	0	0	0	0
12-Aveyron	0	0	0	0	0
13-Bouches-du-Rhône	14	61	0	0	0
14-Calvados	9	148	0	0	0
15-Cantal	0	0	0	0	0
16-Charente	4	141	0	0	0
17-Charente-Maritime	3	65	0	0	0
18-Cher	1	43	0	0	0
19-Corrèze	4	237	0	0	0
20-Corse	2	80	0	0	0
21-Côte-d'Or	5	111	0	0	1
22-Côtes-d'Armor	4	87	0	0	0
23-Creuse	0	0	0	0	0
24-Dordogne	2	73	0	0	0
25-Doubs	1	20	0	1	0
26-Drôme	6	125	0	0	0
27-Eure	2	35	0	0	0
28-Eure-et-Loir	3	72	0	0	0
29-Finistère	10	137	0	0	0
30-Gard	4	60	0	0	0
31-Haute-Garonne	9	63	0	1	0
32-Gers	0	0	0	0	0
33-Gironde	11	70	0	0	0
34-Hérault	9	81	0	0	0

ANNEXE 4 (2/3) Situation de certains pupilles de l'État, admis au titre des articles L. 224-4.1°, 2° et 3° du CASF, situation par département

Départements	Enfants dont la mère a demandé le secret de son identité lors de l'accouchement	Proportion de naissances sous le secret pour 100 000 naissances (en %)	Enfants trouvés	Nouveau-nés remis en vue d'adoption avec une filiation établie	Enfants remis en vue d'adoption suite à un échec d'adoption
35-Ille-et-Vilaine	7	64	1	0	0
36-Indre	1	63	0	0	0
37-Indre-et-Loire	1	18	0	0	0
38-Isère	5	40	0	0	0
39-Jura	2	96	0	0	0
40-Landes	2	63	0	0	1
41-Loir-et-Cher	1	36	0	0	0
42-Loire	12	164	0	0	0
43-Haute-Loire	0	0	0	0	0
44-Loire-Atlantique	9	60	0	0	0
45-Loiret	6	86	1	0	2
46-Lot	1	92	0	0	0
47-Lot-et-Garonne	1	36	0	0	0
48-Lozère	1	178	0	0	0
49-Maine-et-Loire	6	76	0	2	0
50-Manche	3	76	0	0	1
51-Marne	4	77	0	1	0
52-Haute-Marne	1	73	0	0	0
53-Mayenne	2	70	0	0	0
54-Meurthe-et-Moselle	6	101	0	0	0
55-Meuse	1	72	0	1	0
56-Morbihan	4	65	0	0	0
57-Moselle	11	127	0	1	0
58-Nièvre	0	0	0	0	0
59-Nord	31	113	1	0	0
60-Oise	2	24	0	0	0
61-Orne	6	264	0	0	0
62-Pas-de-Calais	14	99	0	0	0
63-Puy-de-Dôme	1	18	0	0	0
64-Pyrénées-Atlantiques	5	91	0	0	0
65-Hautes-Pyrénées	2	112	0	0	0
66-Pyrénées-Orientales	4	96	0	0	0
67-Bas-Rhin	6	56	0	0	0
68-Haut-Rhin	9	134	0	1	0

ANNEXE 4 (3/3) Situation de certains pupilles de l'État, admis au titre des articles L. 224-4.1°, 2° et 3° du CASF, situation par département

Départements	Enfants dont la mère a demandé le secret de son identité lors de l'accouchement	Proportion de naissances sous le secret pour 100 000 naissances	Enfants trouvés	Nouveau-nés remis en vue d'adoption avec une filiation établie	Enfants remis en vue d'adoption suite à un échec d'adoption
69-Rhône	8	37	0	1	0
70-Haute-Saône	2	112	0	0	0
71-Saône-et-Loire	5	115	0	0	0
72-Sarthe	6	114	0	1	0
73-Savoie	2	53	0	0	0
74-Haute-Savoie	6	67	0	0	0
75-Paris	10	46	0	0	0
76-Seine-Maritime	6	49	0	0	0
77-Seine-et-Marne	8	46	0	1	0
78-Yvelines	5	29	0	0	0
79-Deux-Sèvres	3	100	0	0	0
80-Somme	6	117	0	0	0
81-Tarn	4	131	0	0	0
82-Tarn-et-Garonne	4	173	0	0	1
83-Var	6	61	0	6	0
84-Vaucluse	5	91	0	0	0
85-Vendée	2	37	0	0	0
86-Vienne	1	28	0	1	0
87-Haute-Vienne	4	128	0	2	0
88-Vosges	1	38	0	0	1
89-Yonne	1	36	0	1	0
90-Territoire-de-Belfort	3	245	0	0	0
91-Essonnes	10	58	0	2	0
92-Hauts-de-Seine	10	51	0	1	0
93-Seine-Saint-Denis	8	32	0	0	0
94-Val-de-Marne	2	11	0	0	0
95-Val-d'Oise	7	39	0	0	0
971-Guadeloupe	6	148	0	0	0
972-Martinique	1	30	0	0	0
973-Guyane	1	13	0	0	0
974-Réunion	2	16	0	0	0
976-Mayotte	1	10	0	0	0
TOTAL	441	65	5	24	7

Annexe 5.

Données statistiques sur l'activité des conseils de famille

ANNEXE 5.1 (1/4) Fonctionnement des conseils de famille, composition des conseils en 2023

n° de département	Départements	Nombre de conseils de famille	Effectif confié aux conseils de famille	Présidence du conseil de famille					Nombre de réunions	Nombre de réunions incomplètes	Absences des membres par catégorie				
				Anciens pupilles	Associations familiales	Assistants familiaux	Conseil départemental	Personnalités qualifiées			Anciens pupilles	Associations familiales	Assistants familiaux	Conseil départemental	Personnalités qualifiées
1	Ain	1	44	0	0	1	0	0	10	4	0	3	0	1	1
2	Aisne (1/2)	2	42	0	0	0	0	1	10	10	2	3	0	6	10
2	Aisne (2/2)		42	0	0	0	1	0	6	3	2	0	1	3	1
3	Allier	1	36	0	1	0	0	0	5	NR	NR	NR	NR	NR	NR
4	Alpes-de-Haute-Provence	1	10	0	0	0	1	0	8	8	3	3	2	2	10
5	Hautes-Alpes	1	8	0	1	0	0	0	6	5	1	8	3	3	0
6	Alpes-Maritimes	1	57	0	1	0	0		12	7	4	0	3	4	3
7	Ardèche	1	11	0	1	0	0	0	4	4	4	2	1	3	3
8	Ardennes	1	24	0	0	0	1	0	10	NR	1	4	3	7	4
9	Ariège	1	4	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Aube	1	29	0	0	0	0	1	10	6	0	0	4	2	2
11	Aude	1	59	0	0	0	1	0	8	7	1	0	4	2	0
12	Aveyron	1	19	0	0	0	1	0	5	4	0	1	2	1	0
13	Bouches-du-Rhône (1/2)	2	68	0	0	0	0	1	11	11	2	7	3	0	4
13	Bouches-du-Rhône (2/2)		72	0	0	0	0	1	12	11	4	0	7	1	7
14	Calvados (1/2)	2	49	0	0	0	1	0	11	NR	0	1	0	5	9
14	Calvados (2/2)		41	0	0	0	1	0	10	NR	0	0	0	3	7
15	Cantal	1	3	0	0	0	0	1	3	2	0	4	0	2	0
16	Charente	1	31	0	1	0	0	0	9	9	2	2	1	9	5
17	Charente-Maritime	1	66	0	0	0	1	0	15	14	0	9	1	13	8
18	Cher	1	23	0	0	0	1	0	7	5	0	3	0	2	3
19	Corrèze	1	6	1	0	0	0	0	5	3	0	0	0	1	2
20	Corse	1	2	0	0	1	0	0	4	4	0	3	0	1	1
21	Côte-d'Or	1	30	0	0	0	0	1	9	7	0	1	0	3	4
22	Côtes-d'Armor	1	24	0	0	0	0	1	13	2	0	0	0	1	1
23	Creuse	1	9	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
24	Dordogne	1	14	0	0	1	0	0	10	8	2	2	0	4	0
25	Doubs	1	45	0	1	0	0	0	16	16	16	3	16	3	3
26	Drôme	1	49	1	0	0	0	0	10	9	0	0	0	10	3
27	Eure	1	48	0	1	0	0	0	16	8	1	1	0	2	5
28	Eure-et-Loir	1	42	0	1	0	0	0	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR
29	Finistère	1	78	0	0	0	1	0	13	13	3	3	0	14	6
30	Gard	1	61	0	1	0	0		11	9	4	0	2	6	2
31	Haute-Garonne	1	83	0	1	0	0	0	13	10	2	0	1	10	6
32	Gers	1	7	0	0	0	0	1	5	3	0	1	1	1	0

ANNEXE 5.1 (2/4) Fonctionnement des conseils de famille, composition des conseils en 2023

n° de département	Départements	Nombre de conseils de famille	Effectif confié aux conseils de famille	Présidence du conseil de famille					Nombre de réunions	Nombre de réunions incomplètes	Absences des membres par catégorie				
				Anciens pupilles	Associations familiales	Assistants familiaux	Conseil départemental	Personnalités qualifiées			Anciens pupilles	Associations familiales	Assistants familiaux	Conseil départemental	Personnalités qualifiées
33	Gironde	1	93	0	1	0	0	0	14	14	5	2	3	21	6
34	Hérault	1	45	1	0	0	0	0	10	10	0	4	0	10	8
35	Ille-et-Vilaine (1/2)	2	48	0	0	0	0	1	15	13	2	6	4	10	2
35	Ille-et-Vilaine (2/2)		49	0	0	0	0	1	14	11	0	3	1	11	1
36	Indre	1	19	0	0	0	1	0	11	6	1	5	2	0	2
37	Indre-et-Loire	1	31	0	1	0	0	0	12	12	8	1	3	13	6
38	Isère (1/2)	2	56	0	0	0	0	1	11	11	11	0	6	1	2
38	Isère (2/2)		50	0	1	0	0	0	8	8	8	1	5	11	1
39	Jura	1	8	0	0	0	1	0	4	NR	0	2	1	4	1
40	Landes	1	16	0	0	0	1	0	5	NR	NR	NR	NR	NR	NR
41	Loir-et-Cher	1	16	0	0	0	1	0	6	NR	NR	NR	NR	4	3
42	Loire	1	50	0	1	0	0	0	15	NR	4	8	2	6	2
43	Haute-Loire	1	11	0	1	0	0	0	6	6	0	0	3	2	6
44	Loire-Atlantique	1	97	0	1	0	0	0	15	15	7	4	0	16	4
45	Loiret	1	56	0	1	0	0	0	11	11	0	0	0	11	3
46	Lot	1	5	0	1	0	0	0	2	2	2	0	0	1	0
47	Lot-et-Garonne	1	10	1	0	0	0	0	4	4	0	2	1	4	5
48	Lozère	1	4	0	0	0	0	1	4	1	0	2	0	1	2
49	Maine-et-Loire (1/2)	2	76	0	1	0	0	0	12	11	NR	2	3	6	1
49	Maine-et-Loire (2/2)		75	0	0	1	0	0	11	10	0	4	0	4	2
50	Manche	1	28	0	0	0	0	1	9	5	3	3	1	1	3
51	Marne	1	54	0	1	0	0	0	14	13	3	5	1	4	6
52	Haute-Marne	1	33	0	1	0	0	0	14	14	14	0	1	7	7
53	Mayenne	1	16	0	0	0	0	1	10	NR	1	0	0	4	2
54	Meurthe-et-Moselle (1/2)	2	84	1	0	0	0	0	10	9	1	3	4	8	1
54	Meurthe-et-Moselle (2/2)		83	1	0	0	0	0	11	11	0	8	1	16	3
55	Meuse	1	32	1	0	0	0	0	10	7	2	5	4	0	4
56	Morbihan	1	92	0	0	0	1	0	11	8	5	1	0	0	2
57	Moselle	1	86	0	0	0	1	0	11	11	3	2	11	11	13
58	Nièvre	1	35	0	0	0	1	0	6	6	1	0	5	1	4
59	Nord (1/6)	6	99	0	0	0	0	1	8	8	1	9	0	16	0
59	Nord (2/6)		89	0	0	0	0	1	12	12	11	1	0	22	5
59	Nord (3/6)		95	0	0	0	0	1	9	8	3	2	10	12	0
59	Nord (4/6)		90	0	0	0	0	1	10	10	10	1	2	20	0
59	Nord (5/6)		48	0	0	0	0	1	8	8	7	7	6	2	0
59	Nord (6/6)		39	0	0	0	0	1	8	8	0	0	0	16	0

ANNEXE 5.1 (3/4) Fonctionnement des conseils de famille, composition des conseils en 2023

n° de département	Départements	Nombre de conseils de famille	Effectif confié aux conseils de famille	Présidence du conseil de famille					Nombre de réunions	Nombre de réunions incomplètes	Absences des membres par catégorie				
				Anciens pupilles	Associations familiales	Assistants familiaux	Conseil départemental	Personnalités qualifiées			Anciens pupilles	Associations familiales	Assistants familiaux	Conseil départemental	Personnalités qualifiées
60	Oise	1	42	0	0	0	0	1	9	NR	NR	NR	NR	NR	NR
61	Orne	1	40	0	0	0	1	0	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR
62	Pas-de-Calais (1/6)	6	66	0	0	0	0	1	11	11	8	15	2	16	3
62	Pas-de-Calais (2/6)		69	0	0	0	0	1	12	12	12	2	1	20	3
62	Pas-de-Calais (3/6)		34	0	0	0	0	1	7	7	2	8	1	11	1
62	Pas-de-Calais (4/6)		61	0	1	0	0	0	10	10	10	1	0	18	11
62	Pas-de-Calais (5/6)		40	0	1	0	0	0	8	8	0	3	8	4	4
62	Pas-de-Calais (6/6)		35	0	1	0	0	0	7	7	4	3	1	4	0
63	Puy-de-Dôme	1	31	1	0	0	0	0	11	NR	2	0	1	6	6
64	Pyrénées-Atlantiques	1	20	0	0	0	0	1	11	9	1	1	0	14	1
65	Hautes-Pyrénées	1	15	0	1	0	0	0	8	7	NR	NR	NR	NR	NR
66	Pyrénées-Orientales	1	33	0	1	0	0	0	11	NR	0	5	5	14	17
67	Bas-Rhin	1	82	1	0	0	0	0	11	11	1	3	1	11	2
68	Haut-Rhin (1/2)	2	47	1	0	0	0	0	10	10	1	1	10	15	8
68	Haut-Rhin (1/2)		48	0	0	0	0	1	11	11	5	4	1	15	7
69	Rhône	1	79	0	1	0	0	0	18	14	3	5	1	12	8
70	Haute-Saône	1	29	0	0	0	1	0	6	5	0	1	0	4	3
71	Saône-et-Loire	1	53	0	1	0	0	0	27	22	10	7	11	8	0
72	Sarthe	1	38	0	0	0	0	1	11	6	6	0	0	0	0
73	Savoie	1	25	0	0	0	1	0	12	11	4	3	1	9	8
74	Haute-Savoie	1	39	1	0	0	0	0	12	12	0	0	0	19	7
75	Paris (1/2)	2	52	1	1	0	0	0	11	3	0	0	0	3	1
75	Paris (2/2)		54	0	1	0	0	0	10	10	2	2	10	8	2
76	Seine-Maritime	1	75	0	1	0	0	0	10	NR	4	1	2	9	3
77	Seine-et-Marne	1	72	1	0	0	0	0	29	29	2	9	3	50	14
78	Yvelines (1/2)	2	36	1	0	0	0	0	18	16	10	1	1	6	7
78	Yvelines (2/2)		37	0	1	0	0	0	2	2	1	0	1	0	0
79	Deux-Sèvres	1	39	0	0	0	0	1	11	11	6	5	3	14	2
80	Somme	1	43	0	1	0	0	0	9	9	7	11	2	15	5
81	Tarn	1	9	0	0	0	0	1	5	5	1	0	0	8	1
82	Tarn-et-Garonne	1	36	0	0	0	1	0	7	7	0	0	4	0	10
83	Var (1/2)	2	39	0	0	0	0	1	9	9	1	1	1	17	5
83	Var (2/2)		42	1	0	0	0	0	10	10	0	2	0	13	8
84	Vaucluse	1	40	1	0	0	0	0	12	11	1	2	3	6	6
85	Vendée	1	41	1	0	0	0	0	11	NR	0	5	2	12	5

ANNEXE 5.1 (4/4) **Fonctionnement des conseils de famille, composition des conseils en 2023**

n° de département	Départements	Nombre de conseils de famille	Effectif confié aux conseils de famille	Présidence du conseil de famille					Nombre de réunions	Nombre de réunions incomplètes	Absences des membres par catégorie				
				Anciens pupilles	Associations familiales	Assistants familiaux	Conseil départemental	Personnalités qualifiées			Anciens pupilles	Associations familiales	Assistants familiaux	Conseil départemental	Personnalités qualifiées
86	Vienne	1	14	0	0	0	0	1	12	12	1	4	0	7	7
87	Haute-Vienne	1	28	0	0	0	0	1	7	3	0	0	0	3	0
88	Vosges	1	37	0	0	0	1	0	6	5	0	3	2	2	0
89	Yonne	1	27	0	1	0	0	0	11	11	NR	NR	NR	NR	NR
90	Territoire-de-Belfort	1	9	0	0	0	1	0	9	4	1	1	1	1	0
91	Essonne (1/2)	2	45	0	1	0	0	0	19	NR	4	0	2	14	2
91	Essonne (2/2)		45	0	0	1	0	0	19	19	19	0	2	11	1
92	Hauts-de-Seine (1/2)	2	30	0	1	0	0	0	12	12	12	1	1	7	4
92	Hauts-de-Seine (2/2)		29	0	0	0	1	0	16	16	3	1	16	6	6
93	Seine-Saint-Denis (1/2)	2	40	0	0	0	0	1	10	10	6	9	3	10	1
93	Seine-Saint-Denis (2/2)		49	0	1	0	0	0	10	10	0	0	1	19	0
94	Val-de-Marne	1	54	0	0	0	0	1	14	11	1	2	NR	13	3
95	Val-d'Oise	1	76	0	1	0	0	0	13	NR	5	3	0	3	6
971	Guadeloupe	1	8	0	0	0	0	1	3	3	0	0	0	3	0
972	Martinique	1	4	0	1	0	0	0	1	1	0	1	0	1	0
973	Guyane	1	19	0	0	1	0	0	4	4	0	0	0	6	1
974	Réunion (1/2)	2	22	0	1	0	0	0	6	NR	1	1	3	2	5
974	Réunion (2/2)		25	0	1	0	0	0	7	1	2	2	0	5	5
976	Mayotte	1	14	0	0	1	0	0	6	NR	0	0	0	3	0
Total		125	5170	17	42	7	25	35	1210	902	326	286	242	878	416
			Effectif moyen par conseil	Répartition de la présidence des conseils (en %)					Nombre moyen par conseil	% de réunions incomplètes	Proportion d'absence des membres des conseils par catégorie (en %)				
				41,4	14	34	6	20			28	9,8	87	28	12

NR : non-réponse.

ANNEXE 5.2 (1/3) Fonctionnement des conseils de famille, examens de situations en 2023

Départements	Nombre total de pupilles au cours de l'année 2023	Enfants confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2022, sortis en 2023	Demandes par les parents de restitution de l'enfant en 2023	Enfants ayant le statut provisoire au 31 décembre 2023	Enfants dont la situation a été examinée en 2023 (hors confiés et restitués)	Nombre total d'enfants dont la situation a été examinée en 2023	Proportion d'enfants dont la situation a été examinée en 2023 (en %)
01-Ain	55	8	0	0	42	50	91
02-Aisne	106	10	1	1	77	89	84
03-Allier	42	1	0	0	32	33	79
04-Alpes-de-Haute-Provence	10	0	0	0	10	10	100
05-Hautes-Alpes	11	0	0	0	7	7	64
06-Alpes-Maritimes	72	11	2	3	53	69	96
07-Ardèche	13	1	0	0	8	9	69
08-Ardenne	32	3	1	5	17	26	81
09-Ariège	5	0	1	1	0	2	40
10-Aube	35	5	0	0	29	34	97
11-Aude	80	11	0	0	NR	NR	NR
12-Aveyron	23	1	0	0	22	23	100
13-Bouches-du-Rhône	166	18	1	8	121	148	89
14-Calvados	117	10	3	5	99	117	100
15-Cantal	3	0	0	0	3	3	100
16-Charente	46	8	2	4	32	46	100
17-Charente-Maritime	77	2	2	5	68	77	100
18-Cher	37	8	0	0	29	37	100
19-Corrèze	11	3	0	1	3	7	64
20-Corse	6	3	0	0	3	6	100
21-Côte-d'Or	41	6	0	0	29	35	85
22-Côtes-d'Armor	28	1	3	2	22	28	100
23-Creuse	9	0	0	0	0	0	0
24-Dordogne	19	4	1	1	13	19	100
25-Doubs	51	3	0	0	44	47	92
26-Drôme	56	0	0	1	38	39	70
27-Eure	52	0	1	2	38	41	79
28-Eure-et-Loir	54	7	1	1	NR	NR	NR
29-Finistère	103	7	3	5	88	103	100
30-Gard	67	3	0	3	42	48	72
31-Haute-Garonne	107	4	5	5	70	84	79
32-Gers	7	0	0	0	7	7	100
33-Gironde	119	11	1	1	93	106	89
34-Hérault	48	1	1	0	39	41	85
35-Ille-et-Vilaine	112	5	4	6	76	91	81
36-Indre	22	2	0	0	17	19	86
37-Indre-et-Loire	40	2	0	1	37	40	100
38-Isère	120	7	2	0	104	113	94

ANNEXE 5.2 (2/3) Fonctionnement des conseils de famille, examens de situations en 2023

Départements	Nombre total de pupilles au cours de l'année 2023	Enfants confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2022, sortis en 2023	Demandes par les parents de restitution de l'enfant en 2023	Enfants ayant le statut provisoire au 31 décembre 2023	Enfants dont la situation a été examinée en 2023 (hors confiés et restitués)	Nombre total d'enfants dont la situation a été examinée en 2023	Proportion d'enfants dont la situation a été examinée en 2023 (en %)
39-Jura	12	3	1	0	8	12	100
40-Landes	17	0	0	0	17	17	100
41-Loir-et-Cher	20	1	0	0	17	18	90
42-Loire	77	7	6	2	62	77	100
43-Haute-Loire	14	2	0	0	12	14	100
44-Loire-Atlantique	114	9	3	3	99	114	100
45-Loiret	73	8	1	5	57	71	97
46-Lot	6	1	0	0	5	6	100
47-Lot-et-Garonne	14	2	0	0	8	10	71
48-Lozère	8	3	0	0	4	7	88
49-Maine-et-Loire	168	4	2	4	129	139	83
50-Manche	46	10	1	2	20	33	72
51-Marne	65	7	3	4	51	65	100
52-Haute-Marne	36	1	0	0	32	33	92
53-Mayenne	21	0	1	6	14	21	100
54-Meurthe-et-Moselle	200	17	2	2	161	182	91
55-Meuse	36	0	2	4	30	36	100
56-Morbihan	113	9	0	0	95	104	92
57-Moselle	105	13	1	1	90	105	100
58-Nièvre	39	2	0	0	36	38	97
59-Nord	562	40	11	0	385	436	78
60-Oise	50	4	0	2	NR	NR	NR
61-Orne	57	9	4	6	18	37	65
62-Pas-de-Calais	347	20	0	0	287	307	88
63-Puy-de-Dôme	39	4	0	1	19	24	62
64-Pyrénées-Atlantiques	31	6	2	2	21	31	100
65-Hautes-Pyrénées	17	0	0	0	16	16	94
66-Pyrénées-Orientales	40	3	0	0	24	27	68
67-Bas-Rhin	94	5	0	5	84	94	100
68-Haut-Rhin	113	8	2	10	93	113	100
69-Rhône	100	9	4	7	80	100	100
70-Haute-Saône	32	2	1	5	24	32	100
71-Saône-et-Loire	61	4	1	1	52	58	95
72-Sarthe	39	0	0	0	32	32	82
73-Savoie	34	7	0	0	26	33	97
74-Haute-Savoie	48	3	1	2	28	34	71
75-Paris	118	1	0	5	94	100	85
76-Seine-Maritime	107	14	2	2	78	96	90

ANNEXE 5.2 (3/3) Fonctionnement des conseils de famille, examens de situations en 2023

Départements	Nombre total de pupilles au cours de l'année 2023	Enfants confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2022, sortis en 2023	Demandes par les parents de restitution de l'enfant en 2023	Enfants ayant le statut provisoire au 31 décembre 2023	Enfants dont la situation a été examinée en 2023 (hors confiés et restitués)	Nombre total d'enfants dont la situation a été examinée en 2023	Proportion d'enfants dont la situation a été examinée en 2023 (en %)*
77-Seine-et-Marne	92	10	0	12	70	92	100
78-Yvelines	91	11	1	1	78	91	100
79-Deux-Sèvres	43	0	2	7	32	41	95
80-Somme	51	3	2	3	30	38	75
81-Tarn	13	3	1	1	8	13	100
82-Tarn-et-Garonne	42	1	0	0	36	37	88
83-Var	93	5	3	3	58	69	74
84-Vaucluse	51	4	1	8	38	51	100
85-Vendée	52	3	0	3	46	52	100
86-Vienne	20	3	1	1	15	20	100
87-Haute-Vienne	31	2	0	0	21	23	74
88-Vosges	45	7	0	0	27	34	76
89-Yonne	32	1	0	0	31	32	100
90-Territoire-de-Belfort	13	3	1	1	8	13	100
91-Essonnes	115	13	1	0	73	87	76
92-Hauts-de-Seine	86	12	3	3	67	85	99
93-Seine-Saint-Denis	109	9	0	0	68	77	71
94-Val-de-Marne	63	0	1	1	36	38	60
95-Val-d'Oise	98	17	0	9	44	70	71
971-Guadeloupe	13	3	1	1	4	9	69
972-Martinique	8	4	0	0	2	6	75
973-Guyane	21	2	0	1	13	16	76
974-Réunion	59	8	0	3	48	59	100
976-Mayotte	14	0	0	1	13	14	100
FRANCE	6 330	528	104	201	4 586	5 419	88

NR : non-réponse.

*Le pourcentage national a été calculé en excluant les non-réponses.

ANNEXE 5.3 (1/3) **Fonctionnement des conseils de famille, consultations des dossiers et auditions en 2023**

Départements	Consultation des dossiers pour :				Audition par le conseil de famille	Personnes, éventuellement, entendues :							Auteur de la demande d'audition :					
	Dossiers pupilles par l'ensemble des membres du conseil	Candidats proposés à l'adoption par l'ensemble membres du conseil	Dossiers pupilles par au moins 1 membre du conseil	Candidats proposés à l'adoption par au moins un membre du conseil		Famille d'adoption à laquelle le pupille est confié	Établissements	PCG ou référent ASE	Pupille de l'État	Famille d'accueil	Autres	Nombre d'enfants entendus	Enfant	Tuteur	Membre du conseil	ASE	Établissement d'accueil	Famille d'accueil
01-Ain	NON	NON	OUI	OUI	OUI	-	X	X	X	X	-	12	-	X	-	-	-	-
02-Aisne	NON	NON	OUI	OUI	OUI	X		X	X	X	X	16	X	X	X	X	-	-
03-Allier	NON	NON	NON	NON	OUI	-	-	X	X	-	-	2	X	X	-	-	-	-
04-Alpes-de-Haute-Provence	NON	OUI	NON	NON	OUI	X	-	X	X	X	-	2	X	-	-	X	-	-
05-Hautes-Alpes	OUI	OUI	NON	NON	OUI	-	-	X	X	-	-	2	-	X	X	-	-	-
06-Alpes-Maritimes	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	X	X	X	X	X	X	36	X	X	X	X	-	-
07-Ardèche	NON	NON	NON	NON	OUI	-	-	X	X	-	-	1	-	X	-	-	-	-
08-Ardennes	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	-	-	X	-	-	-	0	NR	NR	NR	NR	NR	NR
09-Ariège	NON	NON	NON	NON	NON	-	-	-	-	-	-	0	-	-	-	-	-	-
10-Aube	NON	NON	OUI	OUI	OUI	-	X	X	X	X	X	25	-	X	X	-	-	-
11-Aude	NON	NON	NON	NON	OUI	NR	NR	NR	NR	NR	NR	51	-	-	-	X	-	-
12-Aveyron	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	-	-	X	X	-	-	1	X	X	-	X	-	-
13-Bouches-du-Rhône	NON	NON	NON	NON	OUI	X	X	X	X	X	-	30	-	X	-	-	-	-
14-Calvados	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	X	X	X	X	X	X	22	X	X	X	X	X	-
15-Cantal	NON	NON	NON	NON	OUI	-	-	-	X	-	-	1	X	-	-	-	-	-
16-Charente	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	X	X	X	X	X	X	19	X	X	X	-	-	-
17-Charente-Maritime	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	-	X	-	X	X	-	64	-	X	X	-	-	-
18-Cher	NON	NON	OUI	OUI	OUI	-	-	X	X	X	-	2	X	-	-	X	-	-
19-Corrèze	NON	NON	NON	NON	OUI	X	-	-	-	-	-	0	-	-	-	-	-	-
20-Corse	NON	OUI	NON	OUI	OUI	-	-	X	-	-	-	0	-	-	-	-	-	-
21-Côte-d'Or	NON	NON	OUI	OUI	OUI	-	X	X	X	X	-	5	-	X	X	-	-	-
22-Côtes-d'Armor	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	NR	NR	NR	NR	NR	NR	18	-	X	X	X	X	-
23-Creuse	NON	NON	NON	NON	NON	-	-	-	-	-	-	0	-	-	-	-	-	-
24-Dordogne	NON	OUI	NON	OUI	OUI	X	X	X	X	X	X	1	X	X	X	-	-	-
25-Doubs	NON	NON	NON	NON	OUI	X	X	X	X	X	-	7	-	X	X	X	-	-
26-Drôme	NON	NON	OUI	OUI	OUI	-	X	X	X	X	X	27	-	X	-	X	-	-
27-Eure	NON	OUI	NON	OUI	OUI	-	X	X	X	X	-	38	X	X	-	X	X	-
28-Eure-et-Loir	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR
29-Finistère	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	X	X	X	X	X	-	NR	X	X	X	X	-	-
30-Gard	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	X	-	-	X	-	-	NR	X	X	X	-	-	-
31-Haute-Garonne	NON	NON	OUI	OUI	OUI	-	X	X	X	X	X	1	-	X	-	X	-	-
32-Gers	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	-	-	X	X	X	-	3	NR	NR	NR	NR	NR	NR
33-Gironde	NON	NON	OUI	OUI	OUI	-	X	X	X	X	-	21	X	X	X	X	-	X
34-Hérault	NON	NON	NON	NON	OUI	-	X	X	X	X	X	8	X	X	-	X	X	X
35-Ille-et-Vilaine	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	-	X	X	X	X	X	37	X	X	X	X	-	-
36-Indre	NON	NON	NON	NON	OUI	-	-	X	X	X	X	12	-	X	-	X	-	X

ANNEXE 5.3 (2/3) Fonctionnement des conseils de famille, consultations des dossiers et auditions en 2023

Départements	Consultation des dossiers pour :				Audition par le conseil de famille	Personnes, éventuellement, entendues :							Auteur de la demande d'audition :					
	Dossiers pupilles par l'ensemble des membres du conseil	Candidats proposés à l'adoption par l'ensemble membres du conseil	Dossiers pupilles par au moins 1 membre du conseil	Candidats proposés à l'adoption par au moins un membre du conseil		Famille d'adoption à laquelle le pupille est confié	Établissements	PCG ou référé ASE	Pupille de l'État	Famille d'accueil	Autres	Nombre d'enfants entendus	Enfant	Tuteur	Membre du conseil	ASE	Établissement d'accueil	Famille d'accueil
37-Indre-et-Loire	OUI	NON	OUI	OUI	OUI	X	X	X	X	X	-	23	X	X	X	X	-	-
38-Isère	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	X	X	X	X	X	-	104	X	X	X	-	-	-
39-Jura	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	X	-	X	-	X	-	0	-	-	-	-	-	-
40-Landes	NON	NON	OUI	OUI	NON	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-
41-Loir-et-Cher	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	-	-	X	-	-	-	0						
42-Loire	NON	NON	NON	NON	OUI	X	X	X	X	X	-	45	X	X	X	-	-	-
43-Haute-Loire	NON	NON	NON	NON	OUI	-	X	X	X	X	-	2	-	X	-	-	-	-
44-Loire-Atlantique	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	X	X	X	X	X	-	21	NR	NR	NR	NR	NR	NR
45-Loiret	NON	NON	OUI	OUI	OUI	-	X	X	X	X	X	37	-	X	-	-	-	-
46-Lot	NON	NON	OUI	OUI	OUI	-	-	X	-	X	X	0	-	-	-	-	-	-
47-Lot-et-Garonne	OUI	NON	OUI	OUI	OUI	-	X	X	X	X	X	6	NR	NR	NR	NR	NR	NR
48-Lozère	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	-	-	X	X	-	-	1	X	-	-	-	-	-
49-Maine-et-Loire	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	-	X	X	X	X	-	14	X	X	X	X	X	X
50-Manche	NON	NON	OUI	OUI	OUI	-	-	X	X	X	-	16	-	X	X	-	-	-
51-Marne	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	X	X	X	X	X	-	29	-	X	-	X	-	-
52-Haute-Marne	OUI	NON	OUI	OUI	OUI	X	X	X	X	X	-	31	X	X	X	X	-	-
53-Mayenne	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	-	X	X	X	X	-	0	-	-	-	-	-	-
54-Meurthe&Mos.	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	X	X	X	X	X	-	16	X	X	X	X	X	X
55-Meuse	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	X	X	X	X	X	-	46	-	X	-	X	-	-
56-Morbihan	NON	NON	NON	NON	OUI	X	X	X	X	X	X	19	X	X	X	X	-	-
57-Moselle	NON	NON	NON	NON	OUI	-	X	X	X	X	-	8	-	X	-	-	-	-
58-Nièvre	NON	NON	OUI	OUI	OUI	X	X	X	X	X	-	7	X	-	X	-	-	-
59-Nord	NON	NON	NON	NON	OUI	-	X	X	X	X	X	385	-	X	-	X	X	X
60-Oise	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	X	X	-	-	X	-	NR	-	X	X	X	-	-
61-Orne	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR
62-Pas-de-Calais	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	X	X	X	X	X	X	287	X	X	X	X	X	X
63-Puy-de-Dôme	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	X	X	X	X	X	X	16	-	X	X	-	-	-
64-Pyr.-Atlantiques	NON	NON	OUI	OUI	OUI	X	X	X	X	X	-	10	-	X	-	-	-	-
65-Hautes-Pyrénées	NON	NON	NON	NON	OUI	-	-	-	X	X	X	5	-	-	-	-	-	-
66-Pyr.-Orientales	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	X	-	X	X	X	-	14	X	X	X	-	-	-
67-Bas-Rhin	NON	NON	NON	NON	OUI	X	X	X	X	X	X	97	-	-	-	X	-	-
68-Haut-Rhin	NON	NON	OUI	OUI	OUI	X	X	X	-	X	X		-	X	X	X	-	-
69-Rhône	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	-	-	X	-	-	-	86	-	X	X	X	-	-
70-Haute-Saône	NON	NON	NON	NON	OUI	X	-	X	-	X	-	0	-	X	-	X	-	-
71-Saône-et-Loire	NON	NON	OUI	OUI	OUI	-	X	X	X	X	X	9	X	X	-	-	X	X
72-Sarthe	NON	NON	NON	NON	OUI	X	-	-	-	X	-	0	NR	NR	NR	NR	NR	NR

ANNEXE 5.3 (3/3) Fonctionnement des conseils de famille, consultations des dossiers et auditions en 2023

Départements	Consultation des dossiers pour :				Audition par le conseil de famille	Personnes, éventuellement, entendues :							Auteur de la demande d'audition :					
	Dossiers pupilles par l'ensemble des membres du conseil	Candidats proposés à l'adoption par l'ensemble membres du conseil	Dossiers pupilles par au moins 1 membre du conseil	Candidats proposés à l'adoption par au moins un membre du conseil		Famille d'adoption à laquelle le pupille est confié	Établissements	PCG ou référent ASE	Pupille de l'État	Famille d'accueil	Autres	Nombre d'enfants entendus	Enfant	Tuteur	Membre du conseil	ASE	Établissement d'accueil	Famille d'accueil
73-Savoie	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	-	X	X	X	X	-	11	-	X	-	X	-	-
74-Haute-Savoie	NON	NON	NON	NON	OUI	-	X	X	X	X	-	9	X	X	-	X	-	-
75-Paris	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	X	X	X	X	X	-	8	X	X	X	X	X	-
76-Seine-Maritime	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	X	X	X	X	X	-	20	X	X	X	X	X	X
77-Seine-et-Marne	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	X	X	X	X	X	-	64	-	X	X	-	-	-
78-Yvelines	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	X	X	X	X	X	X	46	X	X	X	X	X	X
79-Deux-Sèvres	NON	NON	OUI	OUI	OUI	-	X	X	X	X	-	5	X	X	X	-	-	-
80-Somme	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	X	X	X	X	X	-	22	-	X	X	X	X	-
81-Tarn	NON	NON	OUI	OUI	OUI	-	-	X	X	-	-	2	-	X	-	-	-	-
82-Tarn-et-Garonne	NON	NON	OUI	OUI	OUI	-	-	X	X	X	-	5	-	X	X	-	-	-
83-Var	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	-	X	X	X	X	X	26	X	X	-	-	-	-
84-Vaucluse	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	-	X	X	X	X	-	18	-	X	-	-	-	-
85-Vendée	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	X	X	X	X	X	X	17	-	X	-	X	-	X
86-Vienne	NON	NON	OUI	OUI	OUI	X	X	X	X	X	-	8	-	X	-	X	-	-
87-Haute-Vienne	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	X	X	X	X	X	-	3	-	X	X	-	X	X
88-Vosges	NON	NON	OUI	OUI	OUI	-	X	X	X	-	-	1	X	-	-	-	-	-
89-Yonne	NON	NON	OUI	OUI	OUI	-	-	X	X	-	-	0	-	-	-	-	-	-
90-T.-de-Belfort	NON	NON	OUI	OUI	OUI	-	-	X	X	X	-	3	-	-	X	-	-	-
91-Essonne	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	X	X	X	X	X	-	73	X	X	X	X	-	-
92-Hauts-de-Seine	NON	NON	OUI	OUI	OUI	-	X	X	X	X	X	67	-	X	X	X	-	-
93-Seine-St-Denis	NON	NON	NON	NON	OUI	-	X	X	X	X	-	18	X	-	-	X	X	X
94-Val-de-Marne	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	-	X	X	X	X	-	19	-	X	X	X	-	-
95-Val-d'Oise	OUI	OUI	NON	OUI	OUI	-	X	X	X	X	X	NR	-	X	X	-	-	-
971-Guadeloupe	NON	NON	NON	NON	OUI	-	X	-	X	X	-	3	-	-	-	X	-	X
972-Martinique	NON	NON	OUI	OUI	NON	-	-	-	-	-	-	0	-	-	-	-	-	-
973-Guyane	NON	NON	OUI	NON	OUI	-	-	-	X	-	X	12	-	-	X	-	-	-
974-Réunion	OUI	NON	OUI	OUI	OUI	-	-	-	X	-	-	26	X	X	X	-	-	-
976-Mayotte	NON	NON	OUI	OUI	OUI	-	X	-	X	-	-	1	-	X	X	-	-	-
TOTAL	38	44	69	72	94	40	62	81	81	74	28	2286	38	69	46	44	15	14

NR : non-réponse.

ANNEXE 5.4 (1/3) Réunions des conseils de famille, contenu des délibérations en 2023

Départements	Enfants dont la situation a été examinée au moins une fois dans l'année	Décisions de placements en vue d'adoption		Projets d'adoption écartés	Demandes de droit de visite	Demandes de modification du lieu de placement		Demandes par les parents de restitution de l'enfant		Situations examinées conformément à			
		Total	dont enfants à besoins spécifiques			Total	dont échec et retrait de l'enfant	Total	dont acceptées	art. 12	art. 13	art. 14	art. 24
01-Ain	42	11	9	4	0	1	0	0	0	19	0	1	0
02-Aisne	77	14	2	13	3	17	1	1	1	26	0	6	12
03-Allier	32	1	0	0	0	0	0	1	1	1	0	2	0
04-Alpes-de-Haute-Provence	10	3	0	6	5	0	0	0	0	6	1	0	0
05-Hautes-Alpes	7	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
06-Alpes-Maritimes	53	14	5	7	4	4	0	2	2	19	1	3	17
07-Ardèche	8	3	0	3	0	0	0	0	0	4	0	0	0
08-Ardenne	17	3	1	3	2	4	0	1	1	3	0	0	4
09-Ariège	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0
10-Aube	29	5	0	0	0	0	0	0	0	9	0	0	3
11-Aude	NR	3	NR	0	1	8	0	NR	NR	9	4	0	0
12-Aveyron	22	3	0	1	0	5	0	0	0	6	1	0	9
13-Bouches-du-Rhône	121	20	4	0	8	4	0	1	1	27	7	7	15
14-Calvados	99	13	5	0	3	6	0	3	3	45	0	1	31
15-Cantal	3	0	0	0	0	1	0	0	0	1	0	0	0
16-Charente	32	6	0	7	4	0	0	2	2	14	0	3	33
17-Charente-Maritime	68	4	0	0	0	0	0	2	2	0	0	0	0
18-Cher	29	2	0	2	8	1	0	1	1	9	0	0	NR
19-Corrèze	3	3	1	0	0	1	1	0	0	3	0	0	0
20-Corse	3	3	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0
21-Côte-d'Or	29	8	1	1	3	3	1	0	0	12	0	0	4
22-Côtes-d'Armor	22	3	0	0	3	0	0	2	2	8	1	2	11
23-Creuse	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
24-Dordogne	13	2	2	2	2	2	0	2	2	4	0	0	0
25-Doubs	44	6	0	0	0	1	0	0	0	11	0	0	22
26-Drôme	38	6	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0
27-Eure	38	5	3	0	4	2	0	1	1	0	0	NR	0
28-Eure-et-Loir	NR	4	0	NR	NR	NR	NR	1	1	NR	NR	NR	NR
29-Finistère	88	6	3	1	2			3	3	32	0	6	NR
30-Gard	42	7	4	4	0	3	0	0	0	14	0	0	0
31-Haute-Garonne	70	6	0	0	0	0	0	5	5	21	0	4	22
32-Gers	7	1	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0
33-Gironde	93	20	10	22	0	3	0	1	1	31	0	1	14
34-Hérault	39	14	5	2	1	2	0	1	1	24	0	0	1
35-Ille-et-Vilaine	76	9	5	2	2	0	0	4	4	4	0	0	2
36-Indre	17	6	0	6	0	2	0	0	0	13	0	NR	1
37-Indre-et-Loire	37	3	1	0	7	8	0	0	0	4	1	0	0
38-Isère	104	10	0	6	2	1	1	2	2	30	2	3	3

ANNEXE 5.4 (2/3) Réunions des conseils de famille, contenu des délibérations en 2023

Départements	Enfants dont la situation a été examinée au moins une fois dans l'année	Décisions de placements en vue d'adoption		Projets d'adoption écartés	Demandes de droit de visite	Demandes de modification du lieu de placement		Demandes par les parents de restitution de l'enfant		Situations examinées conformément à			
		Total	dont enfants à besoins spécifiques			Total	dont échec et retrait de l'enfant	Total	dont acceptées	art. 12	art. 13	art. 14	art. 24
39-Jura	8	4	0	0	2	0	0	1	1	4	0	3	0
40-Landes	17	4	1	0	0	1	1	0	0	7	0	0	NR
41-Loir-et-Cher	17	1	0	0	0	0	0	0	0	9	1	4	10
42-Loire	62	5	3	0	5	4	0	6	6	24	0	3	9
43-Haute-Loire	12	0	0	0	3	0	0	0	0	2	0	0	2
44-Loire-Atlantique	99	8	2					3	3	0	NR	NR	NR
45-Loiret	57	7	1	0	14	12	0	1	1	21	0	0	1
46-Lot	5	1	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0
47-Lot-et-Garonne	8	2	0	0	0	1	0	0	0	4	0	0	0
48-Lozère	4	2	0	1	1	0	0	0	0	3	0	0	0
49-Maine-et-Loire	129	15	6	2	45	5	1	2	2	10	0	0	15
50-Manche	20	7	3	0	0	1	1	1	1	5	0	0	0
51-Marne	51	10	4	0	3	3	1	3	3	6	0	0	13
52-Haute-Marne	32	3	0	0	8	8	0	0	0	0	0	0	0
53-Mayenne	14	2	0	0	0	0	0	1	0	4	0	5	0
54-Meurthe-et-Moselle	161	11	0					2	2	0	0	NR	NR
55-Meuse	30	5	5	5		6	0	2	2	15	2	2	0
56-Morbihan	95	8	1	0	8	0	0	0	0	39	0	0	27
57-Moselle	90	15	1	1	0	3	0	1	1	35	1	4	0
58-Nièvre	36	6	1	0	0	4	0	0	0	9	0	0	29
59-Nord	385	43	1	310	43	42	0	11	11	97	1	NR	385
60-Oise	NR	3	0	0	0	1	1	NR	NR	NR	0	NR	NR
61-Orne	18	5	0	NR	NR	NR	NR	4	4	NR	NR	NR	NR
62-Pas-de-Calais	287	34	19	2	ND	44	2	0	0	9	0	7	52
63-Puy-de-Dôme	19	1	0	0	0	0	0	0	0	11	0	2	11
64-Pyrénées-Atlantiques	21	9	1	0	0	2	0	2	2	6	1	0	0
65-Hautes-Pyrénées	16	3	0	0	0	0	0	0	0	3	0	0	0
66-Pyrénées-Orientales	24	8	0	0	0	0	0	0	0	6	0	0	0
67-Bas-Rhin	84	10	0	0	0	0	0	0	0	25	0	3	0
68-Haut-Rhin	93	7	2	0	13	0	0	2	2	23	0	1	3
69-Rhône	80	7	0	10	0	NR	NR	4	4	24	0	1	23
70-Haute-Saône	24	4	3	4	0	3	0	1	1	15	1	5	0
71-Saône-et-Loire	52	11	0	0	0	5	0	1	1	17	0	1	0
72-Sarthe	32	6	0	0	1	0	0	0	0	14	0	0	NR
73-Savoie	26	4	3	0	2	0	0	0	0	8	1	0	1
74-Haute-Savoie	28	7	5	9	9	8	0	1	1	12	0	0	37
75-Paris	94	6	0	2	0	0	1	0	0	29	0	7	7
76-Seine-Maritime	78	10	4	1	0	3	0	1	1	6	0	2	14

ANNEXE 5.4 (3/3) Réunions des conseils de famille, contenu des délibérations en 2023

Départements	Enfants dont la situation a été examinée au moins une fois dans l'année	Décisions de placements en vue d'adoption*		Projets d'adoption écartés	Demandes de droit de visite	Demandes de modification du lieu de placement		Demandes par les parents de restitution de l'enfant		Situations examinées conformément à			
		Total	dont enfants à besoins spécifiques			Total	dont échec et retrait de l'enfant	Total	dont acceptées	art. 12	art. 13	art. 14	art. 24
77-Seine-et-Marne	70	14	0	2	9	2	0	0	0	12	0	2	21
78-Yvelines	78	12	4	0	10	0	19	1	1	48	2	3	69
79-Deux-Sèvres	32	2	2	30	4	0	0	2	2	12	1	2	4
80-Somme	30	9	0	13	2	1	0	2	2	18	0	0	1
81-Tarn	8	3	1	0	0	0	0	1	1	3	0	0	5
82-Tarn-et-Garonne	36	4	0	32	12	4	0	0	0	7	0	0	21
83-Var	58	11	3	7	5	2	0	3	3	16	0	1	35
84-Vaucluse	38	3	0	1	6	7	0	1	1	8	3	2	0
85-Vendée	46	6		34	NR	NR	1	NR	NR	2	0	0	NR
86-Vienne	15	3	1	2	2	0	0	1	1	0	0	0	0
87-Haute-Vienne	21	10	3	5	0	0	0	0	0	12	0	0	1
88-Vosges	27	5		3	0	1	1	0	0	2	0	NR	1
89-Yonne	31	8	1	1	0	0	0	0	0	NR	0	NR	NR
90-Territoire-de-Belfort	8	3	2	3	2	0	0	1	1	3	0	1	0
91-Essonnes	73	12	1	0	2	12	0	1	1	13	0	0	183
92-Hauts-de-Seine	67	10	2	2	2	5	0	3	3	22	0	0	53
93-Seine-Saint-Denis	68	9	5	0	0	14	1	0	0	0	0	0	0
94-Val-de-Marne	36	8	7	0	0	2	0	0	0	6	3	2	17
95-Val-d'Oise	44	7	0	NR	NR	1	0	0	0	17	0	0	1
971-Guadeloupe	4	2	1	1	0	1	0	1	1	0	0	0	0
972-Martinique	2	1	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0
973-Guyane	13	5	5	0	0	0	0	0	0	12	0	0	12
974-Réunion	48	6	1	0	0	1	0	0	0	13	0	4	0
976-Mayotte	13	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	4 586	678	167	575	277	288	34	104	103	1144	35	107	1267

NR : non-réponse.

*Le nombre de décisions de placements diffère des données de l'annexe 3-9 qui dénombre un nombre de placements en vue d'adoption « effectif » en 2023 lié au fait que les décisions de placements prise en fin d'année ne peuvent devenir effectives qu'au début de l'année suivante.

Annexe 6.

Données statistiques sur les agréments d'adoption

ANNEXE 6 (1/3) Données sur les agréments d'adoption par département en 2023

Départements	Nombre d'agréments en cours de validité au 31 décembre 2023	Nombre de couples ou de personnes seules ayant assisté à une réunion d'information en 2023	Nombre de dossiers de nouvelles demandes déposés en 2023	Nombre d'agréments accordés en 2023	Nombre de refus d'agrément en 2023	Nombre de retraits d'agrément en 2023	Dont suite à une absence de confirmation annuelle	Nombre de recours contentieux devant le tribunal administratif en 2023	Nombre de décisions de refus d'agrément annulées en 2023 suite à un recours contentieux
01-Ain	87	47	66	32	1	2	1	0	0
02-Aisne	84	89	32	26	0	4	3	0	0
03-Allier	51	22	13	17	3	0	0	0	0
04-Alpes-de-Haute-Provence	22	7	8	3	2	0	0	0	0
05-Hautes-Alpes	18	13	5	10	1	0	0	0	0
06-Alpes-Maritimes	149	78	52	27	6	0	0	1	0
07-Ardèche	42	23	25	9	1	2	0	0	0
08-Ardenne	23	12	5	4	1	1	1	1	0
09-Ariège	21	13	7	9	1	0	0	0	0
10-Aube	41	54	16	16	2	3	2	0	0
11-Aude	45	27	14	11	0	0	0	0	0
12-Aveyron	24	21	10	4	3	2	0	0	0
13-Bouches-du-Rhône	275	184	118	70	15	24	14	0	0
14-Calvados	93	66	37	24	1	7	2	0	0
15-Cantal	24	7	5	5	0	0	0	0	0
16-Charente	33	37	23	4	0	0	0	0	0
17-Charente-Maritime	85	52	28	32	0	4	1	0	0
18-Cher	27	28	16	9	1	0	0	1	0
19-Corrèze	20	17	7	8	1	0	0	0	0
20-Corse	45	NR	15	15	0	6	2	0	0
21-Côte-d'Or	117	46	31	17	2	4	4	1	0
22-Côtes-d'Armor	133	45	29	38	2	1	1	0	0
23-Creuse	18	20	5	4	0	0	0	0	0
24-Dordogne	54	59	26	15	0	3	0	0	0
25-Doubs	69	56	34	20	2	6	4	0	0
26-Drôme	89	42	42	29	9	0	0	0	0
27-Eure	78	102	29	16	0	3	1	NR	NR
28-Eure-et-Loir	43	40	23	16	1	0	0	0	0
29-Finistère	103	71	65	34	9	14	3	0	0
30-Gard	85	70	48	17	2	7	7	1	0
31-Haute-Garonne	350	158	97	69	17	2	0	0	0
32-Gers	41	13	10	5	0	0	0	0	0
33-Gironde	193	161	106	36	4	0	0	0	0
34-Hérault	208	106	60	42	3	12	0	1	0
35-Ille-et-Vilaine	109	136	69	33	8	23	8	0	0
36-Indre	10	15	10	3	2	0	0	1	0

ANNEXE 6 (2/3) Données sur les agréments d'adoption par département en 2023

Départements	Nombre d'agréments en cours de validité au 31 décembre 2023	Nombre de couples ou de personnes seules ayant assisté à une réunion d'information en 2023	Nombre de dossiers de nouvelles demandes déposés en 2023	Nombre d'agréments accordés en 2023	Nombre de refus d'agrément en 2023	Nombre de retraits d'agrément en 2023	Dont suite à une absence de confirmation annuelle	Nombre de recours contentieux devant le tribunal administratif en 2023	Nombre de décisions de refus d'agrément annulées en 2023 suite à un recours contentieux
37-Indre-et-Loire	96	111	46	43	3	9	9	0	0
38-Isère	142	130	79	39	11	7	4	0	0
39-Jura	30	26	7	7	2	0	0	0	0
40-Landes	54	39	19	15	1	0	0	0	0
41-Loir-et-Cher	17	0	10	8	1	1	0	0	0
42-Loire	69	60	45	20	11	0	0	1	0
43-Haute-Loire	45	15	4	10	0	0	0	0	0
44-Loire-Atlantique	185	202	92	40	11	6	?	0	0
45-Loiret	119	58	54	15	4	6	6	0	0
46-Lot	32	8	11	9	2	0	0	1	0
47-Lot-et-Garonne	50	26	25	16	1	5	2	0	0
48-Lozère	9	6	4	1	0	0	0	0	0
49-Maine-et-Loire	102	99	54	12	7	3	3	0	0
50-Manche	80	40	28	23	0	2	0	0	0
51-Marne	158	69	69	58	6	6	4	0	0
52-Haute-Marne	14	10	6	4	2	0	0	0	0
53-Mayenne	74	25	8	17	9	1	0	1	0
54-Meurthe-et-Moselle	114	88	47	33	7	12	7	0	0
55-Meuse	16	15	6	3	1	0	0	0	0
56-Morbihan	86	109	54	35	9	14	6	0	0
57-Moselle	121	115	38	33	1	18	14	0	0
58-Nièvre	32	21	5	12	0	0	0	0	0
59-Nord	337	216	143	77	9	5	5	1	0
60-Oise	73	112	38	15	11	10	5	0	0
61-Orne	28	28	15	7	2	0	0	0	0
62-Pas-de-Calais	135	95	77	43	21	10	5	0	0
63-Puy-de-Dôme	56	63	37	15	14	0	0	0	0
64-Pyrénées-Atlantiques	92	NR	25	16	2	7	0	0	0
65-Hautes-Pyrénées	13	13	5	5	0	0	0	0	0
66-Pyrénées-Orientales	72	27	36	27	1	1	0	0	0
67-Bas-Rhin	134	45	31	44	7	8	6	0	0
68-Haut-Rhin	72	84	45	22	0	8	8	0	0
69-Rhône	265	298	109	56	34	7	4	0	3
70-Haute-Saône	32	13	6	5	1	0	0	0	0
71-Saône-et-Loire	52	51	21	16	4	0	0	0	0
72-Sarthe	43	36	17	11	3	10	3	0	0

ANNEXE 6 (1/3) Données sur les agréments d'adoption par département en 2023

Départements	Nombre d'agréments en cours de validité au 31 décembre 2023	Nombre de couples ou de personnes seules ayant assisté à une réunion d'information en 2023	Nombre de dossiers de nouvelles demandes déposés en 2023	Nombre d'agréments accordés en 2023	Nombre de refus d'agrément en 2023	Nombre de retraits d'agrément en 2023	Dont suite à une absence de confirmation annuelle	Nombre de recours contentieux devant le tribunal administratif en 2023	Nombre de décisions de refus d'agrément annulées en 2023 suite à un recours contentieux
73-Savoie	37	45	27	17	1	0	0	0	0
74-Haute-Savoie	94	130	55	28	11	9	8	0	0
75-Paris	360	945	138	94	15	36	4	1	0
76-Seine-Maritime	123	113	102	25	16	9	5	0	0
77-Seine-et-Marne	172	146	73	56	NR	NR	NR	NR	NR
78-Yvelines	182	143	66	56	12	0	0	0	0
79-Deux-Sèvres	29	31	19	2	6	0	0	0	0
80-Somme	68	58	32	15	7	8	3	0	0
81-Tarn	62	29	20	13	0	0	0	0	0
82-Tarn-et-Garonne	15	21	13	5	0	0	0	0	0
83-Var	184	130	51	32	6	12	ND	0	0
84-Vaucluse	42	83	23	11	2	3	1	0	0
85-Vendée	87	45	32	20	3	13	2	0	0
86-Vienne	68	29	22	18	1	4	0	0	0
87-Haute-Vienne	50	63	21	24	1	1	1	0	0
88-Vosges	56	NR	15	13	2	1	1	0	0
89-Yonne	43	17	12	5	0	3	1	0	0
90-Territoire-de-Belfort	23	7	5	8	8	0	0	0	0
91-Essonnes	103	96	51	18	6	17	17	0	0
92-Hauts-de-Seine	253	194	85	76	9	0	0	0	0
93-Seine-Saint-Denis	223	311	90	45	4	0	0	1	0
94-Val-de-Marne	94	105	84	20	15	0	0	1	0
95-Val-d'Oise	125	139	84	34	10	0	0	0	0
971-Guadeloupe	54	23	14	2	2	0	0	0	0
972-Martinique	39	31	18	17	1	1	0	0	0
973-Guyane	42	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR
974-Réunion	138	62	38	25	3	9	9	1	0
976-Mayotte	6	24	17	4	2	0	0	0	0
FRANCE ENTIÈRE	8 730	7 310	3 709	2 224	441	412	197	15	3

NR : non-réponse
 ND : non disponible

**LISTE
DES FIGURES
ET ANNEXES**

Figures

1.1	Évolution du nombre de pupilles de l'État entre 2013 et 2023	9
1.2	Nombre de pupilles de l'État par département au 31 décembre 2023	10
1.3	Taux de pupilles de l'État parmi l'ensemble des mineurs	11
1.4	Évolution des admissions et sorties annuelles du statut de pupilles entre 2013 et 2023	11
1.5	Évolution du nombre de pupilles de l'État confiés et non confiés en vue d'adoption au 31 décembre, entre 2013 et 2023	12
1.6	Structure par âges des pupilles de l'État confiés et non confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2023	13
2.1	Évolution des conditions d'admission des enfants bénéficiant du statut de pupille de l'État au 31 décembre, entre 2013 et 2023	16
2.2	Part des pupilles admis à la suite d'une déclaration judiciaire de délaissement parental au 31 décembre 2023	17
2.3	Part des pupilles admis à la suite d'un retrait de l'autorité parentale au 31 décembre 2023	17
2.4	Part des pupilles admis à la suite d'une décision judiciaire au 31 décembre 2023	18
2.5	Évolution des conditions d'admission des enfants admis au statut de pupille de l'État entre 2013 et 2023	19
2.6	Évolution des admissions selon l'article L.224-4 1°, 2° et 3° du CASF	20
2.7	Taux de naissances avec demande de secret de l'identité de la mère en 2023	21
3.1	Âge des pupilles de l'État : moyenne au 31 décembre 2023 et à l'admission, selon le mode d'admission	23
3.2	Évolution des âges moyens des pupilles de l'État et leur âge moyen à leur admission	24
3.3	Pyramide des âges des pupilles de l'État au 31 décembre 2013 Pyramide des âges des pupilles de l'État au 31 décembre 2023	25
3.4	Part des pupilles de l'État ayant connu une durée de prise en charge à l'aide sociale à l'enfance de 5 ans et plus	26
4.1	Modalités de placement en vue d'adoption des pupilles de l'État au 31 décembre 2023	29

4.2	Évolution des modalités d'accueil des pupilles de l'État confiés en vue d'adoption au 31 décembre, entre 2013 et 2023	30
4.3	Évolution des modalités de placements en vue d'adoption des pupilles de l'État par millésime, entre 2013 et 2023	31
4.4	Existence de besoins spécifique pour les enfants confiés en vue d'adoption en 2023	32
5.1	Modalités d'accueil des pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2023 (en %)	33
5.2	Évolution des modalités d'accueil des pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption au 31 décembre, entre 2013 et 2023	34
5.3	Types d'établissements accueillant les pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2023 (en %)	36
5.4	Caractéristiques des enfants accueillis selon le type d'établissement au 31 décembre 2023	36
5.5	Répartition des projets de vie des pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2023 (en %)	37
6.1	Motifs de sortie du statut de pupille de l'État en 2023	39
6.2	Évolution des motifs de sortie du statut entre 2013 et 2023	40
6.3	Motifs de sortie du statut de pupille de l'État en 2023 selon les conditions d'admission	41
6.4	Structure par âge des sortants du statut en 2023 (en %)	41
7.1	Agréments, évolution des demandes et des accords entre 2013 et 2023	43
7.2	Évolution des taux d'agréments accordés et en cours de validité entre 2013 et 2023	44
7.3	Taux d'agréments en vue d'adoption accordés pour 100 000 adultes, en 2023	44
7.4	Taux d'agréments en vue d'adoption en cours de validité au 31 décembre 2023	45
7.5	Durée moyenne entre l'octroi de l'agrément d'adoption et le placement en vue d'adoption, selon l'existence ou non de besoin spécifique des enfants	46
7.6	Durée moyenne entre l'octroi de l'agrément d'adoption et le placement en vue d'adoption, selon l'âge des enfants	46
7.7	Âge moyen des futures familles adoptives et des enfants au moment du placement en vue d'adoption, selon le type de famille adoptive	47
7.8	Âge moyen des futures familles adoptives et des enfants au moment du placement en vue d'adoption, selon le mode d'admission	47

7.9	Âge moyen des futures familles adoptives et des enfants au moment du placement en vue d'adoption, selon l'existence de besoins spécifiques	48
7.10	Âge moyen des futures familles adoptives et des enfants au moment du placement en vue d'adoption, selon l'âge à l'admission	48
8.1	Répartition des conseils de famille au 31 décembre 2023	49
8.2	Respect du seuil de 50 pupilles de l'État par conseil de famille au 31 décembre 2023	50
8.3	Présidence des conseils de famille 31 décembre 2023 (en %)	52

Annexes

ANNEXE 1	Questionnaire d'enquête	57
ANNEXE 2.1	Nombre de pupilles de l'État par département	68
ANNEXE 2.2	Structure par sexe et âge des pupilles de l'État présents au 31 décembre 2023 Pyramide des âges des pupilles de l'État au 31 décembre 2023	71
ANNEXE 2.3	Structure par sexe et âge des pupilles de l'État lors de leur admission Pyramide des âges à l'admission des pupilles de l'État au 31 décembre 2023	72
ANNEXE 2.4	Durée de prise en charge par l'ASE, avant l'admission, des pupilles de l'État	73
ANNEXE 2.5	Conditions d'admission des pupilles de l'État au 31 décembre 2023, situation par département	74
ANNEXE 2.6	Conditions d'admission des pupilles de l'État au 31 décembre 2023, situation par année de naissance Âge des pupilles de l'État au 31 décembre 2023, selon leur condition d'admission	77
ANNEXE 2.7	Conditions d'admission des pupilles de l'État au 31 décembre 2023, situation par âge à l'admission	78
ANNEXE 2.8	Conditions d'admission des pupilles de l'État au 31 décembre 2023, situation par durée de prise en charge antérieure à l'ASE	79
ANNEXE 2.9	Modalités d'accueil des pupilles de l'État au 31 décembre, situation par département	80
ANNEXE 2.10	Modalités d'accueil des pupilles de l'État au 31 décembre 2023, situation par année de naissance	83
ANNEXE 2.10 bis	Pyramide des âges des pupilles des l'État confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2023 Pyramide des âges des pupilles des l'État non confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2023	84

ANNEXE 2.11	Modalités d'accueil des pupilles de l'État au 31 décembre 2023, situation par âge lors de l'admission	85
ANNEXE 2.12	Modalités d'accueil des pupilles de l'État au 31 décembre 2023, situation par durée de prise en charge à l'ASE avant l'admission	86
ANNEXE 2.13	Modalités d'accueil des pupilles de l'État au 31 décembre 2023, situation par condition d'admission	87
ANNEXE 2.14	Motifs d'absence de projet d'adoption pour les pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2023, situation par département	88
ANNEXE 2.15	Motifs d'absence de projet d'adoption pour les pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption au 31 décembre, situation par année de naissance	91
ANNEXE 2.16	Motifs de l'absence de projet d'adoption pour les pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2023, situation par âge lors de l'admission	92
ANNEXE 2.17	Motifs de l'absence de projet d'adoption pour les pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2023, situation par durée de prise en charge à l'ASE avant l'admission	93
ANNEXE 2.18	Motifs de l'absence de projet d'adoption pour les pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2023, situation par condition d'admission	94
ANNEXE 2.19	Pupilles de l'État présentant des besoins spécifiques au 31 décembre 2023 (confiés ou non), situation par département	95
ANNEXE 2.20	Besoins spécifiques des pupilles de l'État au 31 décembre 2023 (confiés ou non), situation par année de naissance	98
ANNEXE 2.21	Pupilles de l'État présentant des besoins spécifiques au 31 décembre 2023 (confiés ou non), situation par âge lors de l'admission	99
ANNEXE 2.22	Pupilles de l'État présentant des besoins spécifiques au 31 décembre 2023 (confiés ou non), situation par durée de prise en charge à l'ASE avant l'admission	100
ANNEXE 2.23	Pupilles de l'État présentant des besoins spécifiques au 31 décembre 2023 (confiés ou non), situation par condition d'admission Existence de besoin spécifique pour chaque condition d'admission (en %) Conditions d'admission selon le type de besoin spécifique (en %)	101
ANNEXE 2.24	Particularités des pupilles de l'État au 31 décembre 2023 (confiés ou non), situation par modalité d'accueil	102
ANNEXE 2.25	Projets de vie des pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2023, situation par département	103
ANNEXE 3.1	Nombre de pupilles de l'État admis et sortis en 2023, par département	108
ANNEXE 3.1 bis	Nombre de pupilles de l'État admis et nés en 2023, situation par département	111

ANNEXE 3.2	Structure par sexe et âge des enfants admis comme pupille de l'État en 2023 Pyramide des âges à l'admission des pupilles de l'État au cours de l'année 2023	114
ANNEXE 3.3	Conditions d'admission des pupilles de l'État admis en 2023, situation par âge révolu lors de l'admission	115
ANNEXE 3.4	Modalités d'accueil au 31 décembre 2023 des pupilles de l'État admis en 2023, situation par âge lors de l'admission Situation au 31 décembre 2023 selon le groupe d'âge (en %)	116
ANNEXE 3.5	Besoins spécifiques des pupilles de l'État admis en 2023, situation selon différentes caractéristiques	117
ANNEXE 3.6	Structure par sexe et âge des enfants ayant quitté le statut de pupille de l'État au cours de l'année 2023 Pyramide des âges des pupilles de l'État quittant le statut au cours de l'année 2023	118
ANNEXE 3.7	Modalités de sortie du statut de pupille de l'État au cours de l'année 2023, situation par année de naissance	119
ANNEXE 3.8	Modalités de sortie du statut de pupille de l'État au cours de l'année 2023, situation par année d'admission	120
ANNEXE 3.9	Nombre de pupilles de l'État confiés en vue d'adoption en 2023, situation par département	121
ANNEXE 3.10	Structure par sexe et âge des pupilles de l'État confiés en vue d'adoption au cours de l'année 2023 Pyramide des âges des pupilles de l'État confiés en vue d'adoption en 2023	124
ANNEXE 3.11	Lieu de vie des enfants confiés en vue d'adoption, au cours de l'année 2023 selon les conditions d'admission	125
ANNEXE 3.12	Types de familles adoptives des enfants confiés en vue d'adoption au cours de l'année 2023, situation en fonction de l'existence de besoin spécifique	126
ANNEXE 4	Situation de certains pupilles de l'État, admis au titre des articles L. 224-4.1°, 2° et 3° du CASF, situation par département	128
ANNEXE 5.1	Fonctionnement des conseils de famille, composition des conseils en 2023	132
ANNEXE 5.2	Fonctionnement des conseils de famille, examens de situations en 2023	136
ANNEXE 5.3	Fonctionnement des conseils de famille, consultations des dossiers et auditions en 2023	139
ANNEXE 5.4	Réunions des conseils de famille, contenu des délibérations en 2023	142
ANNEXE 6	Données sur les agréments d'adoption par département en 2023	146

L'ONPE recueille chaque année des données exhaustives remontées par l'ensemble des services déconcentrés de l'État sur la situation des pupilles de l'État, le fonctionnement des conseils de famille et les agréments d'adoption.

L'enquête permet notamment de suivre les évolutions des pupilles de l'État au 31 décembre de chaque année, leurs profils et de mieux connaître les conditions d'admissions et de sorties des enfants dans ce statut.

L'enquête réalisée en 2024 porte sur la situation des pupilles de l'État au cours de l'année 2023.

Observatoire national de la protection de l'enfance

GIP France Enfance Protégée

onpe.france-enfance-protgee.fr

ISSN (en ligne) : 2827-0355 • ISSN (imprimé) : 2826-6404

Pour s'inscrire à la
Lettre mensuelle de
l'ONPE, [cliquez ici](#)

